

**INTERNATIONALE RECHTSHISTORISCHE KONFERENZ**  
**Budapest, 12-15. September 1977**

**ENTWICKLUNG DER STÄDTISCHEN UND REGIONALEN  
VERWALTUNG IN DEN LETZTEN 100 JAHREN IN  
MITTEL- UND OSTEUROPA**

**III.**

**1979**  
**Budapest**



**INTERNATIONALE RECHTSHISTORISCHE KONFERENZ  
Budapest, 12-15. September 1977**

**ENTWICKLUNG DER STÄDTISCHEN UND REGIONALEN  
VERWALTUNG IN DEN LETZTEN 100 JAHREN IN  
MITTEL- UND OSTEUROPA**

**III.**

.....	127
.....	133
.....	161
.....	196
.....	207
.....	224
.....	243

1979

Budapest

Universität "Eötvös Loránd"

Staats- und Rechtswissenschaftliche Fakultät  
Lehrstuhl für Ungarische Staats- und Rechtsgeschichte

ENTWICKLUNG DER STÄDTISCHEN UND REGIONALEN  
VERWALTUNG IN DEN LETZTEN 100 JAHREN IN  
MITTEL- UND OSTEUROPA

Redigiert von:

Kálmán KOVÁCS

Mitarbeiter:

Gábor MÁTHÉ

ELTE Állam- és Jogtud. Kar  
rakt. sz. M 11.203  
lelt. sz. 51.229  
1980 FEB 6

## I N H A L T

G. Balás /Budapest/	Le développement de sièges en comitats /de districts en départements/ en Transylvanie.....	5.
Z. Bernáth /Budapest/	Die Entwicklung des Verwaltungswesens im Komitat Szabolcs und in der Stadt Nyiregyháza, bei besonderer Berücksichtigung der letzten hundert Jahre.....	23.
W. Brauner /Wien/	Das Gutsgebiet /vom monarchisch-ständischen Staatselement zum lokalen Verwaltungssprengel/.....	49.
J. Ciagwa /Katowice/	L'autonomie de la Voïvodie de Silésie /1922-1939/.....	67.
L. Csizmadia /Budapest/	Entwicklung der ungarischen Fremdenverkehrsverwaltung in Betracht auf die regionale Verwaltung.....	97.
H. Hofmeister /Wien/	Pläne und Ansätze zu einer Kreis-/selbst/verwaltung in der neueren österreichischen Verfassungsgeschichte....	133.
P. Horváth /Budapest/	Die kultur- und rechtsgeschichtliche Rolle der hauptstädtischen Frank Bibliothek.....	163.
G. Máthé /Budapest/	Zur Frage der Aufsicht über die Städte /1870-1937/.....	195.
S. Mertanova /Bratislava/	L'évolution de l'administration municipale et communale en Slovaquie dans les années 1918-1930.....	207.
W. Ogris /Wien/	Die gemischten Bezirksämter /1852/1855-1868/.....	229.
M. Potemra /Košice/	Die Fragen der Verwaltung Ungarns in der Politik der Slowakischen Nationalpartei in den Jahren 1901-1918.....	243.

T. Révész /Budapest/  
 Presseverwaltung in Verhältnis zwischen der Regierung  
 und den örtlichen Organen..... 275.

I. Stipta /Hajdunánás/  
 Einige Fragen der Umorganisierung des Hajdu-Bezirk  
 zu einem Komitat 1848-1876 ..... 291.

J. Szita /Pécs/  
 Die regionale Steuerverwaltung in Ungarn in der zweiten  
 Hälfte des XIX. Jahrhunderts..... 319.

Il y a une centaine d'années, que les lois 1876, XXXIII. et 1877, I, ont porté des changements administratifs radicaux en Transylvanie. A cette occasion passons en revue les changements des unités administratives, pendant cette période de 100 ans, mais pour bien comprendre les traits caractéristiques de ces unités on doit aussi mentionner leurs origines.

Ce sont les Saxons de la Transylvanie chez qui on utilisait pour la première fois **GABRIEL BALÁS: /sedes, Stuhl, sess/** pour les unités administratives. Les premiers immigrants allemands, qui venaient de la région de Gera, il s'agit de **LE DÉVELOPPEMENT DE SIÈGES EN COMITATS /DE DISTRICTS EN DÉPARTEMENTS/ EN TRANSYLVANIE** des agglomérations autour de Hermannstadt /Sibiu, Herten/, Leschkirch /Moeritz, Uj-egyház/ et Schinkenfort /Siaca, Sink/. Ils commencèrent déjà à la fin du 12<sup>e</sup> siècle à établir des contacts entre eux et atteignirent la formation de la prévôté de Hermannstadt l'année 1192-96. L.S.M.V.2.7. en continuant leurs efforts de pouvoir fonder une plus grande unité séculaire. De nouveaux groupes arrivèrent et en 1224 la majorité des immigrants allemands dont seulement un fragment était vraiment de la Saxe Basse - a obtenu le privilège accordé sous le nom d'Andreas régnant les conditions d'utilisation du "Sol du Roi" /Fundus Regius/ par les Saxons. Justement 100 années plus tard en 1324 on trouve pour la première fois le nom siège /sedes/ dans un document émis par les Saxons de Nepe /Köhalom, Nepea/.

Organisation de tous les Saxons, qui ont reçu l'Andreas privilège sous sept-sièges /septas sedes/ depuis 1339. Ces sept-sièges ont consisté du siège de Hermannstadt, Leschkirch, Schinkenfort, Schesberg, Nepe/. Le territoire de ces sièges était en grande partie une terre abandonnée par les Slaves transylvains à la frontière orientale du pays. Quand un résidu de ce territoire avait été transféré en 1257 auprès de la Rivière Aranyos /Nepea/, un nouveau groupe de Saxons immigrait et s'organisaient.

Organisation de tous les Saxons, qui ont reçu l'Andreas privilège sous sept-sièges /septas sedes/ depuis 1339. Ces sept-sièges ont consisté du siège de Hermannstadt, Leschkirch, Schinkenfort, Schesberg, Nepe/. Le territoire de ces sièges était en grande partie une terre abandonnée par les Slaves transylvains à la frontière orientale du pays. Quand un résidu de ce territoire avait été transféré en 1257 auprès de la Rivière Aranyos /Nepea/, un nouveau groupe de Saxons immigrait et s'organisaient.

V. Révész /Budapest/

Steuerverwaltung in Verhältnis zwischen der Regierung  
und den öffentlichen Organen..... 275.

I. Stipta /Bajdunánás/

Einige Fragen der Umorganisation des Hajdu-Besitzes  
zu einem Komitat 1848-1876 ..... 291.

J. Szita /Pécs/

Die regionale Steuerverwaltung in Ungarn in der zweiten  
Mitte des XIX. Jahrhunderts..... 319.

LE DÉVELOPPEMENT DE SIÈGES EN COMITATS  
(DE DISTRICTS EN DÉPARTEMENTS) EN TRAN-  
SYLVANIE



Il y a une centaine d'années, que les lois 1876. XXXIII. et 1877. I. ont porté des changements administratifs radicaux en Transylvanie. A cette occasion passons en revue les changements des unités administratives, pendant cette période de 100 ans, mais pour bien comprendre les traits caractéristiques de ces unités on doit aussi mentionner leurs origines.

Ce sont les Saxons de la Transylvanie chez qui on utilisait pour la première fois le mot siège /sedes, Stuhl, szék/ pour les unités administratives. Les premiers immigrants allemands, qui venaient vers le milieu du 12<sup>e</sup> siècle sous le règne de Géza II. étaient des villageois. Un groupe plus nombreux les suit, probablement bientôt, en fondant des agglomérations autour de Hermannstadt /Sibiu, Szeben/, Leschkirch /Nocrih, Ujegyház/ et Schinkendorf /Sinca, Sink/. Ils commencèrent déjà à la fin du 12<sup>e</sup> siècle à établir des contacts entre eux et atteignirent la formation de la prévôté de Hermannstadt /cca 1192-96. Z.u.W.I.2./ en continuant leurs efforts de pouvoir fonder une plus grande unité séculaire. De nouveaux groupes arrivèrent et en 1224 la majorité des immigrants allemands - dont seulement un fragment était vraiment de la Saxe Basse - a reçu le privilège connu sous le nom d'Andreaenum réglant les conditions d'utilisation du "Sol du Roi" /Fundus Regius/ par les Saxons. Justement 100 années plus tard en 1324 on trouve pour la première fois le nom siège /sedes/ dans un document parlant des Saxons de Reps /Kőhalom, Rupea/.

L'organisation de tous les Saxons, qui ont reçu l'Andreaenum était nommé Sept-sièges /Septem sedes/ depuis 1359. Ces Septs-sièges ont consisté du siège de Hermannstadt, Leschkirch, Grossschinkendorf, Schässburg, Reps/. Le territoire de ces sièges était en grande partie une terre abandonné par les Sicules transférés à la frontière orientale du pays. Quand un résidu de ce groupe sicule était transféré en 1257 auprès de la rivière Aranyos /Aries/ un nouveau groupe de Saxons immigrait et s'or-

ganisait plus tard sous le nom de Deux-sièges /Mediasch, Gross-schejken/ en acquérant un privilège. Les autres grandes unités saxonnnes formées au 13<sup>me</sup> siècle ont été nommées généralement districts /de Kronstadt et de Bistritz/. Exceptionnellement quelques document parlent du siège ou du comitat de Kronstadt /1372.Z.u.W.II.45., 1335.Sz.O.I.63/ et quelques autres du siège de Bistritz /1330.Z.u.W.I.437.,1341.Z.u.W.I.511./ .L'organisation interne de ces unités territoriales administratives et judiciaires saxonnnes ne se développait pas uniformément, mais similairement. Elles avaient une autonomie interne, mais elles s'unissaient aussi dans l'Université Saxonne, qui était leur organe collectif. Ni les territoires des sièges, ni celui de l'Université n'étaient partout cohérents, mais il y en avait des enclaves et des exclaves nombreuses. Une aristocratie bourgeoise des villes gouvernait les villages appartenant aux sièges /districts/. Originellement il y en avait des Grevs /organisateurs des immigrants/, mais leurs privilèges ont été abolis par les bourgeois. De tels Grevs se trouvaient aussi dans des établissements allemands, qui ne pouvaient pas s'unir avec les sièges /districts/ saxonnnes. Les villes saxonnnes avaient aussi des serfs roumains et hongrois, qui immigraient successivement sur le Sol du Roi.

L'origine, l'organisation et le développement des sièges sicules étaient essentiellement différents du système saxon. Selon des recherches récentes les Sicules, peuple de langue hongroise et d'organisation turque archaïque, arrivèrent probablement dans le bassin des Carpathes à la fin du 7<sup>me</sup> siècle - on suppose sous la conduite de Küver - et s'établirent dans le cadre de l'empire des Avars, s'étendant même dans la Basse-Autriche actuelle. Après la bataille de Tulln en 795 la Basse-Autriche fut évacuée et selon notre deduction les Sicules passaient de là au milieu de la Transylvanie. Les Sicules restés à l'ouest de la Transylvanie se fondaient avec les Hongrois des sept tribus venus plus tard. Les Sicules transylvains conser-

vaient leur organisation au Champs de Csigla /identifiable avec Mezőség, Cîmpie/ d'où leur majorité, selon mes déductions, était transféré en 1011 vers la frontière orientale du pays. Selon les recherches de Georges Bodor ils conservaient leur organisation de "générations" /genus, nem/ avec quelques douzaines de branches /ramus, ág/. Premièrement ils s'organisaient sur le territoire de Maros et d'Udvarhely et plus tard de Csik /ou ils pouvaient pénétrer seulement après la fuite des Ouz/. Leur résidu était bientôt transféré vers le sud pour contrôler la frontière. Ces derniers devaient changer leurs établissements en 1224 vers la frontière de sud-est /à Háromszék/ et en 1257 un fragment allait vers la rivière Aranyos. L'organisation des Sicules du nord se basait sur 6 générations avec 24 branches, celle des Sicules du sud sur 3 générations avec autres branches entre lesquelles se trouvaient aussi des tribus assimilés /Pétchénégues, Korozmins/. Cette organisation se modifiait successivement après le 13<sup>e</sup> siècle et les liens géographiques remplacèrent l'importance des liens d'origine, mais pas complètement. Dans le temps du comte sicule Simon /cca. 1325. Sz.O.IV.8./ on trouve pour la première fois le mot sedes pour leur unité territoriale de Maros pratiquement en même temps que les Saxons commencent à utiliser cette expression.

Les Sicules formaient 7 sièges /Udvarhely, Maros, Csik, Sepsi, Kézdi, Orbai, Aranyos/. Ces sièges comme unités territoriales administratives et judiciaires autonomes ont eu pour de différentes périodes quelques sous-sièges /Keresztur, Bardóc, Szereda, Gyergyó, Kászón, Miklósvár/. Au 17<sup>e</sup> siècle Sepsi, Kézdi et Orbai s'unissaient sous le nom de Trois-sièges /Háromszék/. Les sièges sicules n'avaient pas d'exclaves, seulement ceux du sud avaient quelques enclaves /du comitat Fejér/. Il n'avaient pas une organisation collective similaire à l'Université Saxonne, mais ils coopéraient dans une certaine mesure et avaient des assemblées nationales. Leur bourgeoisie était faible, des serfs apparaissent à la fin du Moyen Age et pas comme serfs de communautés. Une petite noblesse était ici dominante.

Dans le temps de Joseph II selon l'ordonnance du 3 Juillet 1784 la répartition administrative de la Transylvanie se modifiait en 11 départements, mais après la mort de ce monarque autocratique en 1790 le système traditionnel était restitué. L'absolutisme après 1849 forma des régions militaires et en 1854, introduisant l'administration civile, des districts. Ces modifications ne respectaient pas les liens traditionnels, mais elles furent abolies en 1863. Ainsi le système traditionnel a survécu pas seulement les siècles des grandes luttes, mais aussi les interruptions causées par les réformes dictées des Autrichiens.

Jetons encore un coup d'oeil sur les autres parties de la Transylvanie peuplée tout d'abord principalement de Hongrois et de la fin du 13<sup>e</sup> siècle de Roumains se multipliant. Ici les grandes unités administratives étaient les comitats organisés aux 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> siècles et faisant partie du voïvodat transylvain. Il y en avait des unités administratives avec une forte population roumaine comme les districts de Hunyad formés au 14<sup>e</sup> siècle, le district de Fogaras peuplé d'immigrants roumains au 14-15<sup>e</sup> siècle /Blaicu voyvode transalpin, qui a reçu du roi cette terre, la nomme en 1372 encore "nova plantatio", voir Hurmusachi IX/2.198./ et de petits kenezats et voïvodats. Ces unités ne s'organisaient pas comme des sièges et ils ont été plus ou moins encadrés dans les comitats. Une exception semble pourtant exister, c'est le siège de Szeliste /Salistea/, qui était une partie du comitat Fejér, mais ayant comme possesseurs les Sept-sièges saxons. Une double dépendence se formait ainsi, mais pas une autonomie. Ce siège avec une population roumaine est mentionné dans le diplôme royal du 7 avril 1693. Notons, que les 8 districts privilégiées roumains de Krassó-Szörény /Caras-Severin/ et les autres petits districts avec une population roumaine situés dans la pé-

riphérie de la Transylvanie ne survécurent pas le temps orageux de l'expansion turque.

Pour illustrer les efforts à créer un nouvel ordre citons, qu'en 1861 l'éminent représentant des Roumains Georges Baritiu a dit dans son discours de Kronstadt les mots suivants: "Je nie qu'il existe une haine entre les nations." "La fraternité entre les nations peut être facilement restituée" ... "nous écrivons sur notre drapeau la solidarité des nations pour le bonheur de la patrie". François Joseph après avoir eu des consultations a convoqué la diète transylvaine à Hermannstadt, mais les Hongrois entrèrent malheureusement en passivité. La diète déclara l'égalité des nations transylvaines /Hongrois, Sicules, Saxons, Roumains/ et a commencé à discuter des unités administratives. Le gouvernement proposait la formation de 9 départements, Jean Puscariu proposait 12. L'égalité des langues hongroise, allemande et roumaine était édictée. Plusieurs Roumains ont reçu des fonctions dirigeantes dans les comitats. Dans les sièges Sicules et Saxons on n'était pas favorable aux changements dans l'administration. L'oeuvre législative de cette période restait regrettablement inachevée.

Regardons maintenant quelle était la situation immédiatement avant les changements de 1876-77 dans la Transylvanie alors déjà privée des unités de sa périphérie nommée Partium pendant le temps de l'indépendance du pays. Un commissaire du gouvernement, Emmanuel Péchy fonctionnait de 1867 jusqu'à 1872 pour promouvoir l'unification de la Transylvanie avec la Hongrie. Le journal officiel /Erdélyi Hivatalos Értesítő/, qui publiait des communications dans les trois langues transylvaines cessait de paraître selon le décret no. 190. eln. du 25. Janvier 1872 du ministre de l'intérieur. Le gouvernement hongrois s'efforçait de faire disparaître les vestiges de l'indépendance transylvaine.

Le décret du ministère du 27 juin disposait des comitats transylvains, des districts de Fogaras et de Naszód et des sièges sicules, qu'ils soient représentés par les commissions permanentes avec le pouvoir des assemblées générales antérieures. On a convoqué par les premiers magistrats les membres des commissions permanentes formées en 1861 par le régime provisoire. Ces commissions ont élu dans les comitats un sous-compte et pour les districts /groupes d'arrondissements/ des chefs de district /főbiró/. Dans les sièges ils ont élu le juge royal et pour les districts des arrondissements sicules dans les cadres de leurs sièges des vices-juges royaux. Dans les districts de Fogaras et de Naszód - ce dernier fondé en 1861 d'un territoire qui appartenait auparavant au comitat de Doboka et plus tard aux Saxons de Bistritz - des vices-capitains ont été élus. Dans les comitats on devait élire des payeurs, des notaires en chefs et des vices-notaires, des juges d'arrondissement, des archivistes. Dans les sièges sicules on devait élire des "fourrageurs" /duló en hongrois, qui était un fonctionnaire administratif/. En ce qui concerne l'ingénieur et le médecin, on a gardé les différentes coutumes d'avant 1848. Les administrateurs et les ser-viteurs ont été nommés par le premier magistrat. Chez les Sicules il n'y avait pas de candidature à l'élection, mais dans les autres unités on pouvait seulement élire des candidats du préfet-comte. Avant l'élection le premier magistrat avait le droit de substituer selon les règles de la loi transylvaine de 1846/1847 II. Les débats ont été réglés selon la loi transylvaine de 1791. XII. Ils ont été publics et il était permis de parler et de remettre des requêtes en hongrois, en roumain et en allemand. On a commencé à séparer la juridiction de l'administration, mais le magistrat conservait son droit de surveillance. La commission a désigné le président du tribunal. Les assesseurs des tribunaux, les juges singuliers, les procureurs et vices-procureurs, notaires et les assesseurs de tutelle ont été élus. On voit que les règles des comitats, districts et sièges sont déjà uniformisées, seulement les noms des fonctions sont différents et quelques coutumes anciennes sont tolérées.

L'ordonnance provisoire du 28 Mars 1869 du ministre de l'intérieur disposait du Sol Royal. Les assemblées des sièges et districts saxons ont été conservées, mais les paysans ex-serfs ont ici aussi reçu le droit d'élection. Les sièges et les districts ont élu 1,2 ou 3 délégués à l'Université Saxonne présidée par le comte saxon. L'office du comte saxon était aboli par la loi 1876. XII. et l'Université Saxonne devenait - au lieu d'être une autorité administrative autonome - un organe exclusivement culturel et administrateur des biens.

Avant la grande réforme administrative de 1876 les sièges sicules et les comitats ont eu comme subdivision sans autonomie de nombreux arrondissements. Le siège Aranyos en avait seulement 2, mais les autres sièges sicules ont eu au moins six. Sur le territoire des comitats et districts le nombre des arrondissements était encore plus nombreux comme j'ai essayé de le présenter sur une carte géographique dans mon essai de "L'administration en Transylvanie entre 1867 et 1919". On peut dire que ces arrondissements n'étaient parfois pas plus grandes qu'une grande vallée. Les sièges Saxons n'ont pas eu de telles subdivisions. La suprématie de leurs villes comme chef-lieu du siège restait caractéristique.

La loi 1876.XXXIII. a établi un nouveau système en abolissant les sièges et les districts formant seulement des comitats uniformes. Elle a formé les comitats unis de Beszterce-Naszód, Szolnok-Doboka, Torda-Aranyos et Maros-Torda /des districts de Naszód et Bistritz, des comitats de Belső-Szolnok, Doboka et Torda, des sièges Aranyos et Maros/. Les autres sièges sicules sont devenus des comitats avec l'annexion de quelques villages du comitat aboli de Felső-Fehér. Les sièges Saxons ont été encadré avec le reste de Felső-Fehér aboli dans le nouveau comitat Nagy-Küküllő et le comitat de Szeben, mais le siège de

Broos et le comitat Zaránd ont été fondus dans le comitat Alsó-Fehér et Kolozs sont restés presque intacts. La loi a réglé le sort de la fortune des unités démembrées et l'élection des nouveaux fonctionnaires et la loi 1877. I. a fait quelques corrections territoriales en ce qui concerne les comitats.

Regardons les fonctionnaires de l'administration. Le préfet-comte /főispán/ nommé par le gouvernement n'était pas un fonctionnaire du comitat, bien qu'il ait exercé là sa fonction. Il avait seulement un très petit personnel de service auxiliaire. Le premier fonctionnaire du comitat et ses subordonnés ont été fonctionnaires de l'autonomie. Le chef a été le sous-comte /alispán/ élu par l'assemblée du comitat. Son adjoint était le secrétaire général /főjegyző/. Il y en avait 3 ou 4 vices-secrétaires /aljegyző/ et généralement un gagiste /très rarement plusieurs/. Il y en avait un jurisconsulte /tishti főügyész, ügyész/, qui donnait des conseils juridiques et plaidait dans les affaires litigieuses du comitat. Le médecin-chef s'occupait des affaires sanitaires sans aucun service auxiliaire. Un ou deux archivistes fonctionnaient. L'enregistrement, l'expédition avait 2-4 employés. Un nombre considérable /3-7/ de copistes était employé. Exceptionnellement on trouve de tels fonctionnaires dans quelques comitats, qu'on ne trouve pas dans des autres comitats. En 1908 Beszterce-Naszód avait un imprimeur litographique, Csik un capitaine du guet /várnagy/, Háromszék une dactylographe, Maros-Torda un inspecteur central de la voirie, Szeben und inspecteur des près. Une organisation spéciale était l'office des orphelins dirigé par un président aidé de 2 ou 3 assesseurs, un secrétaire et quelques /1-7/ employés du service auxiliaire. Dans quelques comitats on trouve un tuteur public aussi. Dans les arrondissements on avait sous la conduite du chef d'arrondissement /főszolgabíró/ seulement 1-2 adjoints, un médecin, un inspecteur de la voirie et quelques employés auxiliaires.

La loi 1868. XLIV. réglant le droit d'égalité des indivi-



des appartenants aux minorités nationales restait valide. Les comitats et les villes autonomes devaient admettre dans leurs assemblées la langue de la minorité, si 1/5<sup>me</sup> le demandait. Outre cette langue de protocole les membres de l'assemblée pouvaient employer leurs langues maternelles. Aux organes de l'état on devait écrire en hongrois, mais les comitats pouvaient écrire aussi dans les langues de leur protocole. Les employés des unités autonomes pouvaient utiliser exceptionnellement leurs langues maternelles. Les hommes privés pouvaient adresser les offices de leur comitat dans leur langues maternelles et écrire à d'autres unités autonomes dans leurs langues de protocole. En ce qui concerne la réalisation de ces dispositions on ne peut pas dire, qu'on les a pratiquées parfaitement, mais des sondages portent à supposer qu'on peut estimer au moins à 80 % la pratique réelle de cette loi. Même aujourd'hui pas tous les états peuvent se vanter de pratiquer à 80 % leurs propres lois.

La loi 1870. XLII. a réglé les devoirs principaux des unités autonomes: 1. administrer leurs propres affaires, 2. intermédiaire l'administration d'état, 3. discuter, si'ils le désirent, les affaires d'état en exprimant leurs opinions. A ces buts ils avaient le droit d'édicter des statuts, de prendre des décisions. Cette loi mentionne encore ces fonctionnaires d'Etat, qui surveillaient traditionnellement les autonomies, mais après la réforme leur dénomination était uniformisée. Suivant l'idéologie capitaliste la moitié des membres des assemblées des autonomies était recruté de gens, qui payaient les plus grands impôts /virilisme/, l'autre moitié était élu pour 6 ans. La loi 1886. XXI. réglant l'administration des comitats avec plus de détails a déjà élargi le pouvoir du préfet-comte. Elle a aussi constitué un comité permanent des principaux fonctionnaires du comitat. Des lois spéciales parlaient des grandes et petites villes et villages /1870.XLII., 1871.XVIII.et 1886.XXII./.

L'administration croissant a déjà créé depuis longtemps des offices d'Etat sous l'autorité directe des ministères. La loi 1876. VI. a créé une commission d'administration publique /közigazgatási bizottság/. C'était un organe mixte de l'autonomie et de l'Etat pour promouvoir leur collaboration sous la présidence du préfet-comte. Une série d'affaires concrètes ont été décidé dans des sous-commissions.

Ce système restait avec peu de modifications pratiques /p.e. la disparition des copistes à cause des dactylographes/ jusqu'à 1918, quand le gouvernement de la république a commencé à nommer des commissaires au lieu des préfets-comtes et on a créé des conseils nationaux comme assemblées consultatives et politiques locales.

Le régime roumain a commencé après des initiatives de 1918 les changements plus larges pratiquement en 1919. Le Monitorul Oficial a publié dans son numéro 212. le 13 décembre 1918 le décret-loi, qui régle les services publics /ça veut dire l'administration/ en Transylvanie. Elle édictait une autonomie partielle pour la Transylvanie, qui fonctionnait pendant une courte période. L'Assemblée Nationale Roumaine convoquée pour le 1 décembre 1918 a élu un Grand Conseil de 121 membres. Cette dernière a élu à sa première session du 2 décembre le Conseil Dirigeant avec 15 membres, qui a exercé tous les droits de gouverner le territoire sous sa domination excepté les affaires monétaires. Les membres du Conseil avaient des ressorts et pendant son gouvernement autonome le Conseil a édicté 24 décrets importants pour réorganiser la Transylvanie et sa périphérie. Il a maintenu en vigueur la loi hongroise 1868. XLIV. sous-mentionné en ce qui concerne l'emploi des langues des minorités et la langue roumaine occupait la position de la langue d'Etat. Les écoles publiques devaient enseigner dans la langue de la majorité locale. Il était permis d'employer les noms des lieux dans la langue maternelle. Le Conseil a aussi formé un tribunal administratif. Dans les 496 jours de fonction le Con-

seil a accompli une oeuvre immense d'organisation et a terminé ses fonctions le 10 avril 1920.

Le traité conclu le 9 décembre 1919 entre la Roumanie et les grandes puissances prévoyait dans son §. 11 une autonomie religieuse et culturelle des Sicules et des Saxons, mais cette autonomie n'était jamais accordée par les gouvernements nationalistes, bourgeois.

Sous le régime roumain les comitats ont cessé d'être considéré comme organes autonomes dans le vieux sens, ils devaient des unités administratives, qu'on peut nommer départements. L'office du préfet-comte et du sous-comte a été succédé par le préfet nommé du gouvernement et l'élection des fonctionnaires a été abolie. Géographiquement les départements ont conservé approximativement les mêmes étendues que les comitats ont eues. Les comitats partagés entre la Hongrie et la Roumanie ont été transformés selon la nécessité en fondant les fragments des comitats Ugocsa, Csanád et Torontál avec les départements voisins.

Le 14 juin 1925 a été publié dans le no. 128 du Monitorul Oficial la loi de l'unification administrative. Des modifications territoriales ont été effectuées selon le décret 2465 du 7 octobre 1925. Quelques noms de départements ont été changés et quelques chefs-lieux ont été transférés dans des villes où la population roumaine était plus nombreuse. Des commissions intérimaires ont été nommées dans les départements pour des affaires considérées importantes. Le 3 août 1929 dans le no. 170 du Monitorul Oficial on a publié avec 572 §§ la nouvelle loi de l'administration locale. Selon cette loi le territoire du pays avait comme unités administratives des départements, des arrondissements et des communes. Les devoirs des départements étaient réglés amplement /dans le §. 224 etc./ et avaient 7 branches: le service administratif et statistique le service

des finances et de la comptabilité, le service technique des voies et de construction, le service sanitaire et du bien-être social, le service vétérinaire et zootechnique, le service de l'enseignement et le service économique. Pour la décentralisation on a créé 7 directorats ministériels dont un était pour la Transylvanie et un pour le Banat.

Quand Jules Maniu exprésident du Conseil Dirigeant aboli est devenu président du conseil des ministres de la Roumanie, il a expérimenté en 1930 avec élections locales, mais ce système ne pouvait pas s'enraciner, ainsi les commissions intérieures retournaient.

La loi administrative publiée le 14 août 1938 dans le no. 187 du Monitorul Oficial a eu 197 §§. Elle a créé de grandes provinces /tinut/ s'étendant sur le territoire de 6-8 départements. Ce n'était pas seulement un moyen de décentralisation, mais les départements ont perdu leur personnalité juridique. Cette réforme a eu une courte durée. Dans ce temps une partie de la Transylvanie a été encadrée dans une province ayant Bucarest comme chef-lieu, le reste avec la périphérie dans trois grandes provinces /Somes, Mures, Timis/. Des résidents royaux et des conseils étaient en tête des provinces, lesquelles devenaient des unités administratives "avec des attributions économiques, culturelles et sociales".

L'emploi des langues des minorités devant les autorités était jusqu'ici graduellement restreint, mais dans cette période nationaliste on n'a pas seulement augmenté les restrictions juridiques, mais on a étendu les restrictions au-delà des décrets /voir le livre intitulé: Huszonkét év 1918-1940 par Imre Mikó feu gerant de Cluj de la maison d'édition Criterion./

Entre 1942 et 1944 la partie du Nord de la Transylvanie retournait à la Hongrie et on a appliqué le système d'administration des lois 1929. XXX. et 1942.XXI. On a réformé les co-

mitat selon les règles de la Hongrie. Les fonctionnaires ont été partiellement changés et les assemblées des comitats coop-tées. Aucune autonomie n'était accordée à la Transylvanie. Les langues des minorités ont été utilisables selon les vieilles règles hongroises. Dans la partie méridionale de la Transylva-nie le pouvoir des provinces était affaibli et les départe-ments ont gagné du pouvoir.

Après la 2<sup>e</sup> guerre mondiale du septembre de 1944 jusqu'à l'avril de 1945 les troupes soviétiques dans la Transylvanie du Nord gouvernaient ce territoire sous leur contrôle avec une large autonomie des autorités locales. Quand le gouvernement Groza a pris le contrôle de ce territoire septentrional, les lois roumaines devenaient de nouveau valides.

En 1948 la constitution du 13 avril a réglé transitoire-ment la situation transformant le système des provinces. La loi pour la formation des rayons publiée le 8 septembre 1950 dans le bulletin officiel de la République Populaire Roumaine a abo-li les départements et a créé des régions comme unités admi-nistratives. Les 28 /plus tard selon le décret-loi 331/1952 les 18 et selon le décret-loi 12/1956 les 16/ régions de la ré-publique se composaient de villes et de rayons avec des com-munes. Les villes étaient subordonnées immédiatement à la ré-publique où à une région où à un rayon. La loi s'occupe ample-ment avec la création des conseils du peuple. On a créé aussi une Région Autonome Hongroise, qui ne s'étendait pas à tous les territoires peuplés de Hongrois, mais selon le §. 19 de la loi sur le territoire compactement peuplé de Hongrois, L'administra-tion de cette région ne différait pas des autres, parce que les règles de l'autonomie n'étaient pas édictées. Selon les dispo-sitions de 1961 on a effacé le mot autonome du titre de cette région. Elle avait 9, plus tard 10 rayons. Les conseils du peuple fonctionnaient selon les principes du centralisme dé-mocratique et on a décrété des règles de l'organisation sous le no. 250/1950.

Les rayons étaient des organes opératives définies comme économiques, politiques et administratives. Selon la loi 6/1957 le Conseil des Ministres pouvait annuler les décisions, dispositions des régions et les ministres pouvaient donner des dispositions obligatoires à ces organes. Les conseils du peuple ont selon la loi des commissions exécutives et permanentes et des départements administratifs dont le nombre est fixé par le gouvernement. Les tâches principales de la commission exécutive sont l'exécution des lois, décrets et des décisions du conseil du peuple, la préparation des plans économiques et du budget, donner des directives aux unités subordonnées, résoudre les plaintes. La position du secrétaire de la commission exécutive est plus orientée vers l'administration que celle du président.

Le système des régions et des rayons a été aboli en 1968 et au cours de la restitution des départements la Transylvanie et sa périphérie étaient divisées en 16 départements. Dans quelques départements l'expression de la volonté locale a influencé le gouvernement de retourner à une répartition territoriale un peu plus similaire à la répartition historique. Les plus grands changements étaient dans le quadrilatère environnant Făgăras, Udvarhely, Schässburg et Mediasch et vers le triangle environant Dej, Baia Mare, Zălău. Les règles de cette nouvelle organisation sont actuelles et leurs détails n'appartiennent pas aux recherches de l'histoire du droit.

En résumant on peut constater, que le système des sièges, districts et comitats a duré environs 6 siècles les tentatives du régime absolutistique autrichien quelques dizaines d'années. Les Hongrois /y compris les Sicules/et les Saxons ont été inclinés à la conservation de la répartition territoriale et l'organisation traditionnelles. Sous le régime hongrois seulement la réforme de 1876-77 a porté des modifications radicales. Les Roumains se montraient des innovateurs instables. Ils n'ont pas même respecté les territoires des anciens unités de caractère roumain, Il y en a des localités, qui ont changé huit fois leur

unité supérieure. 30 % des noms des unités administratives changeaient aussi dans les dernières dizaines d'années. Comme conséquence il est extrêmement difficile de trouver les documents connexes. Les archives étatisées et les registres fonciers ne peuvent pas suivre ces changements vertigineux. Les réformes de 1968 ont apporté un retour partiel aux institutions déjà prouvées utiles, mais des modifications modérées naturellement ne peuvent être exclues où la formation n'est pas assez stablement motivée par les liens géographiques et économiques et proche des populations hétérogènes.

#### DEK DEVIČELUNG DES VERWALTUNGSEINHEITEN

/Les sources sont les éditions des documents et des registres juridiques set les oeuvres mentionnées. Des cartes géographiques de mon étude de L'administration en Transylvanie entre 1867-1919 montrent quelques unités territoriales plus grandes que les comitats. On peut encore multiplier le nombre de tels exemples./

L'organisation administrative de la Roumanie a subi de profondes transformations depuis l'abolition de la monarchie absolue en 1859. Le régime autocratique de la monarchie absolue a été remplacé par un régime parlementaire. Les provinces ont été divisées en départements, puis en communes. Les communes ont été regroupées en districts, puis en provinces. Les provinces ont été regroupées en régions. Les régions ont été regroupées en pays. Les pays ont été regroupés en roules. Les roules ont été regroupées en roules. Les roules ont été regroupées en roules.

En résumé on peut constater, que le système des sièges, districts et comités a été remplacé par un système de provinces, districts et communes. Les provinces ont été regroupées en régions, les districts en roules, les communes en villages. Les villages ont été regroupés en communes, les communes en districts, les districts en provinces. Les provinces ont été regroupées en régions, les régions en pays, les pays en roules, les roules en roules.



... die Verwaltung des Komitats Szabolcs und in der Stadt Nyiregyháza, bei besonderer Berücksichtigung der letzten hundert Jahre ...

ZOLTÁN BERNÁTH:

**DIE ENTWICKLUNG DES VERWALTUNGSWESENS  
IM KOMITAT SZABOLCS UND IN DER STADT  
NYIREGYHÁZA, BEI BESONDERER BERÜCKSICH-  
TIGUNG DER LETZTEN HUNDERT JAHRE**

... die Verwaltung des Komitats Szabolcs und in der Stadt Nyiregyháza, bei besonderer Berücksichtigung der letzten hundert Jahre ...

... die Verwaltung des Komitats Szabolcs und in der Stadt Nyiregyháza, bei besonderer Berücksichtigung der letzten hundert Jahre ...

... die Verwaltung des Komitats Szabolcs und in der Stadt Nyiregyháza, bei besonderer Berücksichtigung der letzten hundert Jahre ...

SOLENN BERNATH:

DIE ENTWICKLUNG DES VERWALTUNGSWESENS  
IM KOMITAT SZABOLCS UND IN DER STADT  
NYIRÉNYHÁZA, BEI BESONDERER BEACHTUNG  
LEBENS DER LETZTEN HUNDERT JAHRE

Die rechtshistorische Pflege des Verwaltungsrechts hat auch aus der Sicht des positiven Rechts an Bedeutung gewonnen. Sind doch bei der Festlegung der Grenzen von verschiedenen /staatlichen und wirtschaftlichen/ Verwaltungseinheiten sowie bei der Bestimmung ihrer Struktur weltweit bedeutsame Veränderungen zu beobachten. Entstehen doch gegenwärtig von Jahr zu Jahr /vor allem in Afrika/ neue Staaten, und selbst bei Ländern mit ansehnlicher historischer Vergangenheit rechtfertigen bzw. erfordern die veränderten politischen, gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Verhältnisse die Modernisierung ihrer Administration oder die Modifizierung der Grenzen ihrer Verwaltungseinheiten. Deshalb kann die rechtshistorische Erforschung jener Faktoren, die für die Gestaltung der Verwaltungsorgane von Bedeutung waren - und der Rolle, die sie dabei spielten - nicht gleichgültig sein. Besonders vorteilhaft können sich gerade die jetzt entstehenden Staaten, die neugebildeten Verwaltungseinheiten, die auf diese Weise gewonnenen Erfahrungen und Forschungsergebnisse nutzbar machen und so ihre eigene Organe, die Grenzen ihrer /gegebenenfalls unter Auslassung einzelner Entwicklungsphasen/ gestalten.

Auch aus diesem Aspekt kann die Entwicklung der Verwaltung des Komitats Szabolcs und der Stadt Nyiregyháza - als Komitatssitz - lehrreich sein. Dies bewog mich auch zu meiner Themenwahl. Immerhin betone ich - schon mit Rücksicht auf den begrenzten Umfang meiner Ausführungen - jene Hauptmerkmale, die für das Komitat Szabolcs und die Stadt Nyiregyháza spezifisch sind. Im Laufe der Geschichte wurde die Entwicklung der Administration des Komitats Szabolcs von solchen geographischen, politischen und wirtschaftlichen Faktoren beeinflusst, die sich in anderen Komitaten überhaupt nicht oder zumindest anders meldeten.

Von der ungarischen Staatsgründung bis zur Mitte des 13. Jahrhunderts

Die Organisation der Komitate wurde bereits von König Stephan I. vor nahezu einem Jahrtausend entwickelt. Bei der Gestaltung der Komitate war der primäre Gesichtspunkt unter Berücksichtigung geographischer Gegebenheiten der Schutz des Landes.

Bei der Verteidigung der östlichen Grenzen nahm der nordöstliche Teil des Tieflandes bzw. sein in das nördliche, nordöstliche und östliche Bergland eindringendes Dreieck eine Sonderstellung ein. Versuchten doch die aus dem Osten kommenden Invasionen in erster Linie hier in das Innere des Karpatenbeckens einzubrechen und dessen Zentrum, das ausgedehnte Tiefland, zu erreichen.

In dieser ausgedehnten Tiefebene des Gebietes jenseits der Theiss, befanden sich - nördlich vom Fluss Körös - drei bedeutende, dem Angreifer den Weg verstellende königliche Festen: die Burgen Bihar, Szatmár und Szabolcs. Es ist daher verständlich, dass in dem zwischen die Gebirge eingekeilten Nyírség bereits zu Zeiten des Königs Stephan I. die Burg Szabolcs zum Verwaltungszentrum des Gebietes wurde.

Die exzentrische Lage der Burg Szabolcs - an der Theiss, am westlichen /und nördlichen/ Rande des Nyírség gelegen - machte es schier unumgänglich, dass die Staatsführung im östlichen Teil dieses oberen Dreiecks des Tieflandes ein weiteres Zentrum /die Burg Borsova/ errichtete. Somit bestand das nach einem der landnehmenden Fürsten, nach Szabolcs, benannte Gebiet zeitweilig aus zwei Komitaten, die von zwei Gespanen regiert wurden. Im Laufe der Zeit verschmolz dann das zur Burg Borsova gehörende Komitat mit dem Komitat Szabolcs. /Zu dieser Zeit gehörten auch Teile der Komitate Ung, Bereg, Szatmár, Hajdu und Bihar zu dem recht ausgedehnten Komitat Szabolcs/.

Komitatssitz war demnach die Burg Szabolcs. Die Jurisdik-

tion seines Gespans erstreckte sich jedoch - wie auch in den anderen Komitaten - nicht auf den späteren Adel. Immerhin muss die Burg Szabolcs ein bedeutender Platz gewesen sein, was auch daraus ersichtlich ist, dass König László I. im Jahre 1092 hier eine Synode abhielt.

Im Laufe der Zeit wächst auch in Szabolcs die Bedeutung des Komitats, das Ansehen des Gespans. Seine Jurisdiktion erweitert sich. Nach dem Zerfall des königlichen Komitats war es auch dem Adel nicht gleichgültig, dass er - nicht selten gegen die mächtigen Baronen - beim Komitat, dem Organ der adeligen Selbstverwaltung Schutz finden konnte. Mit der Verschmelzung von Adel und Komitat aber, wobei die lokalen Macht- und Wirtschaftsverhältnisse in den Vordergrund traten, erwies sich die exzentrische Lage der Burg Szabolcs als ungenügend, um auch weiterhin Verwaltungszentrum zu bleiben.

Da es auf diesem Gebiet des Tieflandes keine solche bedeutende, anderen Ortschaften gegenüber dominierende Siedlung gab, die als ständiger Komitatssitz in Betracht kommen konnte, wechselte das Verwaltungszentrum des Komitats ganz bis zur Mitte des 18. Jahrhunderts häufig. Meistens davon abhängig, wo der Leiter der Verwaltung bzw. die Familie residierte, die - manchmal für längere Zeit - Szabolcs mit Führern versah. Endgültig entschied sich die Frage des Komitatssitzes zwischen zwei Ortschaften - Kálló und Nyiregyháza - erst in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts.

Bei der endgültigen Entwicklung des Komitats Szabolcs und bei der Bestimmung des Komitatssitzes spielte die Familie Kállay, die dem Geschlecht Balog-Semjén entstammte, eine überaus bedeutende Rolle. Unter Berücksichtigung der Verkehrs- und Besitzverhältnisse bauen sie Kállósemjén und Nagykálló zum Zentrum ihrer Besitztümer aus. /Laut einer 1271 datierten Urkunde besass Kállósemjén - vor Nagykálló - damals schon das Markthaltungsrecht./ Erstmals wählt Ubul Kállays Sohn von

Egyed als Gespan Nagykálló zum Komitatssitz. Auf alle Fälle erkennt das Geschlecht Balog-Semjén bzw. die Familie Kállay richtig, wo die geeignetste, von allen Seiten leicht erreichbare, zentral gelegene Ortschaft des Nyírség zu finden ist.

Der spätere Rivale von Nagykálló, Nyiregyháza ist zu dieser Zeit königlicher Besitz. Dadurch entgeht es nicht nur damals, sondern auch später lange Zeit hindurch den Kämpfen und Gewalttätigkeiten des Adels.

#### Zur Zeit des Feudalstaates, von der Mitte des 12. Jahrhunderts bis 1526

Auch für den Adel des Komitats Szabolcs war der Mongolensturm eine ernste Warnung. Während der Mongoleninvasion musste das ganze Komitatsgebiet mit Ausnahme der Burg Szabolcs grosse Verheerungen erleiden. Dadurch wurde dem Adel stärker bewusst, dass das Schicksal des Komitats als Verwaltungszentrums auch für den Adel nicht indifferent sein könne.

Während sich der Gespan /vom 15. Jahrhundert an Obergespan genannt/ als Vertreter des Königs bis zu einem gewissen Grad absondert, wird unter Leitung des Vizegespans das Komitat als Adelskomitat zu einer Art Selbstverwaltungsorgan der lokalen Verwaltungsorgane und der Adel beeinflusst die Leitung der Komitatsangelegenheiten auch durch die Komitatsversammlung. Umgrenzte Teile des Komitats, die Kreise, werden von den sich aus adeligen Kreisen rekrutierenden Stuhlrichtern als untergeordneten Instanzen geleitet. Den Vizegespan unterstützen in der Verwaltung die Stuhlrichter, Geschworene und Komitatsschreiber.

Die Familie Kállay, die von Anfang an bestrebt war, sich die wichtigen Aemter des Komitats zu sichern /13.-15. Jahrhundert/, entwickelt das zum Komitatssitz auserkorene Nagykálló zu einer bedeutenden Ortschaft. Als Ergebnis erhält Nagykálló

1390 das Markthaltungsrecht. Damit schaltet sich Nagykálló in ein ausgedehntes Handelsnetz ein. Vom 15. Jahrhundert an wird es von ausländischen Kaufleuten aus Ost und West besucht. Den Kaufleuten folgen ausländische Architekten und Künstler. Die beiden Ausgrabungen geborgener Waffen, Hausgeräte und Schmuckgegenstände bezeugen, dass sich Nagykálló zu einer Gemeinde entwickelt hat, die das mittlere Niveau Europas erreichte.

Das in seinem Besitz befindliche Nyiregyháza schenkte der König im Jahre 1307 der Familie Báthory. Von da an entwickelt es sich als Besitztum von Magnaten weiter.

#### Während des Feudalismus von 1526 bis 1848

Nach der Niederlage bei Mohács entstand im Komitat Szabolcs durch den Zerfall Ungarns in drei Teile eine ganz spezielle Situation. Nach der Staatsgründung befand sich Szabolcs lange Zeit hindurch in der ersten, dann später in der zweiten Linie des Grenzschutzes. Jetzt wurde es nicht nur erneut unmittelbares Grenzgebiet, sondern auch zum Stosspunkt dreier politischer Interessensphären. Das schwer zu verteidigende Tiefland und der Umstand, dass es keine bedeutende Befestigungen und Burgen besass, machten Szabolcs zum Spielplatz der Machtkämpfe. Der südliche Teil wurde wiederholt von den Türken verheert, und die politische Macht befand sich abwechselnd in der Hand des von der Habsburgen beherrschten königlichen Ungarns, oder der Fürsten von Siebenbürgern. Es kam vor, dass Steuern zu gleicher Zeit den Türken, dem König und dem Fürsten entrichtet wurden. Eine verhältnismässig ruhige Periode herrschte, als Nyiregyháza aufgrund des Wiener Friedens im Jahre 1606 Siebenbürgen zugesprochen wurde.

Selbstverständlich erkannten auch die Türken die Wichtigkeit dieses Gebietes. Durch die Beherrschung des Komitats Szabolcs und seiner Umgebung hätten sie das königliche Ungarn und das Fürstentum Siebenbürgen voneinander trennen können.

Deshalb setzten sie sich zum Ziel, Nagykálló zu erobern und zur Sicherung ihrer Herrschaft dort eine feste Burg zu erbauen. Zum Glück erkannte auch der Generalkapitän von Kassa rechtzeitig die Bedeutung Nagykállós, und man begann 1570 mit der Errichtung der Festung. Das 5. Gesetz des Jahres 1574 erklärt Nagykálló zur Grenzfeste und entzieht es der Kompetenz des Komitates. Dadurch konnte Nagykálló - schon wegen der Nähe der Türken - lange Zeit hindurch nicht als Sitz des Komitats verwendet werden.

Nach Vertreibung der Türken ändert sich die Lage grundlegend. Szabolcs ist nicht mehr Grenzkomitat. Allerdings wird dadurch der letzte grosse politische Sturm hier entfacht /Ferenc Rákóczi II. erhält seine ersten Geschütze aus der Feste Nagykálló/, von nun an aber lebt Szabolcs sein Verwaltungsleben im Rahmen der vereinheitlichten Staatsgewalt, auch wenn es sich öfter gegen die Zielsetzungen der Fremdherrschaft auflehnt.

Zu dieser Zeit entfaltet sich die Verwaltung, die früher vorwiegend Aufgaben von Schutz, Militär und Steuererhebung verrichtet hatte, auf den bereits vorhandenen Grundlagen in vollem Ausmasse.

Nachdem Nagykálló - wie bereits erwähnt - der Kompetenz des Komitates entzogen wurde und ausser der Familie Kállay immer mehr auch andere Grossgrundbesitzerfamilien eine führende Rolle im Leben des Komitats spielen, bleibt in der Frage des Komitatssitzes die Unsicherheit bestehen. Im 16. Jahrhundert werden die Komitatsversammlungen in Gebieten abgehalten, die in grösserer Entfernung von den durch die Türken besetzten Gebieten liegen, so meist in Karász, später in Kisvárdá. Auch im 17. Jahrhundert ist die Situation ähnlich. Ausser Ujfehértó /und Nagykálló/ liegen sämtliche Ortschaften, in denen Komitatsversammlungen abgehalten wurden, nördlich von Nagykálló, bzw. liegt der Schauplatz der Komitatsversammlungen meist in einer Gegend, die nicht mehr als 5-20 km von der Burg Kisvárdá entfernt ist.



Die zeitgenössischen Urkunden betrachten diese Unbeständigkeit als selbstverständlich.

Mit der Festigung der politischen Lage und den zunehmenden Verwaltungsaufgaben wurde der Wunsch nach einem endgültigen Komitatssitz immer dringlicher, zumal doch die wiederholte Verlegung des Komitatssitzes die Wahrnehmung der Rechte des Adels erschwerte und einigen mächtigen Familien ermöglichte, ihre Stärke zu missbrauchen. Die Familie Kállay setzte es durch, dass wieder Nagykálló zum Komitatssitz bestimmt wurde. /Übrigens bot diese Familie in Nagykálló zur Errichtung eines ständigen Komitatshauses ein Grundstück an; die Grundsteinlegung zu diesem Bauwerk erfolgte am 9. November 1733/.

Die Erbablösung von Nyiregyháza. Fürst Bocskai verlieh Nyiregyháza die Rechte einer Heiduckenstadt. Doch wurden den Heiduckenbewohnern ihre Privilegien wegen ihres Unwesens durch die Gesetze Nr. 68 vom Jahre 1635 und Nr. 67 vom Jahre 1638 wieder entzogen. Übrigens wird Nyiregyháza in beiden Gesetzstellen als Marktflecken genannt.

Von der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts an waren die Familien Károlyi und Desseffy die Gutsherren von Nyiregyháza. Von diesem Zeitpunkt an entwickelte sich die Institution der vertraglichen Leibeigenschaft; auch Nyiregyháza sicherte sich seine günstigere Position gegenüber den Gutsherrn durch einen solchen Vertrag. Die Bewohner von Nyiregyháza verspürten keine unmittelbare Abhängigkeit von ihren Gutsherrn, und die Leitung der Gemeinde verrichtete hinsichtlich der gemeinsamen Aufgaben eine immer ausgedehntere Tätigkeit. Nachdem ein Grossteil der Aecker von der Ortschaft ziemlich entfernt lag, wurde die Gemarkung nach 1757 auf "Quartiere" verteilt. Dabei war man bestrebt, Verwandten die Quartiere nebeneinander zuzuteilen, wodurch sie sich in eigentümlichen "Dibbeln" /Einzelgehöften" ansiedelten.

Die wachsende Bedeutung der Ortschaft gelangte darin zum Ausdruck, dass sie 1786 das Recht der Markthaltung erhielt. Zur Jahrhundertwende wuchs die Zahl der Handwerker Kaufleute und der Intelligenz beträchtlich an.

Der Aufschwung von Nyiregyháza und der Umstand, dass sich die Familien Károlyi und Dessewffy - die sich zu je 50 % als seine virtuellen Besitzer ansahen - zu Lasten Nyiregyháza auch untereinander befehdeten, erweckten den Wunsch zur Ablösung der Herrschaft der Gutsherrn. Das seinen Gutsherrn im Jahre 1802 von Nyiregyháza vorgetragene Anliegen der Erblösung ist völlig neuartig.

Da die Erblösung nicht auf einmal erfolgte /im Jahre 1803 und 1824/, entstand in Nyiregyháza für eine Zeit eine Art Doppelrecht. Die Rechtslage wurde einerseits von dem mit der Familie Dessewffy 1803 geschlossenen Erblösungsvertrag, andererseits von dem mit der Familie Károlyi am 21. Februar 1806 getroffenen Abkommen bestimmt.

Die Erblösung wurde auch von den Adligen, die sich im Marktflecken Nyiregyháza niedergelassen hatten, unterstützt. Aber sowohl vor der Erblösung, wie auch danach währte eine lange Diskussion über Beibehaltung der Privilegien der Adligen /Steuerfreiheit usw./, wobei sie auch vom Komitatsadel unterstützt wurden. Die Unterzeichnung der Privilegien der Stadt durch Ferdinand V. im Jahre 1837, bereitete dem Kampf der städtischen Bürger gegen die ansässigen Adligen und das adlige Komitat ein siegreiches Ende.

#### Im kapitalistischen Staat 1848-1918

Die 1848-er Legislative berührte auch das Verwaltungswesen bedeutend, jedoch dauerte die Tätigkeit des ersten verantwortlichen ungarischen Ministeriums nur kurze Zeit.

In der Bach-Epoche wurde das Land durch Aufhebung der Komitatsautonomie auf Bezirke eingeteilt, mit königlichen Kommissaren an der Spitze.

Die Periode, die von der Einfrierung des selbständigen ungarischen Staatslebens bis zum Ausgleich dauerte, begünstigte Nyiregyháza in jenem Wettlauf, der um die Errichtung des Komitatsstizes entbrannte, auf eigentümliche Weise. Zwar blieb Nyiregyháza auch weiterhin Agrarstadt, entwickelte sich aber auch als solche sehr rasch. Die Einwohnerzahl stieg sprungartig an. /1850 hatte die Stadt nur 14 405, 1869 bereits 21 896, 1910 schon 38 198 Einwohner/. Gewerbe und Handel kräftigten sich in der Stadt ebenfalls. Aber auch die praktische und fortschrittliche Einstellung der Bevölkerung hoben Nyiregyháza über Nagykálló. Dies zeigt sich auch in dem entscheidenden Schritt, den Nyiregyháza unternahm, Nagykálló hingegen unterliess, obwohl es ihm unter Nutzung seiner damals noch vorhandenen Priorität möglich gewesen wäre. Als nämlich der Ausbau der Eisenbahnlinien des Landes begann, hätte die Trasse plangemäss über Nagykálló, den damaligen Komitatssitz, geführt. Nagykálló jedoch verwarf diesen Plan, um die bei seiner Verwirklichung anfallenden Kosten zu vermeiden./U.a. deshalb, weil die Nagykállóer Fuhrleute ihr bisheriges Brot, ihren Erwerb von der Eisenbahn gefährdet sahen/.

Demgegenüber begrüsst Nyiregyháza die Eisenbahn mit Freuden. Die Besonnenheit und Voraussicht seiner Bürger nahm damit Nagykálló jene führende Rolle, die es mit der Unterstützung der Familie Kállay sogar zweimal erringen und durch die Standhaftigkeit seiner Bewohner lange Zeit behaupten konnte.

In den einander rasch folgenden Ereignissen kommt vor allem die ausserordentliche Bedeutung der Eisenbahn zum Ausdruck. 1858 wird die Eisenbahnlinie Debrecen-Nyiregyháza-Miskolc eröffnet, 1872 setzt der Eisenbahnverkehr zwischen Nyir-

egyháza - Kisvárda- Ungvár ein, und 1876 ist bereits Nyiregyháza der Komitatssitz.

Darin, dass Nyiregyháza zum Eisenbahnknotenpunkt wurde, spielte Nyiregyháza selbst eine bedeutende Rolle. 1887 beginnt der Eisenbahnverkehr nach Mátészalka, 1896 nach Tiszapolgár, 1904 nach Vásárosnamény. Nyiregyháza begnügt sich jedoch nicht mit den Linien der Staatsbahn. Es ist bestrebt, auch von diesen entfernt liegende Interessensphären in den Eisenbahnverkehr einzubeziehen. 1906 wird die Schmalspurbahn nach Dombrád erbaut. Danach können die kleineren Zentren des Nyírség, wie Nagykálló und Kisvárda, den Wettkampf mit Nyiregyháza nicht mehr aufnehmen. Zur Jahrhundertwende wird die Stadt zum wirtschaftlichen Mittelpunkt des Nyírség und zum wirklichen Verwaltungszentrum des Komitats Szabolcs.

Auch als Verwaltungszentrum entwickelt sich Nyiregyháza stark. Auch die Regierung erhöht die Zahl und Kompetenz der im Komitatsgebiet untergebrachten, unter ihrer unmittelbaren Leitung stehenden Verwaltungsorgane ständig.

1910 gibt es in Nyiregyháza bereits eine Finanzdirektion, ein staatliches Bauamt, ein Tabakinspektorat, ein Schulinspektorat, eine Gendarmerieflügelkommandantur, auch die Gesellschaft für Regulierung der Nyirgewässer und die Gesellschaft für Hochwasserschutz in Unterszabolcs, die von der Verwaltung unterstützt werden und teils Verwaltungsaufgaben versehen, üben bereits ihre Tätigkeit aus. Der Umstand selbst, dass Nyiregyháza zu einem kraftvollen Verwaltungszentrum wird, wirkt sich auch auf das Wirtschaftsleben aus. Besonders kann dies von den hier errichteten, aus dem Gesichtspunkt des Kreditlebens wichtigen Banken festgestellt werden, wie: Nyiregyházer Sparkassenverein, Nyiregyházer Gegenseitiger Unterstützungsverein in seiner Eigenschaft einer Genossenschaft, Szabolcser Kreditbank, Sparkassen A.G. der Nyirgegend, Nyiregyházer Allgemeines Kreditinstitut A.G. Volksbank des Komitats Szabolcs

in ihrer Eigenschaft einer Genossenschaft.

Die Tatsache, dass Nyiregyháza Komitatssitz wurde, machte es zur Selbstverständlichkeit, dass auf dem Gebiet des Justizwesens ausser dem Kreisgericht auch der für das gesamte Komitatsgebiet örtlich und sachlich zuständige Gerichtshof hier fungierte.

Trotz dieses bedeutenden Fortschrittes muss festgestellt werden, dass Nyiregyháza im Grunde genommen eine Bauernstadt ohne industrielle Rohstoffe und Fabrikindustrie war, was sich stark auf seine Entwicklung, auf sein Wirtschaftsleben und sein politisches Gewicht auswirkte. Auf den der Selbstverwaltung nicht überlassenen Verwaltungsgebieten ist es in nicht nur einer Beziehung solchen mittleren Verwaltungsbehörden unterstellt, die ihren Sitz in anderen Städten haben. So befanden sich die Veterinärinspektion in Budapest, die Bezirksinspektion der öffentlichen Strassen, das Feldessamt und die Forstinspektion in Debrecen, die Heeresergänzungskommandantur in Szatmárnémeti und Munkács, die Post- und Telegrafendirektion in Nagyvárad /auf dem Gebiet des Justizwesens die Königl. Tafel in Debrecen/.

Die Entwicklung des Verwaltungswesens von Nyiregyháza wurde auch durch geographische Faktoren, die sich auf das Wirtschaftsleben auswirkten, stark beeinflusst. Die in den Tälern der Nord-, Nordost- und Ostkarpaten, an den Toren der Grossen Tiefebene gelegenen Städte, die Nyiregyháza in einem geräumigen Halbkreis umgaben, wie Kassa, Miskolc, Ungvár, Munkács, Szatmárnémeti und Nagyvárad verfügten nicht nur im Wirtschaftsleben, sondern auch verwaltungsmässig über Anziehungskraft. Obwohl Nyiregyháza in dem sich nach dem Tiefland richtenden wirtschaftlichen Verkehr durch seine zentrale Lage eine bedeutendere Rolle hätte spielen können, hat sich das kaum 50 km entfernte Debrecen - gleichermassen landwirtschaftlichen Charakters - durch seinen höheren Entwicklungsgrad die früher erlangte Priorität

unverändert bewahren können.

Immerhin erzielte Nyiregyháza bis 1910 /also im Laufe von 25-30 Jahren/ in Richtung der weiteren Urbanisierung/ z.B. in der Elektrifikation/ bedeutende Fortschritte. Es entstehen ständig neue Schulen. So verfügt Nyiregyháza über eine Bürgerschule, ein Gymnasium, einen Lehrgang zur Weiterbildung von Handelsangestellten, eine Musikschule. Man gründet eine Gesellschaft für Literatur- und Bildung. Obwohl es kaum das Niveau eines Marktfleckens des Tieflandes überschreitet, ist nicht mehr zu bezweifeln, dass die Rolle des Verwaltungszentrums Nyiregyháza gebührt, der ersten Ortschaft des Komitats.

Während Nyiregyháza seinen Dorfcharakter abwirft und einen grossen Weg auf dem Gebiet der Urbanisierung zurücklegt, bleiben in seiner Gemarkung die eigentümlichen Siedlungsformen, die bäuerlichen Gehöfte und Gehöftgruppen, die sog. "Dibbeln" erhalten. Ihre Bewohner versehen Nyiregyháza nicht nur mit Agrarprodukten, sondern überlassen auch einen Teil ihres Menschensmaterials zur Ergänzung und Auffrischung der Bevölkerung der Stadt, seiner Handwerker, Kaufleute, seiner Arbeiterschaft und Intelligenz. Dies aber trug dazu bei, dass sich die Einwohner von Nyiregyháza schon Dank ihrer Vergangenheit und Zusammensetzung die Gedanken des demokratischen Fortschritts leicht zu eigen machten.

#### Die Zeit der bürgerlich-demokratischen Revolution und der proletarischen Revolution - 1918-1919

Während der bürgerlich-demokratischen bzw. der proletarischen Revolution war das Komitat Szabolcs hinsichtlich der Entwicklung der Verwaltung in einer ganz besonderen Lage. In dem durch den Krieg verarmten Land, dessen Verkehrsmittel, dessen Eisenbahnpark grosse Verluste erlitten hatten, stockte der Blutkreislauf, der Verkehr. Das Komitat Szabolcs lag verhältnismässig weit vom Zentrum der revolutionären Verwaltungsorgane.

Im Vergleich mit anderen, vor allem mit den Industriegebieten, war die Zahl der Arbeiter im Komitat gering.

Trotzdem bildete sich der "Volksrat" bereits am 31. Oktober 1918. Das Direktorium - unter diesem Namen übernahm es die Macht am 22. März 1919 - war aber vom Augenblick seiner Bildung an von den rumänischen Truppen bedroht. Am 15. April 1919 stellt man in Nyiregyháza das Revolutionstribunal auf, aber schon tags darauf, am 16. April, setzt der allgemeine Angriff der Rumänen gegen die ungarischen Verteidigungslinien ein. Am 23. April 1919 fällt Debrecen, am 24. Nyirbátor und 27. April rücken die Interventionstruppen auch in Nyiregyháza ein.

Verständlicherweise war es nicht leicht in dieser Periode des verlorenen Krieges, unter der Last der Geldentwertung und des äusseren militärischen Angriffs eine völlig neue Verwaltung zu erschaffen. Was aber errichtet wurde, konnte für die Zeit nach 1945 zum historischen Vorgänger werden.

#### Die Verwaltung im Komitat Szabolcs und in Nyiregyháza zwischen 1919 und 1944

Nach dem ersten Weltkrieg ist das Komitat Szabolcs wieder Grenzgebiet. Drei Gemeinden: Eszeny, Tiszaágtelek und Szalóka fallen der Tschechoslowakei zu. Vom Komitat Ung werden Záhony und Győröcske, vom Komitat Bereg Nagylónya, Kislónya, Mátyus und Tizsakerecseny Szabolcs angeschlossen.

/Nach dem I. Weltkrieg bildet bis 1923 aus politischen und historischen Gründen der verbliebene Teil des Komitats Bereg mit Sitz in Tarpa ein eigenes Komitat. Danach wurden bis 1949 die verbliebenen Teile der Komitate Szatmár, Bereg und Ugocsa zu einem Komitat vereinigt, dessen Sitz Mátészalka war/.

Die Aenderung der politischen Grenzen wirkte sich verwaltungsmässig sowohl im Komitat, wie auch in Nyiregyháza vielerseits aus.

Nachdem einige Nachbarkomitate von Szabolcs durch die neue Landesgrenze blockiert wurden, wodurch einige der vorangehend erwähnten Städte an den Taleingängen zur Tschechoslowakei oder zu Rumänien gehörten, verbleiben Teile ihres Anziehungsbereiches diesseits der ungarischen Grenze. Auch ohne Verwaltungskontakte wenden sich diese Restgebiete /hauptsächlich der Komitate Zemplén, Bereg und Szatmár/ Szabolcs und Nyiregyháza zu. Besonders augenfällig kommt dies beim Schulwesen zum Ausdruck. Aus diesen Gebieten strömen nämlich ganze Scharen von Schülern nach Nyiregyháza, die ihr Mittelschulstudium dort absolvieren wollen.

Ein Beispiel für diesen engeren Kontakt zwischen dem Komitat Zemplén - das seine nördlichen Gebietsteile abgetreten hatte und Szabolcs ist die Verbindung der Schmalspurbahn Nyiregyháza-Balsa über die Tisza-Brücke bei Balsa mit den Eisenbahnlinien Zempléns. Die engeren wirtschaftlichen und kulturellen Beziehungen mit den verbliebenen Teilen der Komitate Bereg und Szatmár haben auch verwaltungsmässig ihre Folgen: diese Gebiete werden später, im Jahre 1949, Szabolcs angeschlossen.

Die Erweiterung der erwähnten, später auch verwaltungsmässig anerkannten Anziehungssphäre ist vorrangig ein Verdienst von Nyiregyháza. Szabolcs selbst ist auch weiterhin ein verhältnismässig rückständiges Agrarkomitat, ohne nennenswerte Industrie. Nyiregyháza besitzt zwar auch bedeutende Industrie, zieht aber doch aus ihren eigenen und anderen - so auch aus den abgetrennten - Gebieten viele Menschen an. Viele dieser Umsiedler waren Angestellte. Dadurch wird Nyiregyháza aus einer Bauernstadt zu einer Stadt mit grossen Angestelltenanteil. Die Eisenbahnverbindung zweigt nach sieben Richtungen ab. Die vorangehend erwähnten wirtschaftlichen und kulturellen Institutionen mehren sich, entwickeln sich weiter. Mehrere neue



Lehrinstitute werden eröffnet, darunter je eine Mittelschule für Mädchen und Jungen. Im Grenzgebiet liegend, wird die Stadt zu einem militärischen Verwaltungszentrum mit einem Husaren- und einem Infanterieregiment, verfügt aber auch über etwas Artillerie, später sogar über Flieger- und Nachrichteneinheiten.

In einzelnen Verwaltungszweigen kann sich die Stadt der Priorität Debrecens - trotz der oben erläuterten Umstände - nicht entziehen. /So z.B. zieht die Post- und Telegrafendirektion aus Nagyvárad nach Debrecen, und auch die Forstinspektion hatte - bevor sie nach Nyiregyháza übersiedelte - ihren Sitz in Debrecen. Auch im Justizwesen ist es nicht anders. Nyiregyháza gehört zum Gebiet des Tafelgerichtes bzw. der Komitatsoberstaatsanwaltschaft in Debrecen/.

Unter den gegebenen Verhältnissen bedeutet das Gesetz Nr. 30 vom Jahre 1929 für das Komitat Szabolcs eine gewisse Entwicklung. Es erweitert den Kreis der ernannten Beamten und gestaltet einen Grossteil der durch Wahl zu besetzenden Aemter zur Festanstellung /bis zur Pensionierung/. Im industriearmen Agrarkomitat befand sich nämlich die lokale autonome Verwaltung - ausser in Nyiregyháza selbst - in den Händen der adligen Mittel- und Grossgrundbesitzer und jede Wahl bot wegen der lokalen Familieninteressen erneut Gelegenheit zu Konflikten.

Das Gesetz Nr. 22 vom Jahre 1942, das die Wahl der Beamten der territorialen Selbstverwaltungen abschafft, muss aber doch negativ gewertet werden. Dieses Gesetz ermöglichte es der immer weiter nach rechts Richtung nehmenden Regierung in den letzten Kriegsjahren auch Einschränkung des Einflusses der Selbstverwaltung ihre Bestrebungen dadurch restlos zu verwirklichen, dass sie die gesamte Verwaltung in ihren eigenen Dienst stellte.

Im übrigen wirken die Verwaltungen des Komitats und der Stadt bis zum Ende des zweiten Weltkrieges als interessante Gegenpole. Während in der Komitatsverwaltung die führende Rolle dem grundbesitzenden Adel zufällt, bestimmen den Verwaltungscharakter von Nyiregyháza die verbürgerlichten Bauern und die eingewanderten Beamten. Immerhin sichert Nyiregyháza der Komitatsverwaltung nicht nur ihren Platz, sondern übt als Zentrum von Verwaltung, Wirtschaft und Kultur eine erhebliche Anziehungskraft auch auf die Bewohner des Komitats, so auch auf die Schicht der Gentry, aus.

Die Wirtschaftskrise zwischen dem I. und II. Weltkrieg /1929-1933/ wirkte sich auch auf das Komitat Szabolcs aus. Die Regierung versuchte den wirtschaftlichen Zusammenbruch der Agrarbevölkerung des Komitats durch Rechtsvorschriften, durch einen gewissen Schutz der verschuldeten Landwirte zu verhindern. Kaum hatte das Komitat die Heimsuchungen der Wirtschaftskrise überwunden, stand es bereits den Erprobungen des Krieges gegenüber.

Während des Krieges brachten die vorübergehenden Gebietsrückgliederungen Änderungen, die auch Szabolcs berührten. Einige Jahre lang lag Szabolcs wieder mehr im Zentrum des Landes.

Die provisorisch wieder zu Ungarn gehörenden Städte Kassa, Ungvár, Munkács, Beregszász, Szatmárnémeti und Nagyvárad beeinträchtigen den Anziehungskreis von Nyiregyháza nur unwesentlich und verringerten die Bedeutung der Stadt nicht. Zudem getraute sich die Regierung nicht, schon aus Misstrauen, das Schwergewicht von Verwaltung und Wirtschaft in die genannten Städte zu verlegen. Darüber hinaus hatten Szabolcs und Nyiregyháza, schon durch ihre Lage im Schnittpunkt von Nordsiebenbürgen, den Ostkarpaten und dem Tiefland, wichtige Funktionen zu erfüllen.

Die Verwaltung vom Komitat Szabolcs und von Nyiregyháza nach 1945

Die Veränderungen nach 1945 hatten für Szabolcs und Nyiregyháza bedeutende Konsequenzen.

Vor allem vergrösserte sich das Gebiet des Komitats beträchtlich. Anstelle der früheren Nord-Südrichtung erweiterten sich seine Ausmasse jetzt in Ost-Westrichtung. Zwar verliert es im Süden zugunsten des Komitats Hajdu-Bihar /zulasten der Kreise Ligetalja und Unterdada/ Gebiete, gewinnt aber dadurch bedeutend mehr Areal, dass die nach dem ersten Weltkrieg zurückverbliebenen Gebiete der Komitate Bereg und Szatmár jetzt Szabolcs angegliedert werden. Nun werden die kulturellen und wirtschaftlichen Beziehungen, die diese Gebiete vor dem zweiten Weltkrieg mehr oder weniger mit Szabolcs verbanden, auch verwaltungsmässig bekräftigt. Nach Vereinigung von Szabolcs und Szatmár erhöht sich das von Nyiregyháza aus verwaltete Gebiet um rund 30 %. Das historische Vorbild des derart gestalteten grösseren Komitats findet man in gewisser Hinsicht schon zu Zeiten der Staatsgründung, als u.a. mit Sitz in Borsova auch Teile von Bereg und Szatmár zu seinem Gebiet gehörten.

Auch die Einteilung der Kreise des Komitats änderte sich. Diese Aenderungen in der gebietsmässigen Einteilung der Verwaltung sind das Ergebnis modernster Forschungen und Untersuchungen der Siedlungsförderung, die unter Leitung der zentralen Verwaltungsorgane des Landes vorgenommen wurden. Die Kreise werden zusammengezogen, im ganzen Komitat verbleiben sieben Kreise, deren Grösse sich - ihrem früheren Umfang gegenüber - fast verdoppelt.

Bei der Neugestaltung der Kreise musste die besondere Struktur der Siedlungen berücksichtigt werden. In den Gebieten, die einst unter der Herrschaft der Türken standen oder in deren Nähe lagen, gibt es auch heute keine kleinen oder mittelgrossen

Gemeinden. Auf diesem Gebiet im Süden des Nyírség bzw. in der Umgebung der Südgrenze findet man Ortschaften mit relativ hoher Einwohnerzahl /wie Ujfehértó, Tiszavasvári in Szabolcs, Hajduhadház, Hajduböszörmény, Hajdudorog, Hajdunánás im Komitat Hajdu/, während sich das Siedlungsnetz östlich der Theiss-Kraszna-Linie aus Gemeinden mit verhältnismässig geringer Bevölkerungszahl aufbaut.

Diese Tendenz zur Zusammenlegung ist nicht nur bei den Kreisen, sondern auch bei den Gemeinden zu beobachten. Dies kommt dadurch zum Ausdruck, dass gemeinsame Räte ins Leben gerufen wurden. 1950 existieren 233 Ortschaften mit 229 Gemeinderäten und einem Stadtrat. 1977 gibt es ausser 4 Stadträten in den 226 Gemeinden 115. Diese territorialen Vergrösserungen /auch die der Kreisgebiete/ wurden durch die Entwicklung des Verkehrs- und Nachrichtenwesens ermöglicht. Die Eisenbahn wäre nicht in der Lage, den Verkehr alleine zu bewältigen/gibt es doch im Restteil vom Komitat Bereg überhaupt keine Eisenbahn/. Die Zusammenlegung der Verwaltungsgebiete ist weitgehend den Strassenverkehrsmitteln /wie z.B. dem Autobus/ zu verdanken.

Durch den Ausbau des Autobusnetzes wurden 58 % der Gemeinden in den d i r e k t e n Verkehr /ohne Umsteigen/ der Massenverkehrsmittel eingeschaltet.

Die Gestaltung der Kreise gelang so zweckmässig, dass kaum 3 % der Siedlungen den Sitz des Nachbarkreises vorteilhafter erreichen könnte als ihre eigene Verwaltungszentrale.

Auch im Leben des Komitats Szabolcs brachte es bedeutende Veränderungen, dass die Autonomie alten Typs abgeschafft wurde, und dass durch die weiten Gebiete des Lebens erfassende Verwaltung, die auch wirtschaftliche, soziale und kulturelle Funktionen versieht, das gesellschaftliche, kulturelle und wirtschaftliche Amtssitz des Komitats grundlegend verändert wurde.

Die Organisierung und Mechanisierung der landwirtschaftlichen Grossbetriebe sowie ihre Zentralisierung führten dazu, dass ein Teil der Agrarbevölkerung frei gemacht werden konnte. Damit setzte ihre Abwanderung aus dem Komitat ein, oder die Aenderungen ihres Wohnsitzes innerhalb des Komitats. Die konsequente Politik der Industrialisierung konnte dann die Fortsetzung aus dem Komitat bremsen. Gleichzeitig wuchs die Bevölkerungszahl einzelner grösserer Ortschaften, teils durch die Geltendmachung der Staatlichen Richtlinien für Siedlungsentwicklung, zulasten der kleineren Gemeinden. Gemäss dem Status des Jahres 1974 leben 24,3 % der Bevölkerung in kaum 4 % der Siedlungen des Komitats, und auf diese Siedlungen entfallen 62,2 % seines Einzelhandels. Besonders ansehnlich ist das Anwachsen der zur Stadt erklärten Ortschaften Mátészalka /1969/, Kiszárda /1970/, Nyirbátor /1973/ und neuerdings von Vásárosnamény sowie des im östlichsten Teil des Komitats gelegenen Fehérgyarmat, das in dem Gebiet Szatmár eine zentrale Rolle spielt.

Aber selbst das Tempo dieser Ortschaften wird von dem von Nyiregyháza überflügelt das sich auch zu deren Lasten weiterentwickelt und seit 1971 zu einem erstrangigen Zentrum entfaltet.

Die Saugkraft von Nyiregyháza wirkt auch zulasten ihres Kreises. Der Stadt wird ein ansehnlicher Teil der "Dibbeln" ihrer Umgebung angeschlossen, so ab 1941 Borbánya, ab 1953 Sóstóhegy mit dem Heilbad Sóstó /"Salzsee"/, Rókahegy, Nyirszőlős, ab 1977 Nyirpazony. Die Einwohnerzahl Nyiregyházas erreicht heute bereits 96 000 Seelen.

Im Vergleich mit anderen Komitatssitzen gehört die Anziehungsphäre Nyiregyházas ebenfalls zu den meistbevölkerten. Das ist vorwiegend auf die günstigen Verkehrsverhältnisse der Stadt,

ihre geographische Lage und auf das recht mangelhafte Handelswesen der Gemeinden zurückzuführen. Die meisten Gemeinden sind nicht einmal in der Lage, den Alltagsbedarf ihrer Einwohner zu befriedigen, und 20 % der Komitatsbevölkerung beziehen ihren Bedarf an Industrieartikeln aus Nyiregyháza.

Das Komitat Szabolcs veranschaulicht besonders prägnant, welche Bedeutung die gesellschaftlichen, geographischen und wirtschaftlichen Faktoren bei der Festsetzung von Verwaltungsgrenzen haben aber auch, dass die administrativ gezogenen Grenzen die Anziehungssphären stark beeinflussen können.

Das tatsächliche Wirkungsgebiet der einzelnen Verwaltungszweige ist unterschiedlich. Im Schulwesen z.B. ist das Einzugsgebiet der Kreise stark, das von Nyiregyháza aber erstreckt sich weit bis über die Grenzen des Komitats. Aus Hajdu-Bihar und Borsod-Abauj-Zemplén lernen auch viele Schüler in Nyiregyháza. Die Einzugs-sphäre des Gartenbaukurses im Technikum für Landwirtschaft reicht bis zu die Komitate Hajdu-Bihar, Békés und Szolnok. Mit der Landwirtschaftlichen Hochschule, der Pädagogischen Hochschule, der Hochschule für Gartenbau und der Fachmittelschule für Finanzwesen spielt Nyiregyháza gar eine sich schier über ganz Ungarn erstreckende zentrale Rolle. /Selbstverständlich gibt es auf anderen Gebieten des Schulwesens auch Überlappungen mit negativem Vorzeichen, bei denen Szabolcs und Nyiregyháza in die Einzugs-sphäre anderer Städte bzw. Komitate fallen, so in der Ausbildung von Aerzten und Ingenieuren/.

Das Übergreifen der Einzugs-sphären über die Verwaltungsgrenzen ist auch in administrativer Hinsicht bedeutungsvoll. Besonders interessant ist aus diesem Aspekt die Situation der Bevölkerung von einigen Kreisen des Komitats Szabolcs. An Arbeitstagen entleeren sich diese Kreise bis zu einem gewissen Grade, und aus dem wohnsitzmässigen Verwaltungskreis strömen die Werk-tätigen in ein anderes Verwaltungsgebiet, wo ihr Arbeitsplatz liegt. /Dieser Faktor spielte bei der Angliederung

an Nyiregyháza keine geringe Rolle/.

Im Falle von Nyiregyháza kann man einesteils die Siedlungen der Umgebung unterscheiden, die zum unmittelbaren Verwaltungskreis der Stadt gehören, anderenteils die Gebiete bzw. Siedlungen, die unabhängig davon, dass Nyiregyháza Komitats-sitz ist so, in ihre Einzugs-sphäre fallen, dass das auch administrative Folgen hat. Ausserdem hat sich in gewissen Beziehungen auch eine solche Einzugs-sphäre der Stadt entwickelt, die über die Grenzen des Komitats hinausreicht. Als Beispiel hierfür können das Schulwesen und einige Gebiete des Nachbarkomitats Zemplén erwähnt werden. /Die Schmalspurbahn von Zemplén und Szabolcs, die an der Theiss zusammentrifft, ermöglicht nämlich einen beachtlichen wirtschaftlichen und kulturellen Verkehr zwischen den beiden Komitaten/.

Auch bei einigen kleineren Städten von Szabolcs sind ähnliche Einzugs-sphären in viel geringeren Proportionen, Verwaltungskreisringe verschiedener Intensität zu beobachten. Natürlich erstarren diese Ringe der Einzugs-sphären nicht, sondern ändern sich zulasten oder zugunsten anderer Kreise fast ständig. Ansehnliche Veränderungen sind in dieser Beziehung z.B. bei Záhony möglich, das als Grenzstation über einen Positionsvorteil verfügt, der sich durch die wirtschaftliche Erstarkung auch auf die Verwaltung, auf die Ausweisung seines Anziehungskreises auswirken kann.

Ausserordentlichen Zuwachs zeigt der Fremdenverkehr des zwischen befreundeten Staaten liegenden Komitats Szabolcs. In der Perspektive bietet sich Szabolcs bzw. Nyiregyháza die Möglichkeit, ein internationales Kulturzentrum zu entwickeln, das Gelegenheit zum gegenseitigen Austausch und Kennenlernen der ungarischen, sowjetischen, slowakischen und rumänischen Kulturwerte bietet. Dazu braucht sich Szabolcs gar nicht weit weg zu begeben, können doch die Gebiete Nyírség, Heiduckenland, Palócz und Szatmár selbst die Vielfalt der ungarischen Volkskultur al-

len Gästen offenbaren, die den Wunsch hegen, Ungarn und seine Bewohner kennenzulernen.

Szabolcs und Nyiregyháza - ein interessantes Gebiet zum Studium des Verwaltungswesens /Zusammenfassung/

Eine kurze Studie kann keine umfassende und eingehende Beschreibung der Entwicklung der Verwaltung eines Gebietes geben. Trotzdem dürften unsere Ausführungen bewiesen haben, dass das Studium der Verwaltung des Komitats Szabolcs und der Stadt Nyiregyháza interessante Angaben über den Werdegang der Verwaltung bieten kann.

Dabei ist zu bemerken, dass sich das Gebiet des Komitats im Laufe der Geschichte oft geändert hat, abwechselnd Zentral- oder Grenzkomitat wurde. Oft wird die Lösung wirtschaftlicher, dann wieder politischer oder militärischer Verwaltungsaufgaben zur Hauptaufgabe. Das Komitat selbst liegt im Treffpunkt vier geographischer Regionen, und im Laufe der Geschichte wird es nicht nur selbst Teil eines anderen Rechtsgebietes, sondern berühren auch überaus abwechslungsreiche Rechtsgebiete z.B. während der Türkenzeit die Heiduckenstädte, dann das sog. Partium Siebenbürgen, das Habsburg-Königreich Westungarns und das von den Türken besetzte Gebiet/.

Die Entwicklung von Nyiregyháza selbst ist ebenfalls spezifisch. Im Feudalismus war es eine Ortschaft ohne Privilegien, stand unter der Herrschaft von Grundbesitzern. Aus dieser Situation kämpfte sich Nyiregyháza aus eigener Kraft empor und erreichte zu Beginn des vorigen Jahrhunderts - unter den ersten in Ungarn - die Erblösung. Dabei befindet sich die Stadt eine Zeit lang in einer schier beispiellosen Rechtslage, - da sie sich von ihren sie gemeinsam virtuell besitzenden beiden Gutsherrn nicht zur gleichen Zeit ablöst.



Ein eigenes Studium verdient das Problem des Komitatssitzes. Nachdem das Komitat keine, sich zum Komitatssitz unzweifelhaft eignende Ortschaft hatte /Burg, Festungswerk, bedeutende Stadt, Wirtschafts-, Bergwerks-, Industrie- oder Handelszentrum/, wäre es interessant, näher zu untersuchen, welche Bedeutung der Einfluss einzelner feudaler Familien hatte, wie sich der Sitz davon abhängig veränderte, in wessen Hand die Führung der Verwaltung lag und wie in Kriegszeiten die Verwaltung Schutz in den Burgen oder in Burgnähe suchte.

Besonders interessant ist auch die Rivalität zwischen dem über Positionsvorteil und historischer Vergangenheit verfügenden Nagykálló und Nyiregyháza, das den Weg des Fortschritts, der Entwicklung betrat, um den Rang des Komitatssitzes.

Eine interessante Eigenheit des Gebietes ist seine Siedlungsstruktur, die sich während der Türkenzeit gestaltete und die Ansiedlung der sog. "Dibbeln" um Nyiregyháza.

Auch die Gebietszusammenlegungen, die Bildung der Verwaltungsgebiete ist studierenswert, wie auch die Abwanderung der Bevölkerung und dann ihre Bindung durch Industrialisierung, das Janusgesicht der Verwaltungsgebiete /nach Wohnsitz und Arbeitsplatz/, das Übereinstimmen bzw. Abweichen von Anziehungssphären und Verwaltungsgrenzen, welche Wechselwirkungen darin feststellbar sind, wie sich die Verwaltungsaufgaben ändern, besonders dann, wenn ein Nachbarstaat - die Sowjetunion - der größte Aussenhandelspartner Ungarns ist. In diesem Themenkreis bieten die rasche und beachtliche Entwicklung von Szabolcs und Nyiregyháza, wie auch die Perspektiven von Záhony und Umgebung bzw. dem Gebiet, für das die Eisenbahn Záhony-Nyiregyháza den Kontakt sichert, interessanten Stoff für Studien.

Nicht nur das Grenzkomitat, sondern auch die Kreise und Gemeinden, die entlang der Grenze liegen, haben Probleme, die

sich auch auf die Entwicklung der Verwaltung auswirken. Ihre einseitige Abgrenzung und gleichzeitige Rolle als Verbindungs-glied erfordern zahlreiche neue verwaltungsorganisatorische Lö-sungen.

Die Bevölkerungszahl von Nyiregyháza hat sich seit 1945 fast verdoppelt; während des letzten Jahrzehnts wurden ganz neue Stadtteile erbaut. Dies bietet günstige Möglichkeiten, um festzustellen, wie sich die Pläne bewährt haben, wie sich das Schwergewicht der Verwaltung innerhalb der Stadt verscho-ben hat, welche territoriale Aufteilung aus Verwaltungsgründen als angezeigt erscheint, und welche neuen qualitativen und quantitativen Verwaltungsaufgaben - verglichen mit der Lage vor der explosionsartigen Veränderung von Nyiregyháza - gelöst wurden bzw. noch ihrer Lösung harren.

4. Entwicklung

In den deutschen Erbländern des Kaisertums Österreich  
 (den spätem Cisleithanien) bricht das Jahr 1848 mit den über-  
 kinnenden Formen der Lokalverwaltung. Diese oblag in wesentli-  
 chen in jenen Teilen Österreichs, die bis 1813 unter franzö-  
 sischer oder bayerischer Verwaltung (gestanden hatten, staatli-  
 chen Behörden wie dem "Distriktskommissariat" in oberösterreich-  
 ischen Inntal (b), **WILHELM BRAU-EDER:** in Salzburg, den  
 "Landrichtern" in Tirol und Vorarlberg; quasi-staatlichen Cha-  
 rakter hatten **DAS GUTS GEBIET / VOM MONARCHISCH-STÄN-** meisten  
 Städte, und **DISCHEN STAATSELEMENT ZUM LOKALEN VER-** r bestand  
**WALTUNGSSPRENGEL/** als Bezirke sowohl  
 einen von Staats Beamten als einen autonomen Wirkungsbere-  
 ich. Aber war die weitgehend in die staatliche Willensbil-  
 dung integriert, hatte aber gegenüber der staatlichen bzw. sta-  
 tisch-lichen Verwaltung einen Originalen Herrschaftsprinzip,  
 der Grundbesitzer. Öffentlich-Funktionen sind hier, anders als  
 dort, als Privatrechte an Grund und Boden verbunden.

Die konstitutionelle Bewegung des Jahres 1848 forderte ei-  
 ne lokale Selbstverwaltung im - gegenüber dem Staat wie gegen-  
 über dem Agrargrundbesitzer - autonomen Gemeinden<sup>2</sup>. Mit Erwür-  
 den in einer Gemeindeordnung befassten sich vor allem die ein-  
 zelnen Städte und der von ihnen besetzte "Ständische Bent-  
 ralschuss". Die Verfassung 1848 / Pillersdorfsche Verfas-  
 sung trat diesem Zustand programmatisch Rechnung: Im Wir-  
 kungsbereich der vormaligen Provinzialstände steht ein den  
 Kreis der "Landbesitzer", und zwar "nach dem Grund-  
 satz... dass in denselben alle Interessen der Gemeinde und  
 ihrer Mitglieder vertreten werden" (§ 57). Fortschreitende Diskus-  
 sion und die unvollständige Idee der Volksherrschaft führen  
 schließlich zur Übertragung der öffentlichen Rechte der  
 Grundbesitzer - der Grundbesitzer wird blosser Agrargrund-

sich auch auf die Entwicklung der Verwaltung auswirken. Ihre einseitige Abgrenzung und gleichzeitige Rolle als Verbindungs-glied erfordern zahlreiche neue verwaltungsorganisatorische Lö-sungen.

Die Bevölkerungszahl von Wyiregghäsa hat sich seit 1945 fast verdoppelt; während des letzten Jahrzehnts wurden ganz neue Stadtteile erbaut. Dies bietet günstige Möglichkeiten, um festzustellen, wie sich die Verwaltung verhalten hat, welche Aufgabenstellungen sich aus Verwaltungsgründen als angereizt erweisen, und welche neuer qualitativen und quantitativen Verwaltungsaufgaben, welche mit der Lage vor der explosionsartigen Veränderung von Wyiregghäsa gelöst wurden bzw. noch ihrer Lösung harren.

## A. Entstehung

In den deutschen Erbländern des Kaisertums Österreich /dem späteren Cisleithanien/ bricht das Jahr 1848 mit den überkommenen Formen der Lokalverwaltung. Diese oblag im wesentlichen in jenen Teilen Österreichs, die bis 1815 unter französischer oder bayerischer Verwaltung gestanden hatten, staatlichen Behörden wie dem "Distriktskommissariat" im oberösterreichischen Innviertel, den "Pflegerichten" in Salzburg, den "Landgerichten" in Tirol und Vorarlberg; quasistaatlichen Charakter hatten auch die Verwaltungseinrichtungen der meisten Städte<sup>1</sup>. In den übrigen Teilen der deutschen Erbländer bestand die grundherrschaftliche Verwaltung fort; sie besorgte sowohl einen vom Staate übertragenen wie einen autonomen Wirkungsbereich. Zwar war sie weitestgehend in die staatliche Willensbildung integriert, hatte aber gegenüber der staatlichen bzw. quasistaatlichen Verwaltung einen originären Herrschaftsträger, den Grundherren<sup>2</sup>. Öffentliche Funktionen sind hier, anders als dort, mit Privatrechten an Grund und Boden verbunden.

Die konstitutionelle Bewegung des Jahres 1848 forderte eine lokale Selbstverwaltung in - gegenüber dem Staat wie gegenüber dem Grossgrundbesitz - autonomen Gemeinden<sup>3</sup>. Mit Entwürfen zu einer Gemeindeordnung befassten sich vor allem die einzelnen Landtage und der von ihnen beschickte "Ständische Zentralkommission". Die Verfassung 1848 /Pillersdorffsche Verfassung/ trug diesem Umstand programmatisch Rechnung: Zum Wirkungsbereich der vorgesehenen Provinzialstände zählt sie den Erlass von "Gemeindeverfassungen", und zwar "nach dem Grundsatz..., dass in denselben alle Interessen der Gemeinde und ihrer Glieder vertreten werden" /§ 57/. Fortschreitende Diskussion und um sich greifende Idee der Volkssouveränität führen schliesslich zur Aufhebung der obrigkeitlichen Rechte der Grundherren - aus den Grundherrschaften wird blosser Grossgrund-

besitz. Die Verfassung 1849 /Oktroyierte Märzverfassung/ etabliert sodann in wesentlich umfassenderer Weise als ihre Vorgängerin die Gemeinde als Lokalgewalt. Das Vorbild, der Kremserer Verfassungsentwurf, wird insoferne noch überrundet, als die in ihm vorgesehenen "unveräusserlichen Rechte" /§ 131/ nunmehr ausdrücklich als "Grundrechte der Gemeinde" /§ 33/ gewertet sind. Sie ergänzen damit die vorauf normierten Individualgrundrechte, insbesondere stellen sie mit ihrer Garantie subjektiver Gemeinschaftsrechte das notwendige Korrelat zur grundrechtlich garantierten Aufhebung der Gemeinschaftsbindung des "Untertänigkeits- oder Hörigkeitsverhältnisses" /§ 26/ dar. - Am 17.3.1849 ergeht das "Provisorische Gemeindegesetz" /RGL. 170/, um, so sein Kundmachungspatent, die "den Gemeinden gewährleisteten Grundrechte zur Erfüllung zu bringen und durch das Gesetz zu regeln". Da die "Grundrechte der Gemeinde" unbeschränkt gewährt werden, enthält das Prov. Gemeindegesetz ohne Einschränkung die Grundsatzbestimmung: "Die Grundfeste des freien Staates ist die freie Gemeinde" /I./. Daraus sowie auch aus einigen Detailregelungen /§§ 1ff., 142/ ergibt sich, dass die Gemeinde die ausschliessliche Form der Lokalverwaltung ist.

1850 wird mit der Realisierung des Prov. Gemeindegesetzes begonnen, die neue Ordnung der Lokalverwaltung löst die überkommene ab<sup>4</sup>. Während 1849/1850 auch andere Massnahmen auf eine Durchführung der konstitutionellen Verfassung 1849 hindeuten, zeigt das Jahr 1851 bereits eine rückläufige Tendenz<sup>5</sup>. Zu Beginn des Jahres 1852 wird die Verfassung 1849 schliesslich formell aufgehoben und der Neoabsolutismus, formuliert in den "Grundsätzen für organische Einrichtungen in den Kronländern des österreichischen Kaiserstaates" /RGL. 2 - 4/1852/, einzurichten begonnen. Aus der unmittelbar vorausgegangenen Diskussion interessiert für unser Thema, dass schon Innenminister Bach in einer Denkschrift 1851 dem Wunsch des Grossgrundbesitzes, nicht in Gemeinden eingegliedert zu werden, entgegenkommt, vor allem aber Ministerpräsident Schwarzenberg gleich-

falls in einer Denkschrift "die notwendige Trennung der Städte und Landgemeinden, dann die Beachtung der Interessen des grossen Grundbesitzes" fordert<sup>6</sup>. Im Ministerrat sprach sich auch Unterrichtsminister Thun ganz in diesem Sinne aus: Er könne nicht verstehen, dass der Grossgrundbesitzer, "früher Herr ..., nun der Untergebene der unteren Administration sein solle" - und verlangt schliesslich sogar "die Gründung eines besonderen Gerichtsstandes für die aus dem Gemeindeverband eximierten Grossgrundbesitzer"<sup>7</sup>. - Ab 1.1. 1852 sind mit den meisten anderen auch die Grundrechte der Gemeinde aufgehoben und es ist, im Einklang mit der eben vorgeführten Diskussion, vor allem der Grundsatz verlassen, dass das gesamte Staatsgebiet in Gemeinden gegliedert sein müsse:

"Bei der Bestimmung der Landesgemeinde kann der vormals herrschaftliche grosse Grundbesitz unter bestimmten, in jedem Lande näher zu bezeichnenden Bedingungen von dem Verbands der Ortsgemeinden ausgeschieden und unmittelbar den Bezirksämtern untergeordnet werden" /Grundsätze Pkt. 9/. Damit war die Möglichkeit einer zweiten Form der Lokalverwaltung neben der durch die Gemeinde eröffnet: Das Gutsgebiet<sup>8</sup>.

Dem neuen Gemeindegesetz 1859 /RGL. 58/ zufolge konnte daher jede Liegenschaft entweder in einer Ortsgemeinde oder aber in einem Gutsgebiet gelegen sein /§ 11/. Daran hielt auch das /Reichs-/ Gemeindegesetz 1862 /RGL. 18/ fest: Zwar musste prinzipiell jede Liegenschaft zum Verband einer Ortsgemeinde gehören, doch konnte durch Landesgesetz bestimmt werden, "ob und unter welchen Bedingungen der Grossgrundbesitz vom Verbande einer Ortsgemeinde geschieden behandelt werden könnte" /Art. I/.

Die Durchführung der 1849/50 konzipierten Lokalverwaltung hatte in Galizien und der Bukowina vor den Besitzungen, mit welchen obrigkeitliche Rechte verbunden gewesen waren, Halt gemacht und diese nicht einer Gemeinde unterstellt<sup>9</sup>. Die grund-

herrschaftliche Lokalverwaltung blieb somit hier über 1849/50 hinaus, und zwar entgegen der Gesetzeslage, bestehen.

Die Gutsgebiete der Verfassungsgrundsätze 1851/52 waren somit zwar normativ eine Neuschaffung, tatsächlich aber bestanden solche bereits, Provisorisch wurde daher 1856 der Bestand der galizischen Herrschaftsgebiete rechtlich anerkannt. Erst nach RGG erfolgte 1863 in der Bukowina /LGBL. 10/, 1866 in Galizien /LGBL. 20/ die definitive Regelung der Gutsgebiete durch Landesgesetze.

Die Möglichkeit, Gutsgebiete zu errichten, war jedoch jedem Landesgesetzgeber eingeräumt, doch haben nur die Bukowina und Galizien davon Gebrauch gemacht. In Mähren konnte zwar die "Geschäftsführung auf den land- und lehentäflichen Gütern und anderen grösseren Realitäten" zum Teil der Gemeindeverwaltung entzogen und dem Grundbesitzer übertragen werden, doch war damit kein Ausscheiden aus dem Gemeindeverband verbunden<sup>10</sup>. So sind die Gutsgebiete zu einer Sonderform der Lokalverwaltung in den beiden östlichen Kronländern geworden, ohne dass aber dafür ein lokales Sonderrecht des Gesamtstaates geschaffen worden wäre wie etwa mit dem sogenannten "Galizischen Trunkenheitsgesetz" 1877 /RGBL. 67/, das als gesamtstaatliches /Reichs-/Gesetz nur in Galizien und der Bukowina galt.

#### B. Rechtliche Ausgestaltung: Die Verbindung von Privat- und öffentlichem Recht

Ähnlich wie die Gemeinde ist das Gutsgebiet Selbstverwaltungskörper<sup>11</sup>. Während jedoch die Gemeinde als Körperschaft durch gewählte Organe handelt, ist Organ des Gutsgebietes dessen Besitzer und eventuell der von ihm ernannte Vorsteher /Geschäftsführer/. Die Einwohner des Gutsgebietes haben somit keinen Anteil an der Ausübung der zugewiesenen Hoheitsbefugnisse. Der Wirkungskreis des Gutsgebietes entspricht jenem der Gemein-



de, allerdings mit Ausnahme des Polizeistrafrechts, dessen Ausübung den Behörden der allgemeinen staatlichen Verwaltung erster Instanz /Bezirksamt, später Bezirkshauptmannschaft/ obliegt. Die Kosten der obrigkeitlichen Tätigkeit trägt der Grossgrundbesitzer aus eigenem Vermögen. Die Bewohner können nur auf Grund besonderer Privatrechtstitel oder staatlicher Gesetze herangezogen werden, sodass ein Besteuerungsrecht des Grossgrundbesitzers nicht gegeben ist. Grundsätzlich kann nur einem vormals herrschaftlichen, zur Zeit des Erlasses der einschlägigen Gesetze nicht zu einem Gemeindeverband gehörigen Grundbesitz die Eigenschaft eines Gutsgebietes verliehen werden, wenn dieser Besitz überdies für sich allein oder in Verbindung mit einem anderen derartigen Besitz in der Lage ist, die Aufgaben des Gutsgebietes wahrzunehmen.

Eigentum und öffentlichrechtliche Eigenschaft als Gutsgebiet müssen jedoch nicht ident sein. So können eben schon "zwei oder mehrere aneinander grenzende vormals herrschaftliche Grundbesitzungen zu einem gemeinschaftlichen Gutsgebiete" vereinigt werden, das Gutsgebiet geht also sogleich bei seiner Begründung über einen derartigen Besitz hinaus<sup>12</sup>. Ein besonderes Problem bildet die /privatrechtliche/ Realteilung des ein Gutsgebiet bildenden Grundbesitzes. Nach Ansicht des Verwaltungsgerichtshofes /1887/ sind "grundbücherliche Trennung eines ein Gutsgebiet bildenden landtäflichen Gutes und die Neubildung eines Landtageskörpers ... streng civilrechtliche Acte, die als solche eben nur von civilrechtlichen Folgen begleitet sein können"; die "Neubildung eines Gutsgebietes" aufgrund dieser Trennung "müsste... aus positiven öffentlichrechtlichen Normen abgeleitet werden können", die der Verwaltungsgerichtshof 1887 aber als nicht vorhanden erachtete<sup>13</sup>. Für Galizien wurden allerdings 1888 die Folgen einer Realteilung gesetzlich neu geregelt<sup>14</sup>: Als Kriterium für das Schicksal der neuen /abgeteilten/ Besetzung galt eine Mindest-Jahresschuldigkeit an Grund- und Haussteuern von 25 Gulden [= 50 Kronen/ : War dieses Kriterium

nicht gegeben, musste der abgetrennte Teil aus dem Gutsgebiet ausscheiden und an eine Gemeinde abgetreten werden. Erbrachte der neue /abgetrennte/ Besitz diese Steuerleistung, konnte er bei einer Teilung vor 1888 ein eigenes neues Gutsgebiet bilden, nach 1888 blieb er dem bisherigen Gutsgebiet zugehörig, sodass in diesem Fall, wie schon nach Ansicht des Verwaltungsgerichtshofes, Eigentumsrecht und Gutsgebiet keine Einheit bildeten. - In der Bukowina<sup>15</sup> galt als Kriterium die Möglichkeit, "als selbständiges Gutsgebiet fortbestehen" zu können: War dies nicht der Fall, hatte die Einbeziehung in eine oder mehrere Gemeinden zu erfolgen oder die Vereinigung mit einem anderen Gutsgebiet. Im letzteren Fall sind auch hier Eigentumsrecht und Gutsgebiet nicht ident.

Konnte bei einer Teilung des Grossgrundbesitzes mit Gutsgebiet-Eigenschaft keiner der neuen Teile die erwähnten Kriterien erfüllen, so führte dies zur Aufhebung des Gutsgebietes. Ohne derartige Teilungsvorgänge war die Aufhebung auf Verlangen des /der/ Besitzer/s/ möglich, wobei das Einvernehmen mit den aufnehmenden Gemeinden, der staatlichen und der autonomen Landesverwaltung herzustellen war<sup>16</sup>.

### C. Parallelen

Da das Gutsgebiet direkt aus den Grundherrschaften vor-märzlicher Prägung entstanden ist, bestehen hiezu die grössten Parallelen in der Identität zwischen privatrechtlicher Sachherrschaft und öffentlichrechtlicher Hoheitsgewalt sowie im Fehlen einer Mitwirkung der Einwohner am öffentlichen Leben.

Eine auffallende Parallele zum österreichischen Gutsgebiet bildet der preussische Gutsbezirk. Aehnlich wie in Österreich schien in Preussen<sup>17</sup> 1849/50 das Ende der Grund- und Gutsherrschaft gekommen zu sein, doch wurden die entsprechenden Reformgesetze nicht restlos durchgeführt und schliesslich

aufgehoben. 1856 erfolgte eine erste, ab 1872 erfolgten weitere gesetzliche Regelungen über die Einrichtung des Gutsbezirkes. Demnach zerfiel in Preussen das flache Land wie in Österreich in Landgemeinden und selbständige Gutsbezirke, ausgenommen in der Rheinprovinz sowie in den Regierungsbezirken Wiesbaden und Sigmaringen, wo letztere fehlten. Anders als in Österreich war somit die Einrichtung nicht nur in den östlichen Provinzen zu finden. Wie in Österreich ist Träger des Gutsbezirkes der Eigentümer des Gutes, der grundsätzlich aus seinem Privatvermögen die sonst einer Gemeinde obliegenden Pflichten und Leistungen zu erbringen hat. Es fehlt somit auch hier an einer korporativen Verfassung, der "selbständige Gutsbezirk ist kein Kommunalverband"<sup>18</sup>. Aehnlich wie in Österreich ist dem Gutsbezirk die Wahrnehmung der Ortspolizei entzogen. - Privates Eigentum und Gutsbezirk fallen zwar im Regelfall zusammen, doch zeitigen, wie in der Regel auch in Österreich, privatrechtliche Veränderungen keine Aenderung im Bestand des Gutsbezirkes: Realteilungen tasten den Bestand des Gutsbezirkes nicht an.

#### D. Das Ende des Gutsgebietes in /Deutsch-/ Österreich

In Preussen überdauerten die Gutsbezirke das Jahr 1918, da vorerst ihre Aufhebung nur in Aussicht gestellt wurde. Erst 1927 wird bestimmt, dass die bestehenden Gutsbezirke aufzulassen seien, doch existieren sie noch fort<sup>19</sup>. - Der Zerfall Österreich-Ungarns überlässt das Schicksal der bestehenden Gutsgebiete den Nachfolgestaaten, vor allem also Polen und Rumänien. Für die Republik Deutschösterreich sowie die Republik Österreich stellt sich ein anderes Problem, nämlich die Frage, ob nach 1918/19 der Landesgesetzgeber weiterhin ermächtigt bleibt, Gutsgebiete zu errichten, da die Grundlage dafür, das RGG 1862, rezipiert wird<sup>20</sup>.

Mit der generellen Rezeptionsklausel des Staatsgründungs-

beschlusses vom 30.10.1918 /§ 16 StGBL. 1/ befand sich das RGG 1862 "bis auf weiteres in vorläufiger Geltung" Es ist nun danach zu fragen, ob der Bestimmung betreffend die Einrichtung von Gutsgebieten durch den Staatsgründungsbeschluss oder ein anderes Gesetz des republikanischen Österreich derogiert wurde. Dem Staatsgründungsbeschluss selbst, der bloss "die grundlegenden Einrichtungen der Staatsgewalt" etabliert, kommt diese Kraft weder in seinen Einzelbestimmungen, noch in seiner Gesamtheit zu: Insbesondere die Frage der Lokalverwaltung wird hier nicht angeschnitten. Anders steht es mit dem Gesetz vom 12.11.1918 "Über die Staats- und Regierungsform" /StGBL. 5/: es enthält eine Konzeption der staatlichen Verwaltungsordnung. Auf jeder Verwaltungsebene sind Repräsentativorgane zu errichten, deren Wahlordnungen "auf der Verhältniswahl und auf dem allgemeinen, gleichen, direkten und geheimen Stimmrecht aller Staatsbürger ohne Unterschied des Geschlechts" zu beruhen haben /Art.9/. Solche Organe sind auf der Ebene des Gesamtstaates /Art. 9/, der Länder, Kreise, Bezirke und Gemeinden /Art. 10/ zu errichten. Das Gutsgebiet mit seiner fehlenden Einwohnerrepräsentation hat in diesem Konzept keinen Platz. So hat wohl Art. 10 den Bestimmungen des RGG 1862 über die Gutsgebiete derogiert, zumal dieser Artikel gerade in der Lokalverwaltung das Repräsentationsprinzip sofort durch eine demokratische Ergänzung der bisherigen /ständischen/ Gemeindevertretungen verlangt, die bereits am 4.12.1918 /StGBL. 81/ angeordnet wird<sup>21</sup>.

Schliesslich kommt auch Art. 8 leg.zit. derogatorische Kraft zu: Er schafft die "politischen Vorrechte" ab und zwar namentlich die Ausübungsorgane derselben, wie die /bislang ständischen/ Landtage, das Herrenhaus des Reichsrates und die auch die öffentlichrechtlichen Befugnisse des Trägers eines Gutsgebietes zu werten, die Art. 8 somit gleichfalls aufhebt. Dabei ist die Analogie zu Art. 5 leg.zit. zu beachten: Mit seiner generellen Aufhebung aller "Vorrechte" des Kaisers und des kai-

serlichen Hauses fällt im lokalen Bereich die Exemption der "zur Wohnung oder zum vorübergehenden Aufenthalt des Kaisers und des Allerhöchsten Hofes" bestimmten Baulichkeiten aus der Ortsgemeinde / RGG 1862 Art. I Abs. 2/: Die Exemption aus der Ortsgemeinde gilt hier als ein mit der demokratisch-republikanischen Neuordnung unvereinbares Vorrecht.- Analog dazu fällt nach Art. 8 das idente Vorrecht des Trägers des Gutsgebietes, weiters aber auch alle anderen damit zusammenhängenden politischen Vorrechte. Wie andere Institutionen, die ihrer Ausübung dienen- Landtage, Herrenhaus etc. - fällt in Einlang mit Art. 10 /s.o./ auch die Institution selbst, das Gutsgebiet.

Die Bestimmungen des RGG 1862 über die Gutsgebiete sind 1918/19 für die Republik Deutschösterreich und fernerhin die Republik Österreich nicht einfach "gegenstandslos" geworden, weil es Gutsgebiete nur in Galizien und der Bukowina gegeben hatte, was ja bedeuten würde, dass die Landesgesetzgeber von der Ermächtigung zur Errichtung von Gutsgebieten jederzeit hätten Gebrauch machen können<sup>22</sup>. Dieser Ermächtigung ist vielmehr schon 1918 materiell derogiert worden - Gutsgebiete konnten fernerhin in der Republik Deutschösterreich wie sodann in der Republik Österreich nicht mehr errichtet werden.

#### D. Die verfassungsrechtliche Bedeutung des Gutsgebietes

Die Möglichkeit, Gutsgebiete neben den Gemeinden zu etablieren, kommt zwar der tatsächlichen Situation in Galizien und der Bukowina entgegen, geht jedoch, wie allein das Fehlen einer territorialen Beschränkung in den entsprechenden Gesetzen erweist, in ihrer Konzeption darüber hinaus.

Mit den neoabsolutistischen Grundsätzen 1851/52 wurde die Staatsgewalt strikt auf das Prinzip der monarchischen Legitimität zurückgeführt, der noch in der Verfassung 1849 stark hervortretende frühkonstitutionelle Zug, nämlich, das Volk zwar

nicht an der Substanz, jedoch an der Ausübung der Staatsgewalt teilhaben zu lassen, ist so gut wie völlig verlassen. Dem Prinzip der monarchischen Legitimität mit seiner Rückführung der Herrschaftsrechte auf alte, überkommene Rechtstitel entspricht ein stark historisierender Zug. In den Grundsätzen 1851/52 bestimmt er gerade die Lokalverwaltung: Der "Unterschied in Land- und Stadtgemeinden", "die frühere Eigenschaft und besondere Stellung der königlichen und landesfürstlichen Städte /ist/ zu berücksichtigen" /Pkt. 8/ und es ist, gleichfalls ein historischer Rückgriff, "der vormals herrschaftliche grosse Grundbesitz" aus den Landgemeinden auszuschneiden /Pkt. 9/. Die gleiche historisierende Tendenz zeigt sich auch auf Landesebene: "Eigene Statute /werden/ über den ständischen oder den mit einem zu bestimmenden Grundbesitz versehenen Erbadel ... errichtet, insbesondere demselben alle tunliche Erleichterung zur Errichtung von Majoraten und Fideikommissen zugestanden werden" /Pkt. 34/; "Erbadel" sowie "grosser und kleiner Grundbesitz" sollten, neben anderen, den Kreisbehörden und Statthaltereien in "beratenden Ausschüssen" zur Seite stehen /Pkt. 35/. In Ausführung insbesondere dieses Punktes 35 der Grundsätze 1851/52 sollte neben einem allgemeinen "Organischen Statut über die Landesvertretung" ergehen; die entsprechenden Entwürfe lagen 1856 vor<sup>23</sup>. In auffallender Weise spiegeln auch sie das historische Staatsrecht wider, denn die vorgesehenen - nur beratenden - "Landes-Vertretungen" waren unter dem Namen "Landtag" nichts anderes als eine Wiederbelebung der altständischen Landtage des Vormärz<sup>24</sup>. So sollte etwa der unterrennsische Landtag aus folgenden Kurien bestehen<sup>25</sup>:

- A. Höherer Klerus,
- B. Begüterter Adel und landtäflicher Gutsbesitz,
- C. Landesfürstliche Städte und Märkte einschliesslich Handels- und Gewerbekammern,
- C. Landgemeinden.

Es ist evident, dass in den Kurien B bis D die von den

Grundsätzen 1851/52 in den Punkten 8 und 9 konzipierten Lokalgewalten wiederkehren: Unter D die Landgemeinden, unter C spezifische, nämlich landesfürstliche Städte und schliesslich unter Punkt B der "herrschaftliche grosse Grundbesitz" von Punkt 9. So ist die Trennung der Lokalgewalten in den Punkten 8 bis 9 der Grundsätze 1851/52 nicht Selbstzweck, sondern ausgerichtet auf die Kuriengliederung der künftigen Landesvertretungen, der Landtage: Wie am Landtag so sind die weltlichen Kurien auch im lokalen Bereich entflichtet: Erst vor diesem Hintergrund gewinnt das Herausheben der königlichen und landesfürstlichen Städte aus den Landgemeinden in Punkt 8 seinen Sinn ebenso das Ausscheiden des "herrschaftlichen grossen Grundbesitzes" aus den Landgemeinden.

Das Gutsgebiet ist damit nicht einfach eine Form der Lokalverwaltung schlechthin, sondern gleichzeitig Substrat einer Landtagskurie, hat also verfassungsrechtliche Bedeutung.

Dieser Umstand wird für den lokalen Bereich schon 1859 im Gemeindegesetz, für den Landesbereich 1860 im Rahmen des sog. Oktoberdiploms geregelt. Dass die "Statute über die Landes-Vertretung" 1860 aus den eben erwähnten, mit ihnen fast gleichlautenden Statuten erwachsen sowie mit ihnen z.T. ident sind, ist zwar von Hugelmann nachgewiesen<sup>26</sup>, aber von der verfassungsgeschichtlichen Literatur bislang nicht beachtet worden. Mit dem Gemeindegesetz 1859 einer- und den Landesstatuten 1860 andererseits wird der beschriebene Zustand normativ zementiert: Neben der hohen Geistlichkeit spiegelt der Landtag die lokale Gliederung in adeligen bzw. grossen Grundbesitz, in landesfürstliche Städte und Landgemeinden wider. Daran ändert auch die Reichsverfassung 1861 /sog. Februarpatent/ mit ihren neuen Landesordnungen nichts: Die eben erwähnten Kurien bleiben erhalten /ausser Dalmatien/ - und so kehrt eben auch im RGG 1862 das für die Kuriengliederung notwendige Gutsgebiet wieder<sup>27</sup>.

Über dieses monarchisch-ständische Konzept wird 1867 der

gesamtstaatliche Konstitutionalismus der sog. Dezemberverfassung gestülpt. Wie in zunehmendem Masse das hier wiederbelebte Element der Volkssouveränität an Bedeutung gewinnt<sup>28</sup>, werden Herrenhaus, Kurienlandtag und Gutsgebiet zu ständischen Relikten. Das Gutsgebiet erscheint nunmehr als blosser, und zwar allein für die Bukowina und Galizien gerade noch passende Form der Lokalverwaltung, aber bei weitem nicht mehr als Element eines auf dem Prinzip der monarchischen Legitimität, auf historischen Rechtstiteln und ständischen Einrichtungen aufbauenden Staates, als welches es konzipiert worden war.



A n m e r k u n g e n

1. Brauneder - Lachmayer, Österr. Verfassungsgeschichte, Wien 1976, 93, 105; 99, 103 f.
2. Brauneder - Lachmayer 99, 103 f.
3. Zum Folgenden Brauneder - Lachmayer 117 ff., 128, 130.
4. J. Klabouch, Die Lokalverwaltung in Cisleithanien, in: Die Habsburgermonarchie 1848 - 1918 Bd. II, Wien 1975, 274.
5. Brauneder - Lachmayer 123, 135.
6. F. Walter, Die Österr. Zentralverwaltung III/1, Wien 1964, 521 bzw. 527.
7. Ebda 538, 539.
8. Klabouch, wie Anm. 4, 277, 283.
10. Gluth, Gutsgebiet, in: Österr. Staatswörterbuch II, 2. Aufl., Wien 1906, 609 f.
11. Zum folgenden im Detail: Gluth, wie Anm. 10, 608 ff.; Mayerhofer - Pace, Handbuch für den politischen Verwaltungsdienst ... II, 5 Aufl., Wien 1896, 833 ff., ferner nach ebda, Index-Bd., Wien 1903.
12. Bukowina LGBL. 10/1863 § 2.
13. Sammlung Budwinski /Erk. d.k.k. Verw. GH/ XI/1887 Nr.3363.
14. LGBL. 41/1888.

15. § 19 des Gutsgebiete-Gesetzes i.d.F. LGBl. 23 /1868.
16. Zusammenfassend Gluth, wie Anm. 10. 609.
17. Zum Folgenden C. Bornhak, Preuss. Staatsrecht II, 2 Aufl., 1912, 212 ff., 225 ff.; H. Helfritz, Grundriss des preuss. Kommunalrechts, 3 Aufl., 1932, 110 ff.
18. Bornhak, a.a.O., 226; anders Helfritz, a.a.O., 111, der zwar das Fehlen einer "körperschaftlichen Willensbildung" unterstreicht, der identen Aufgaben mit einer Gemeinde wegen aber auch den Gutsbezirk "Kommunalverband" nennt.
19. Helfritz, a.a.O., 114, 110, 96.
20. Zur rechtlichen Situation 1918/19 Brauneder-Lachmayer 187 ff.; zum Gemeinderecht insbes. P. Neuhofer, Handbuch des Gemeinderechts /Forsch. aus Staat und Recht 22/, 1972, 7f.
21. Brauneder - Lachmayer 206.
23. K. Hugelmann, Der Übergang von den ständischen Landesverfassungen in den österr. Ländern zu den Landesordnungen der konstitutionellen Zeit /1848 - 1861/ Teil I, in: Monatsblatt der Vereins für Landeskunde und Heimatschutz von Niederösterreich und Wien XII/1926-27, 118 ff.; Teil II, in: Jahrbuch für Landeskunde und Heimatschutz von Niederösterreich und Wien, NF 20/1926-27/2. Teil, 92 ff.
24. Hugelmann, a.a.O. I, 124
25. Hugelmann, a.a.O. II, 123.
26. Wie anm.23.

27. Zu 1860/61 Brauneder-Lachmayer 137 ff., 147 ff.

28. Brauneder - Lachmayer 158, 177.

JOSEF CINCIA.

ANTONINIE DE LA VOIVODE DE SILESIE

1722-1739

15. § 19 des Österr. Gemeindegesetzes 1881
16. Zusammenfassend Glöckl, Österr. Gemeindegesetz - Brauneder
17. Zum Folgenden C. Bernhak, Preuss. Staatsrecht II, 2 Aufl., 1912, 212 ff., 225 ff.; H. Helfritz, Grundriss des preuss. Kommunalrechts, 3 Aufl., 1932, 110 ff.
18. Bernhak, a.a.O., 226; anders Helfritz, a.a.O., 111, der zwar das Fehlen einer "körperschaftlichen Willensbildung" unterstreicht, der identen Aufgaben mit einer Gemeinde wegen aber auch den Gutsbezirk "Kommunalverband" nennt.
19. Helfritz, a.a.O., 114, 110, 96.
20. Zur rechtlichen Situation 1918/19 Brauneder-Lachmayer 187 ff.; zum Gemeinderecht insbes. P. Neuhöfer, Handbuch des Gemeinderechts (=Forsch. aus Staat und Recht 22/), 1922, 75.
21. Brauneder - Lachmayer 206.
22. K. Hugelmann, Der Übergang von den österr. Landesverfassungen in den Österr. Ländern zu den Landesordnungen der konstitutionellen Zeit (1848 - 1861) Teil I, in: Monatsblatt der Vereins für Landeskunde und Heimatschutz von Niederösterr. und Wien XII/1926-27, 118 ff.; Teil II, in: Jahrbuch für Landeskunde und Heimatschutz von Niederösterreich und Wien, NF 20/1926-27/2. Teil, 92 ff.
24. Hugelmann, a.a.O. I, 124
25. Hugelmann, a.a.O. II, 123.
26. Wie ans. 23.

## 2. La gènes

Il faut chercher la gènes des solutions autonomiques silésiennes dans les conditions politiques concrètes de l'époque de sa naissance, c.-à-d. dans les années 1919-1920. Parmi ces conditions, il faut mentionner comme première, du point de vue chronologique - le développement des tendances séparatistes silésiennes, secondé par le parti catholique allemand du Centre et par certains cercles politiques anglais et tchèques<sup>1</sup>. Ce mouvement résultait de la crainte des industriels allemands

JÓZEF CIAGWA:

### L'AUTONOMIE DE LA VOÏVODIE DE SILÉSIE

/1922-1939/

pour la fonction de la Haute-Silésie et du désir de l'action contre l'agitation des idées révolutionnaires. Les inspireurs allemands de ce mouvement admettaient la formation de l'Etat silésien libre (*Freistaat Schlesien*)<sup>2</sup>. Ce mouvement fut plus fort en Silésie de Cieszyn qu'ailleurs le Parti Populaire Silésien séparatiste. Ce furent les Allemands qui eurent les premiers l'idée de l'autonomie<sup>3</sup>. Le Landtag de Prusse vota, le 14.V.1919, la loi sur la formation de la province autonome<sup>4</sup>. C'est déjà après la publication de la loi polonaise sur l'autonomie, que le parlement allemand vota le 27.X.1920 la loi portant sur la Haute-Silésie<sup>5</sup>. Ces actes juridiques doivent être traités comme un essai de l'influence sur la population silésienne avant le référendum de décider de l'appartenance nationale de la Haute-Silésie, dont la date fut fixée pour le 20. III.1921<sup>6</sup>. En présence de ces faits les autorités polonaises ne pouvaient pas rester passives. C'est là la loi constitutionnelle de 15.VII.1920 contenant le statut organique de la Voïvodie de Silésie<sup>7</sup>, qui établissait l'autonomie silésienne dans les dimensions beaucoup plus larges que la loi allemande. Cette mesure - la neutralisation de l'agitation séparatiste allemande - paraît être fondamentale pour la formation de la solution constitutionnelle unique sur le territoire de la Pologne. Certes, il n'est pas sans importance le fait que l'acte légal fondamental de l'auto-

JOSEF CIAGWA

L'AUTONOME DE LA VOIVODE DE SILÉSIE

(1921-1939)

## I. La gènese

Il faut chercher la gènese des solutions autonomiques silésiennes dans les conditions politiques concrètes de l'époque de sa naissance, c.-à-d. dans les années 1919-1920. Parmi ces conditions, il faut mentionner comme première, du point de vue chronologique - le développement des tendances séparatrices silésiennes, secondé par le parti catholique allemand du Centre et par certains cercles politiques anglais et tchèques<sup>1</sup>. Ce mouvement résultait de la crainte des industriels allemands pour la jonction de la Haute Silésie à la Pologne, et du désir de l'action contre l'épanouissement des idées révolutionnaires. Les inspirateurs allemands de ce mouvement admettaient la formation de l'Etat silésien libre /Freistaat Schlesien/<sup>2</sup>. Ce mouvement fut plus fort en Silésie de Cieszyn ou agissait le Parti Populaire Silésien séparateur. Ce furent les Allemands qui eurent les premiers l'idée de l'autonomie<sup>3</sup>. Le Landtag de Prusse vota, le 14.X.1919, la loi sur la formation de la province silésienne autonome<sup>4</sup>. C'est déjà après la publication de la loi polonaise sur l'autonomie, que le parlement allemand vota le 27.X.1920 la loi portant sur la Haute-Silésie<sup>5</sup>. Ces actes juridiques doivent être traités comme un essai de l'influence sur la population silésienne avant le prébiscite ayant dû décider de l'appartenance nationale de la Haute-Silésie, dont la date fut fixée pour le 20. III.1921<sup>6</sup>. En présence de ces faits les autorités polonaises ne pouvaient pas rester passives. D'ou la loi constitutionnelle du 15.VII.1920 contenant le statut organique de la Voïvodie de Silésie<sup>7</sup>, qui établissait l'autonomie silésienne dans les dimensions beaucoup plus larges que la loi allemande. Cette cause - la neutralisation de l'agitation plébiscitaire allemande - paraît être fondamentale pour la formation de la solution constitutionnelle unique sur le territoire de la Pologne. Certes, il n'est pas sans importance le fait que l'acte légal fondamental de l'auto-

nomie silésienne fut publié le 15.VII. 1920, donc dans la période de la plus grande crise militaire polonaise sur le front de la guerre polono - russe. On peut donc voir dans cette coïncidence des dates, l'essai "de la réaction contre les phénomènes désavantageux pour la Pologne<sup>8</sup>", d'autant plus que quelques jours avant, le 11.VII. 1920, la Pologne a décidément perdu le plébiscite en Warmia, Masurie et Powiśle. H. Rechowicz juge avec raison que le profit plébiscitaire de la loi fut pour la Diète Constituante le plus important. L'acceptation par la Diète Constituante des deux projets du statut organique de celui élaboré par la Commission Autonومية du Commissariat Plébiscitaire Polonais<sup>9</sup>, constitue la confirmation de la vérité de cette opinion. Cette interprétation est aussi enrichie par le fait que les amendements du statut organique portant sur l'élargissements des droits de la Diète de Silésie et la préférence sensible des employés d'origine silésienne sont intervenus juste avant le plébiscite, le 8.III. 1921. Cette cause principale de la formation de l'autonomie est aussi visible dans le rapport sténographique de la 164<sup>e</sup> reunion de la Diète Constituante, le 15.VII. 1920. Le rapporteur de la Sous-commission de la Diète pour les affaires plébiscitaires - J. Buzek a mentionné dans son discours trois raisons équivalentes parlant en faveur de l'attribution de l'autonomie à la Silésie<sup>10</sup>. A part celle déjà mentionné, il a indiqué les raisons suivantes: la nécessité de la résolution spécifique pour la Silésie étant donné son détachement de la Pologne durant plus de 6 siècles et la naissance dans ce temps - là, des particularités juridiques, politiques et économiques, le désir des Silésiens pour obtenir l'autonomie<sup>11</sup>. Le discours de J. Buzek serait rappelé par les défenseurs de l'autonomie dans presque toutes les discussions de la Diète, dans laquelle ils voient l'essai de la diminution des droits particuliers garantis a la Voïvodie<sup>12</sup>. Les mêmes raisons, mais séparément, a évoqué dans certaines de ses élaborations concernant l'autonomie silésienne<sup>13</sup>, un des créateurs du statut organiques, K. Wolny - le Ma-



réchal de la Diète de Silésie.

A la Voïvodie de Silésie il y avait des particularités juridiques plus profondes que dans les autres régions de la Pologne, plus affermies, par la période plus longue de la captivité. Pourtant il faut aussi noter d'autres particularités. Dans cette région se concentrait plus de 60 % de la classe ouvrière polonaise, la production du charbon atteignait la valeur de plus de 8 % de la production industrielle polonaise tout entière, et la sidérurgie 1/10<sup>e</sup> de la valeur des biens nationaux dans l'industrie<sup>14</sup>. Ces faits décidaient de la spécificité du territoire de la Voïvodie de Silésie à l'échelle de toute la Pologne. Il semble pourtant - à la lumière des énonciations ci-dessus - que le législateur se suggérait moins de cette particularité que de l'effet plébiscitaire et de propagande.

En prenant la parole à la Diète, le 15.VII. 1920, J. Buzek est le vice-ministre Wróblewski soulignaient la confiance des autorités polonaise au peuple silésien et sa maturité politique étant la garantie de la mise à profit convenable des droits accordés par le statut.

Dans la vive lutte politique menée aux Diètes de Silésie des trois premières législatures, les adversaires de l'autonomie, et en particulier de l'autonomie dans la forme créée par le statut organique, essayaient de concevoir autrement la genèse de l'autonomie. On l'a vu particulièrement net pendant la discussion à la Diète sur le projet de la loi portant sur l'organisation intérieure de la Voïvodie de Silésie, le 20.XII. 1932. Les antiautonomistes y soulignaient, entre autres, comme de premier plan, les éléments tels que: la situation militaire critique sur le front polono-russe et la genèse des partages des institutions de l'autonomie /l'autonomie constitue l'expression de l'opposition entre l'Etat et le peuple conquis, subordonné à l'Etat étranger/<sup>15</sup>. Ces discussions sur la genèse du

statut constituaient le fond pour les questions plus importantes: le maintien à l'état inchangé ou la modification du statut organique.

## II. INSTITUTIONS ET ORGANES

### A. La Diète de Silésie

La Diète de Silésie devait être élue au suffrage à cinq adjectifs et avec un député par 25.000 habitants/art.13/<sup>16</sup>. La Diète comprenait donc 48 députés. La législature de la Diète de Silésie /le 24.IX.1922/ fut basée sur la loi électorale démocratique du 28.XI.1918 complétée par l'ordonnance du Conseil des Ministres du 29.VII. 1922 portant sur la loi électorale à la Diète de Silésie. Les élections suivantes /11.V.1930, 23.XI.1930/ furent aussi basées sur la loi électorale de 1918, adaptée aux conditions silésiennes par la loi de la Diète de la République de Pologne du 22.III.1929. Les élections à la IV<sup>e</sup> Diète de Silésie du 8.IX.1935 se basèrent sur la loi de la Diète de la R.P. du 8.VII. 1935 portant sur les élections à la Diète. L'art. 95 de cette loi réglait aussi le droit électoral à la Diète de Silésie, en renvoyant aux dispositions de la même loi. On se donc servait toujours des prescriptions rédigées par les organes de Varsovie, car la loi sur l'organisation intérieure de la voïvodie de Silésie, dont la loi électorale à la Diète de Silésie devait faire partie, ne fut pas votée par la Diète de Silésie.

Le Chef de l'Etat avait le droit de convoquer, d'ajourner et de clôre la Diète de Silésie/art.21/<sup>17</sup>. La même disposition définissait certaines obligations du Chef de l'Etat /la convocation en première session le troisième mardi qui suit le jour des élections; la convocation en session ordinaire chaque année au mois de septembre; la convocation de la Diète en session extraordinaire à la demande du Conseil de voïvodie dans le délai

de deux semaines/ et l'interdiction de l'ajournement ou de la clôture de la session de septembre avant le vote du budget. L'article 22 prévoyait le droit du Chef de l'Etat à la dissolution de la Diète. Dans ce cas-là, il fut obligé de fixer les nouvelles élections dans le délai de 75 jours qui suivent la dissolution<sup>18</sup>. Cette rédaction signifie que "la dissolution ne pouvait pas porter atteinte à l'institution de l'autonomie elle-même, mais dans sa composition personnelle donnée"<sup>19</sup>. Ces dispositions garantissaient la stabilité des institutions autonomiques fondamentales. Avec les autres garanties telles que: l'interdiction de l'examen par les tribunaux de la légalité des lois silésiennes, le droit à l'interpellation /art. 14/, l'immunité /art.17/, les allocations de député et le droit de circulation sur les chemins de fer de la Voïvodie de Silésie /art.18/, certains auteurs les traitent en tant que droits politiques de la Diète de Silésie<sup>20</sup>.

Contre ces deux dernières garanties s'est élevé le parti progouvernemental, représenté à la III<sup>e</sup> Diète de Silésie par l'Union Nationale Chrétienne du Travail /NChZP/. Ces demandes de NChZP entraînent, parmi les autres, dans le programme de la reconstruction de l'organisation de la Voïvodie de Silésie et étaient fortement accentuées dans les années 1932-1934, c.-à-d. à l'époque de la discussion augmentée sur le projet de la loi portant sur l'organisation intérieure de la voïvodie de Silésie. Vu l'attitude décidée des clubs d'opposition /Club de la Démocratie Chrétienne et du Parti National Ouvrier; Club Allemand; Club Socialiste/ dans la III<sup>e</sup> Session de la Diète de Silésie /1930-1935/ les demandes pour la renonciation aux immunités et pour l'abaissement des allocations n'ont pas obtenu la majorité. Il est intéressant de noter que dans la IV<sup>e</sup> Diète de Silésie /1935-1939/ dans laquelle il n'y avait pas d'opposition, car la Diète se composait exclusivement des groupements progouvernementaux, ces demandes n'étaient plus déposées ni discutées. C'est pourquoi, il faut les traiter dans la III<sup>e</sup> Diète de Silésie en tant qu'un des éléments utilisés par NChZP dans sa lutte contre l'opposition. La disposition de l'art. 19 du statut statuant que "nul ne peut être poursuivi

pour le compte rendu véridique d'une séance publique de la Diète "reste dans un certain rapport aux immunités des députés"<sup>21</sup>.

La Diète de Silésie avait aussi les droits intérieurs essentiels: elle vérifiait la validité des élections non-reclamées et désignait le tribunal statuant sur la validité des élections réclamées /art.16/; Elle choisissait le maréchal et les vice-maréchaux et votait le règlement de la Diète /art.20/.

La Diète de Silésie était compétente pour voter la loi portant sur l'organisation intérieure de la Voïvodie de Silésie /art.14/. D'après l'art. 23, al.1 du statut, l'initiative des lois appartenait au Voïvode sur autorisation du Gouvernement de la République, au Conseil de Voïvodie, et aux députés de la Diète, conformément au Règlement de la Diète. Pourtant, d'après la loi du 20.X.1922 sur la publication du Journal des Lois Silésiennes<sup>22</sup>: "Les lois votées par la Diète de Silésie sont signées par le Maréchal de la Diète de Silésie et transmises au voïvode pour la publication" /art.2/. Il en résulte que le processus de la législature silésienne était théoriquement tout à fait indépendant, les lois du parlement silésien n'exigeant aucune approbation des autorités centrales de l'Etat<sup>23</sup>. Il y avait deux exceptions de cette règle. Une d'elles, c'était la loi sur l'organisation intérieure de la Voïvodie de Silésie, l'autre, la loi sur la compétence de la Diète de Silésie en matière financière, ayant du être votée conformément à l'art. 5 du statut. La loi portant sur l'organisation intérieure exigeait la signature du Chef de l'Etat et la publication dans le Journal des Lois de la République de Pologne et dans le Journal des Lois de Silésie /art.15 du statut/. Cet article statuait aussi que "le Chef de l'Etat peut refuser de la signer, si cette loi contrevient aux dispositions du présent Statut"<sup>24</sup>.

La loi sur l'organisation intérieure devait déterminer plusieurs questions importantes telles que: la composition de

la Diète de la Voïvodie de Silésie, la procédure électorale à la Diète de Silésie, les conditions de vote et de promulgation des lois silésiennes, éventuellement l'institution d'un référendum populaire, le droit de contrôle à exercer par la Diète sur les actes du Conseil de Voïvodie, en particulier le droit de la Diète d'adresser des interpellations au voïvode et au Conseil de Voïvodie, le droit de la Diète d'instituer des enquêtes ou de déléguer des commissions spéciales, la durée du mandat des membres électifs du Conseil de Voïvodie, les attributions et le mécanisme de la Cour de Comptes silésienne et autres questions importantes touchant le régime de la Diète de Silésie, du Conseil de Voïvodie et de ses départements administratifs, de l'Office silésien de voïévodie et les autres organisations silésiennes. Dans cette énumération, comprise dans l'article 14, on voit que l'ensemble de questions qui devaient être déterminées par la loi sur l'organisation intérieure de la Voïvodie de Silésie est tellement large et que ce sont les problèmes tellement fondamentaux que cette loi est à juste titre définie par plusieurs auteurs au tant que "constitution de la Voïévodie de Silésie". Cette loi, malgré plusieurs essais de sa publication, n'a pas été votée<sup>25</sup>. La plupart des projets de l'art. 14 n'ont pas été réalisés en forme des lois séparées. En pratique la loi du 20.X.1922 concernait l'étendue de l'art. 14 sur la publication du Journal des Lois de Silésie et plusieurs lois sur la désignation du tribunal compétent pour juger la validité des élections contestées aux diètes consécutives. La loi du 20.X.1922 fut promulguée en forme normale et non en forme spécifique contestées, ce fut la loi du 7.V.1931 qui remplissait les conditions formelles de cette forme<sup>26</sup>.

Le fragment déjà cité de l'art. 5 du statut organique fut une autre forme de la limitation du pouvoir législatif de la Diète de Silésie. Il constatait: "La compétence de la Diète de Silésie en matière financière, et particulièrement le rap-

port du système fiscal silésien au système fiscal de l'Etat, ainsi que les relations réciproques des administrations financières de la Silésie et de l'Etat, seront déterminées dans les lois de teneur identiques, une loi d'Etat et une loi silésienne, dont le projet sera élaboré par le Conseil des Ministres en accord avec le Conseil de Voïvodie". Le problème de l'initiative législative y est résolu de façon tout à fait différente que dans l'art. 23, al.1. Elle devait appartenir exclusivement au Conseil des Ministres, donc à un organe de hors de Silésie. Les organes autonomiques silésiens n'ayant aucun moyen juridique pour extorquer l'initiative législative de l'Etat et le Conseil des Ministres n'ayant déposé le projet de cette loi ni dans la Diète de Varsovie, ni dans la Diète de Silésie - faute des causes inconnues jusqu'à présent - pendant la période de l'existence de la Voïvodie de Silésie autonome, il manquait cet acte légal fondamental pour les affaires financières. Ce fait augmentait l'état de l'incertitude légale, évoquait de diverses interprétations, et excitait les différends entre les autorités de Varsovie et de Silésie.

La mise à profit des compétences législatives de la Diète de Silésie dépendait des possibilités financières de la Voïvodie<sup>27</sup>. Il faut donc consacrer quelques mots au système financier de ce territoire, et aux compétences de la Diète de Silésie dans ce domaine. La Voïvodie de Silésie possédait le Trésor Silésien: "Les recettes provenant des impôts et taxes perçus en Silésie seront versées au Trésor Silésien, qui dirige également l'administration fiscale. Sur ces recettes, le Trésor Silésien fournit pour les besoins généraux de l'Etat une part correspondant au nombre des habitants et aux facultés contributives de la Silésie, part calculée de la manière indiquée à l'annexe" /art.5, al.4.5.6/. Cette résolution accomplissait deux objectifs: permettait à la Voïvodie de garantir l'indépendance des actions économiques, et d'autre part, garantissait la liaison financière avec le reste de l'Etat. La somme

plusieurs questions importantes telles que la composition de

versée au profit du Trésor de l'Etat fut appelée couramment la tangente<sup>28</sup>. La théorie de règlement des comptes fut simple. En pratique les règlements financiers entre Varsovie et Katowice ne furent pas sans collisions. Les deux parties eurent les prétentions. Les députés silésiens considérèrent le montant de la somme trop élevé. Ils formulaient aussi les plaintes formelle, à savoir que le Conseil des Ministres ne se base pas, en établissant la tangente, sur la motion du Conseil de Voïvodie, et qu'il ne publie pas sa décision. La question de la tangente n'a pas été résolue jusqu'à la fin de l'existence de l'autonomie, bien qu'elle ait perdu sa rigueur dans la IV<sup>e</sup> Diète de Silésie coopérant avec le gouvernement de Varsovie<sup>29</sup>. Dans les Diètes précédentes, les deux parties du litige essayaient d'interpréter ces difficultés par le manque de la loi prévue à l'art. 5 du statut.

Au pouvoir financier et fiscal de la Diète de Silésie appartenait, entre autres, l'établissement du budget silésien annuel et l'approbation des comptes généraux d'exercice /art.4, pont 16 du statut/.

Je sépare des autres ces deux compétences - la loi sur l'organisation intérieure et sur le budget - car je les crois les plus importantes. La première compétence signifie l'existence des prescriptions légales particulières pour la Voïvodie, l'autre permet la réalisation des autres droits de la Diète de Silésie, à savoir, le vote des lois dont l'exécution entraîne le dépensement des moyens financiers.

Les autres pouvoirs législatifs peuvent être divisés en deux groupes: les compétences actives et les compétences passives. Les premières signifient le droit d'entreprendre l'activité législative indépendante dans les domaines accordés par le statut. Les secondes, c'est l'acceptation de: 1. toute limitation quantitative de la production des entreprises silésiennes

dans la situation définie à l'art.8, al.1; 2. établissement d'impôts sur la productions ou le monopole, dans les cas définis à l'art. 8, al.2 du statut; 3. toutes modifications aux lois touchant les mines, l'industrie et le commerce, en vigueur dans la Voïvodie de Silésie le jour de prise de possession de la Haute Silésie par la Pologne /art.8a du statut/. Alors, les décisions dans ces questions furent prises par les organes de Varsovie. La Diète de Silésie les seulement acceptait. Le premier groupe a été largement défini aux 17 points de l'art.4, a aux articles 5,6 et 7. Au contraire, les compétences passives ne comprennent que les situations définies dans deux articles. Contrairement aux formules du projet /du professeur Buzek et du Commissariat Polonais du Plébiscite/, le statut ne comprenait pas de clauses négatives indiquant les matières n'étant pas en gestion de la législature silésienne. Le législateur y a appliqué la méthode de l'énumération des pouvoirs législatifs de la Diète de Silésie. En comparant le catalogue des compétences du parlement silésien avec les objectifs de l'activité de l'Etat, reproduits à la base de la structure des pouvoirs exécutifs centraux, il faut constater que la Diète de Silésie ne fut pas compétente dans les questions suivantes: 1. des affaires étrangères, 2. militaires, 3. de nationalité polonaise, 4. monétaires et douanières, 5. des mesures et des poids, 6. poste, téléphone et télégraphe, 7. navigation maritime et aérienne, 8. la protection des droits d'auteurs et du droit d'invention. La liste complète des questions ou la Diète de Silésie n'était pas compétente, d'après moi, ne peut pas être établie, la matière et le nombre des questions pouvant être réglés en voie de la législature n'étant pas à calculer, toujours variants, dépendant des conditions de la vie sociale. Ce fait fut bien apprécié par le Commissariat Polonais du Plébiscite car les auteurs du projet du statut, après avoir présenté les questions dans lesquelles la Diète de Silésie n'était pas compétente, ont écrit la phrase suivante: "Il est exclu de la législation silésienne: /-/ Tout ce qui n'est pas réservé dans les articles sui-



vants pour la Silésie dans le présent statut organique" /art. 5 point 9 du projet du Commissariat Polonais du Plébiscite/.

Pourtant, dans la littérature on rencontre des simplifications d'après lesquelles la Diète de Silésie fut toujours compétente, excepté les affaires étrangères, militaires et éventuellement certaines questions fiscales<sup>30</sup>. Une des dispositions ajouta encore une nouvelle compétence dans toutes les questions ci-mentionnées: "Le pouvoir législatif silésien sera pourtant toujours en droit d'édicter des prescriptions civiles et pénales dans les matières réservées à ce pouvoir" /art.6, al.2/. En outre, il y eut une règle générale positive, complétant la liste des compétences particulières de la Diète de Silésie, le pouvoir législatif silésien est compétent, si la Voïvodie de Silésie est expressément soustraite aux effets de la loi d'Etat régissant la matière en cause" /art.6,al.1/.

Toutes les lois silésiennes devaient remplir les conditions strictement définies. Elle ne pouvaient porter atteinte aux statut organique, aux droits civiques garantis par la Constitution de la République de Pologne<sup>31</sup>, aux dispositions des autres lois de l'Etat obligatoires en des matières non réservées à la législation silésienne /art. 23,al.3/.

Dans l'application des compétences légales de la Diète de Silésie on peut observer deux tendances opposées. D'une part, c'est la lutte décidée des partisans de l'autonomie pour le maintien des pouvoirs législatifs complets accordés par le statut. La mesure de la force de la défense de ces compétences peut être la discussion menée au début de 1933 sur l'infraction au statut à cause de l'introduction en Silésie de la loi antialcoolique<sup>32</sup>. D'autre part, on pourrait donner plusieurs exemples dans lesquels les pouvoirs législatifs non réclamés de la Diète de Silésie n'ont pas été mis à profit ou mis à profit dans l'étendue inférieure à celle permise par le statut. Certains auteurs définissent ce phénomène en tant qu'auto-

limitation. Il semble donc, que très souvent, les réalités de la lutte politique à la Diète de Silésie décidaient de l'interprétation des règles de compétence et de l'étendue de la mise à profit des possibilités statutaires. Les documents des Archives d'Etat de Voivodie à Katowice donnent l'image scrupuleuse de l'activité de la Diète dans les années 1922-1937, dans les groupes particuliers de pouvoirs<sup>33</sup>. Pourtant, l'analyse plus profonde de ces documents dépasse les cadres de cet article.

#### B. Le Conseil de Voivodie et le voivode

Ce furent les organes supérieurs de l'administration de la Voivodie de Silésie /art.24 du statut/. Le Conseil de Voivodie se composa du voivode de Silésie, de son suppléant et de cinq membres élus au suffrage proportionnel par la Diète de Silésie. Le voivode et son suppléant furent nommés par le Chef de l'Etat sur la proposition du Conseil des Ministres /art. 25 du statut organique/. Cette origine différente des organes exécutifs de la Voivodie de Silésie faisait que le Conseil de Voivodie passait, en négligeant le voivode et son suppléant unissaient en eux les traits de l'employé autonome et d'état. Cette situation a provoqué les doutes non seulement théoriques sur le caractère légal de la Voivodie de Silésie, mais aussi pratiques liées avec le problème de la responsabilité du Conseil de Voivodie et du voivode devant la Diète.

Le statut détermina de façon assez générale les pouvoirs des organes administratifs silésiens. Selon les prescriptions du statut le voivode réunissait les attributions du président supérieur de la Régence, et a certains égards, du président du Pays, sauf dispositions contraires prévues par les lois de l'Etat ou les lois silésiennes /art.26/, et le Conseil de Voivodie jouissait des droits à lui conférés par le statut et par

les lois ultérieures silésiennes ou de l'Etat ainsi que des droits conférés respectivement par les lois prusiennes au Conseil provincial et à la Section provinciale et par le Statut de pays ou par d'autres lois autrichiennes à la Section de pays /art.27/. Le Conseil de Voivodie devait aussi remplacer l'organe prévu jusqu'ici par la législation pour sanctionner les ordonnances édictées par le président supérieur ou par le président de Régence /art.28/. Il devait aussi avoir provisoirement certains pouvoirs législatifs /art.30/.

Le Conseil de Voivodie fut convoqué par le voivode. Il fut tenu de le convoquer à la demande de trois membres du Conseil. Le Conseil décida à la majorité des voix, en présence de trois membres au moins, sans compter le voivode ou son suppléant /art.31/. Ces décisions, constituant la garantie de l'indépendance de l'agent autonome, enrichissaient les pouvoirs politiques des organes autonomes silésiens. Le voivode pouvait suspendre les décisions du Conseil contraires aux lois ou excédant la compétence du Conseil. Le voivode soumettait alors le cas à la décision de la Cour Suprême de Varsovie /art.32 du statut/<sup>34</sup>. Et cette dernière décision constituait la garantie de l'indépendance du Conseil de Voivodie de l'autocratie éventuelle du voivode. Le voivode avait le droit de prendre la parole à la Diète et de déléguer son représentant avec les mêmes droits/art.23/ et de participer aux réunions du Conseil de Voivodie et de les présider /art.25 du statut/.

On voit que le statut comprenait beaucoup de confusions concernant les relations reciproques entre le voivode et son suppléant et le Conseil de Voivodie, ainsi que le rapport de ces organes face à la Diète. Il négligeait la séparation particulière des compétences et de la structure intérieure de ce Conseil ainsi que des organes auxiliaires du voivode. Toutes ces questions auraient dû être réglées par la loi sur l'organisation intérieure de la voivodie de Silésie. Comme nous l'avons déjà dit, cette loi n'a jamais été édictée. Le projet de

la loi sur la compétence du Conseil de Voïvodie ne fut non plus jamais publiée<sup>35</sup>. En effet, les seules lois de la Diète de Silésie concernant le Conseil de Voïvodie furent: la loi du 20.X.1922 sur les élections du Conseil Silésien de Voïvodie<sup>36</sup> la loi du 23.XI.1922 sur l'exercice du Conseil de Voïvodie<sup>37</sup> et la loi du 26.I.1923 sur les allocations des membres du Conseil de Voïvodie<sup>38</sup>.

La pratique fournissait très souvent les problèmes n'ayant pas été prévus par la loi. En 1924, le maire de Tarnowskie Góry - Michatz -, en même temps le membre du Conseil de Voïvodie a perdu la confiance de la Diète. Il y avait alors des doutes s'il pouvait être suspendu et par qui. Le voïvode Koncki, interpellé dans cette question, a déclaré: "faute des prescriptions légales précises en la matière il ne peut être suspendu dans ses fonctions que par celui qui l'a élu, c-à-d. par la Diète de Silésie<sup>39</sup>. Parmi la majorité d'opposition de la III<sup>e</sup> Diète de Silésie devaient être vives les idées sur le mécanisme classique des gouvernements parlementaires, la Diète de Silésie ayant voté la méfiance au voïvode en demandant sa démission. D'après l'opinion de l'un des créateurs du statut - P.Kempka - les auteurs du statut pensaient au Conseil de Voïvodie en tant que l'équivalent du gouvernement silésien, divisé en départements particuliers<sup>40</sup>.

Il faut constater en fait que le statut organique créé au climat de l'approbation pour les gouvernements parlementaires - il existait déjà la petite constitution du 20.II.1919, acceptant un tel modèle<sup>40A</sup> - n'a pas introduit sur le territoire de la Voïvodie de Silésie le principe de la responsabilité parlementaire des membres éligibles du Conseil. D'autre part, le Conseil de Voïvodie jouait le rôle du gouvernement classique: il avait le droit d'initier des lois, votait le projet du budget de voïvodie, exécutait les lois de la Diète de Silésie, répondait aux interpellations de la Diète.

La loi du 20.X.1922 sur les élections des membres du Conseil de Voïvodie établit la législature du Conseil pour la durée d'un an. Pourtant elle ne précisa pas la question des élections prématurées si le nombre des membres éligibles du Conseil avait été inférieur à trois, c-à-d. au-dessous du minimum ou le Conseil pouvait prendre des décisions /art.31 du statut/. Le système intérieur de l'activité du Conseil de Voïvodie fut réglé par son règlement des débats.

En pratique, les lois silésiennes furent exécutées par l'arrêté du voïvode et du Conseil de Voïvodie.

L'initiative des lois fut exécutée de telle façon que le projet fut élaboré par la section compétente de l'Office de Voïvodie<sup>41</sup>, puis présenté à la décision du Conseil de Voïvodie. Après le vote, le voïvode le transmettait au maréchal de la Diète de Silésie. Conformément à l'art. 23, al.1 du statut organique l'initiative des lois appartenait aussi au voïvode sur autorisation du Gouvernement de la République. Dans la justification de l'art. 16, al.3 du projet de "la constitution silésienne" de 1932, on a écrit que "le contrôle des pleins-pouvoirs accordés au voïvode de Silésie par le Gouvernement aurait l'aspect de l'examen du rapport du voïvode de Silésie au Gouvernement, et c'est pourquoi il échappe à la compétence de la Diète"<sup>42</sup>. En pratique, ni le maréchal, ni les clubs de députés ne mettaient en question la vérité de la possession par le voïvode de l'autorisation du gouvernement bien que théoriquement, une telle situation pouvait signifier l'abus de droit d'initiative des lois par le représentant de l'administration gouvernementale à la Voïvodie de Silésie<sup>43</sup>.

Le bilan général de la force et de l'importance du Conseil de Voïvodie n'était pas uniforme. Pendant les deux premières Diètes, les représentants des partis d'opposition contre le gouvernement de Mai, pouvaient s'opposer efficacement aux déci-

sions du voivode<sup>44</sup>. Dans les Conseils de Voivodie fonctionnant à l'époque de la III<sup>e</sup> Diète de Silésie, les représentants de NChZP progouvernemental avec le voivode et son suppléant constituaient déjà la majorité<sup>45</sup>. Ainsi, les effets de l'action défavorable des adversaires ne pouvaient être déjoués par l'opposition que pendant les débats de la Diète. A la IV<sup>e</sup> Diète il n'y avait pas de représentants de l'opposition. Aussi dans le Conseil, les conflits: le voivode - le Conseil de Voivodie, n'existaient pas en pratique. Les rapports entre les membres élus du Conseil de Voivodie et leurs électeurs, c.-à-d. la Diète de Silésie, exigent encore une profonde analyse à la base des archives. Cette remarque concerne aussi le rapport du Voivode à la Diète de Silésie. Toutefois, les recherches effectuées jusqu'à présent montrent la violation par le voivode après Mai - Grazynski, des décisions légales du parlement silésien.

N O T E S

1. F. Hawranek, Polityka Centrum w kwestii górnoślaskiej /La politique du Centre dans la question de la Haute Silésie/. Opole 1973, p.23-26. 95; J. Przewlocki, Czechosłowacja wobec problemu Górnego Śląska w latach 1919-1921 /La Tchécoslovaquie en face des problèmes de la Haute Silésie dans les années 1919-1921/. "Zaranie Śląskie" 1968, cahier 1, p.11 et suivantes; P. Dobrowolski, Ugrupowania i kierunki separatystyczne na Górnym Śląsku i w Ciesznynskim w latach 1918-1939 /Les groupements et les courants séparateurs en Haute Silésie et en Silésie de Cieszyn dans les années 1918-1939/. Warszawa-Kraków 1972, p.103-106.
2. Sur ce sujet cf.: H. Zielinski, La question de "l'Etat indépendant de Haute Silésie" après la première guerre mondiale /1919-1921/. "Acta Poloniae Historica", v.IV, Warszawa-Wrocław-Kraków 1961, p.34 - 57; E. Klein, Niemieckie plany separatystyczne na Śląsku w listopadzie i grudniu 1918 /Les plans séparateurs allemands en Silésie, aux mois de novembre et de décembre de 1918/. "Acta Universitatis Wratislaviensis" N° 138. Le Droit XXXIV. Wrocław 1971.p.3-47.
3. Les documents d'archives concernant la version allemande de l'autonomie de la Silésie, voir AAN /Archives de Actes Neufs/, PRM /Présidium du Conseil des Ministres/ 3295/23, cartes 49,72-74.
4. Preussisches Gesetz, betr. die Errichtung einer Provinz Oberschlesien, vom 14. Oktober 1919 /GS.1969/.
5. Reichsgesetz, betr. Oberschlesien vom 27. November 1920 /R.G.B. 1987/. Le référendum réalisé en vertu de sa disposi-

- tion, inscrite à la constitution de Weimar en tant qu'article 167, al. 2, et concernant l'autonomie dans la partie allemande de la Haute Silésie /3.IX.1922/ n'a pas apporté aux autonomistes de résultats favorables. Pour l'autonomie ne vota que 8,8 % du nombre des voix valables. Cf.: E.Długajczyk, Górný Slask po powstaniach i plebiscycie 1921-1922 /La Haute Silésie après les insurrections et le plébiscite 1921-1922/. Le texte dactylographié de la thèse de doctorat. Katowice 1973, p.228; F.Hawranek, op.cit., p.93-94.
6. Les influences polonaises et allemandes avant le plébiscite cf. entre autres: Akcja plebiscytowa na rzeecz Górnego Slaska w Nadrenii i Westfalii /L'action plébiscitaire au profit de la Haute Silésie en Rhénanie et en Westphalie/. "Zaranie Slaskie" 1965, cahier 2, p. 474 -493; Wl.Zielinski, Polska i niemiecka propaganda plebiscytowa na Górnym Slasku /La propagande plébiscitaire polonaise et allemande en Haute Silésie/. Wrocław - Warszawa -Kraków-Gdansk 1972. Dans le dernier ouvrage spécialement p.77,191,199, 203-204 et 220-221.
7. Dz.U.R.P. /Journal des Lois de République de Pologne/N<sup>o</sup>73, pos 497. Cette loi était, jusqu'à présent, l'objet de plusieurs critiques polonaises et de deux critiques des auteurs étrangers, inaperçues en général par les savants polonais /F.C.Seifarth, Die Autonomie der Wojewodschaft Schlesien und ihre Garantie nach der polnischen Verfassung. Glogau 1930. p.68; A.Tranchand, Le statut administratif de la Silésie Polonaise. Paris 1938,p.134/. Ces critiques ne confrontent pas du tout les dispositions du statut organique avec la pratique ou le font de façon minimale.
8. T.Jedruszczak, Polityka Polski w sprawie Górnego Slaska 1918-1922/ La politique de la Pologne dans la question de la Haute Silésie/. Warszawa 1958,p.209.



9. H.Rechowicz, Sejm Slaski 1922-1939 /La Diète de Silésie 1922-1939/. II<sup>e</sup> édition changée et complétée. Katowice 1971. p.54.
10. Voir a: Materialy do ustawy konstytucyjnej z dnia 15.VII.1920. Zal. do druku Sejmu Slaskiego n<sup>o</sup>228/III /Les documents pour la loi constitutionnelle du 15.VII.1920. Annexe à l'imprimé de la Diète de Silésie N<sup>o</sup>228/III/. Mikolów 1932, p. 78-79.
11. Idem. p. 78-79.
12. Voir le rapport sténographique /puis: SS/ de la 25<sup>e</sup> réunion, p.2 de la III<sup>e</sup> Diète de Silésie, le 20.XII.1932.
13. K.Wolny, Kilka Słów o autonomii slaskiej /Quelques mots sur l'autonomie silésienne/. "Polonia" N<sup>o</sup> 2764, 19.VI.1932. p.8-9; K.Wolny, Materialy..., introduction; K.Wolny, Geneza statutu autonomicznego województwa slaskiego /La gènèse du statut de la voivodie autonome de Silésie/. "Glos Prawników Slaskich" 1937, N<sup>o</sup>1, p.9-20. Aussi, P.Kempka dans: Jak Górny Slask otrzymał autonomię /Comment la Haute Silésie a-t-elle reçu l'autonomie/. /"Polska Zachodnia" N<sup>o</sup> 351, 18.XII.1932/ ne montre pas ces trois causes en écrivant: "Il est indiscutable que la vive agitation du Centre allemand pour "l'Etat silésien libre" influença l'étendue des libertés du statut organique".
14. J. Popkiewicz et F. Tyszká, Przemysl ciezki Górnego Slaska w gospodarce Polski miedzywojennej /L'industrie lourde de la Haute Silésie dans l'économie de la Pologne d'entre les deux-guerres/. Opole, 1959, p.117 et suivantes; F.Ryszka, Autonomia Slaska /L'autonomie de Silésie/. Dans: Historia panstwa i prawa Polski 1918-1939/L'histoire de l'Etat et du droit de la Pologne 1918-1939/. Partie I<sup>ère</sup>. Warszawa

- 1962, p. 129.
15. SS pos. 25 de la 2<sup>ème</sup> partie de la III<sup>e</sup> Diète de Silésie, le 20. XII. 1932. §. 16.
  16. Les articles sans détermination plus précise concernent ceux de la loi constitutionnelle du 15.VII. 1920, c-à.-d. du statut organique.
  17. La documentation d'archives pour ces questions, voir: AAN, PRM, les dossiers du groupe 3-5.
  18. Cette disposition ne fut pas appliquée à la dissolution de la I<sup>ère</sup> Diète de Silésie ayant lieu le 12.II. 1929. Le Président Moscicki a ordonné les nouvelles élections le 27. II. 1930. La comparaison de l'art. 22 du statut organique avec l'art. 26 de la constitution de Mars montre les droits plus grands du président par rapport à la Diète de Silésie, évidemment seulement à la nouvelle d'août, en comparaison à ces droits pour la Diète de R.P. La même conclusion résulte de la comparaison de l'art. 15 du statut avec l'art. 44 de la loi constitutionnelle du 17. III. 1921. Voir la note 24.
  19. J. Kokot, op. cit., p.90
  20. J. Kokot, op.cit., p.89-91; H. Rechowicz, op.cit., p.65-66.
  21. Cet article avec la teneur pareille a une des dispositions /art.5/ de la loi sur les immunités des membres de la Diète Constituante, votée par la Diète Constituante le 8.IV. 1919 /Dz.P.P.P.-Journal des Lois de l'Etat Polonais -N°31, pos. 263/. La relation détachée des dispositions de ce type avec l'institution des immunités des députés est bien remarquée par A. Ajnenkiel /Spór o model parlamentaryzmu pols-

kiego do roku 1926 - La querrelle pour le modèle du régime parlementaire polonais jusqu'à 1926. Warszawa 1972, p.213/.

22. Dz.U.Sl.N<sup>o</sup> 29, pos. 109.
23. J'écris "indépendant en théorie", car en pratique il y avait des ingérences illégales des autorités centrales dans le processus de la législature silésienne, p.ex. en forme des lettres au voivode pour qu'il fasse retirer le projet de la loi se trouvant déjà dans la Diète, des postulats du changement des projets, des instructions sur l'étendue des compétences etc.
24. Le Chef de l'Etat, et plus tard le Président de la République avait donc dans ce domaine les compétences des lois plus larges que le même organe dans le domaine de la législature nationale, conformément à l'art. 44 de la Constitution de Mars. Cf. la note N<sup>o</sup> 18.
25. J'ai consacré un autre article au problème des ouvrages concernant cette loi/"Z dziejów międzywojennych prac nad ustawą o wewnętrznym ustroju wojwództwa Śląskiego" - De l'histoire des ouvrages d'entre les deux guerres concernant la loi portant sur l'organisation intérieure de la Voïvodie de Silésie/. L'article a été déposé à la rédaction de "Przegląd Prawa i Administracji" à Wrocław.
26. D.U.R.P. N<sup>o</sup>65, pos. 537 et Dz.U.Sl. N<sup>o</sup>17, pos. 34. Il faut y remarquer la difficulté de l'application des dispositions de l'art. 15 du statut parlant de la signature par le Chef de l'Etat lui-même ce qui résulte de l'art. 44 de la constitution de mars, qui exigeait la contresignature. En fait, la loi ci-mentionnée fut contresignée par le Premier Ministre A. Prystor et le Ministre de la Justice Cz.Micha-

lowski, bien qu'il ait manqué des fondements dans l'art. 15 lui-même du statut. Cf. dans cette question: J.Kokot, op.cit., p. 28.

27. Ce fait fut fortement accentué pendant les débats de la Commission du Trésor du congrès des hommes politiques et sociaux de la Voïvodie de Silésie convoqué dans la question de l'autonomie silésienne. Cf. le dossier de la Commission à WAP Katowice /Archives d'Etat à Katowice/, le proces-verbal stén. de la réunion de la Commission du 21. VI. 1931, p.1.

28. La tangente fut calculée d'après la formule fixée dans l'addition à l'art. 5. Elle fut égale à :

$$\frac{c}{2} - \frac{d}{2} \times \frac{a}{b}$$

- ou: a= la population civile de la Voïvodie de Silésie;  
b= la population civile de la République de Pologne, en y comprenant la Voïvodie de Silésie;  
c= les recettes générales du Trésor polonais provenant des contributions et taxes perçues en Silésie, mais sans les recettes des impôts additionnels /art.5, al.3/;  
d= les recettes générales du Trésor de la République et du Trésor silésien provenant des contributions et taxes de toute nature /sans les impôts additionnels/.

Un des auteurs du statut organique, P.Kempka, impute la paternité de cette formule mathématique à l'homme politique du parti démocratique national - Roman Rybarski - en 1920 le vice-ministre du Trésor. Elle fut basée sur les publications antérieures de Rybarski /p.ex. - Prawno - skarbowe podstawy ustroju państw związkowych, unii i autonomii państwowych. Warszawa 1916/. WAP Katowice, Commission du Trésor proces-verbal stén. de la réunion du 5.VII. 1937, p. 6 et

du 13.VII. 1937, p. 2, 4-6.

29. Il est intéressant que même les adversaires de l'autonomie ne postulaient pas la limitation des droits financiers et du caractère distinctif du Trésor de la Voïvodie de Silésie. Ils partageaient aussi la thèse sur l'endettement important du gouvernement central par rapport à la Silésie. Cet endettement s'élevait en 1932 à 304, 08 millions de zlotys. Cf. WAP à Katowice, Commission du Trésor - procès-verbal stén. de la réunion du 21.VI. 1937, p.4; voir aussi l'imprimé de la Diète de Silésie N°55 /III et N° 156/III.
30. Mala Encyklopedia Prawa /La Petite Encyclopédie du Droit/. Warszawa 1960, p. 30, Historia państwa i prawa Polski 1918-1939 /L'histoire de l'Etat et du droit de la Pologne 1918-1939/, Partie I<sup>ère</sup>, Warszawa 1962, p. 131; Wielka Encyklopedia Powszechna PWN /La Grande Encyclopédie Universelle PWN/. V.10. Warszawa 1967, p. 810. Aussi, les spécialistes connus essayent-ils d'énumérer à fond les questions pour la réglementation desquelles la Diète de Silésie ne fut pas compétente, ce qui est condamné à l'échec. C'est pourquoi l'étendue des questions énumérées n'est pas identique. A. Ajnenkiel, Od rządów ludowych do przewrotu majowego /Du régime populaire à la révolution de Mai/, Warszawa 1968, p. 151; A.Ajnenkiel, B.Lesniodorski, Wl. Rostocki, Historia ustroju Polski 1764-1939 /Histoire du régime de la Pologne 1764-1939/, Warszawa 1969, p. 172-173; A.Ajnenkiel, Administracja w Polsce. Zarys historyczny /L'administration en Pologne. Précis historique/ Warszawa 1975, p. 59; K.Nowak, op. cit., p.115-116; H.Rechowicz, op.cit., p. 65
31. Dans la littérature on montrait plusieurs fois la mauvaise expression de cette disposition. L'accent mis sur "les

- droits civiques" fait supposer que les autres dispositions de la constitution pouvaient être violées par les lois silésiennes, ce qui constituerait un malentendu évident.
32. Voir SS de la 28<sup>e</sup> réunion de la II<sup>e</sup> Diète de Silésie du 16. II. 1933 et les commentaires tendancieux de "Polsku Zachodnia"/N<sup>o</sup> 48, 17. II. 1933, p. 3; N<sup>o</sup> 50, 19. II. 1933. p. 3./ WAP à Katowice. La Diète de Silésie 957.
33. WAP a Katowice, Office de Voivodie Silésienne, Prezydium /puis: UWSI-Prez./ 1319, dossier sans titre et sans date, 24 pages. Outre l'examen de la teneur du Journal des Lois de Silésie ce sont les ouvrages de Wl. Dabrowski qui donne l'image de l'acquis législatif de la Diète de Silésie /Poradnik prawniczy dla prac ustawodawczych Sejmu Slaskiego i jego Komisji - Le guide juridique pour les travaux législatifs de la Diète de Silésie et de ses commissions. Katowice 1937; Poradnik prawniczy wyjasniajacy stan prawny na obszarze Województwa Slaskiego - Le guide juridique expliquant l'état légal sur le territoire de la Voivodie de Silésie. Katowice 1939/, ainsi que le travail de K. Wolny Ustawy Sejmu Slaskiego 1922-1932/ Les lois de la Diète de Silésie 1922-1932/. Katowice 1932.
34. Pendant la discussion sur le projet de la loi portant sur l'organisation intérieure de la Voivodie de Silésie, les représentants de l'opposition étaient d'avis que NTA serait plus compétent pour l'arbitrage. Il faut y remarquer qu'en cas du vote du projet en question, et dans cette teneur on aurait à faire avec la violation de la loi car le statut organique ne pouvait être modifié que par l'acte à caractère constitutionnel, et la loi sur l'organisation intérieure ne l'avait pas. En pratique, faute de la "consti-

35. tution silésienne" le voivode transmettait les décisions à  
ajournées du Conseil de voïvodie à la Cour Suprême. Cf.  
WAP à Katowice, la Diète de Silésie 694, arrêté de la Cour  
Suprême du 27. IV. 1929.
35. Voir: AAN, PRM 1806/23, c. 33; MSW 234, c. 237-238; MSW  
3222, c. 6; MSW 315; MSW 662, c. 96-97, 100; WAP à Kato-  
wice, la Diète de Silésie 125,694.
36. Dz.U.Sl. N°29, pos.110.
37. Dz.U.Sl. N°35, pos. 130. Le déroulement intéressant des  
travaux sur cette loi, voir: WAP à Katowice, la Diète de  
Silésie 17.
38. DZ.U.Sl. N°8, pos. 48. Les travaux détaillés sur cette loi  
voir: WAP à Katowice, la Diète de Silésie 61. Dans les  
trois lois ci-mentionnées sur le Conseil de Voïvodie un  
problème se posait: si elles ne devraient pas être votées  
en tant que la loi sur l'organisation intérieure de la Voi-  
vodie de Silésie, donc conformément à l'art. 15 du statut  
organique.
39. La réponse du voivode du 19.III.1924, envoyée au Maréchal  
de la Diète de Silésie. Dans: WAP à Katowice, La Diète de  
Silésie 232. En 1930, a eu lieu une rapide nécessité de  
l'explication de l'existence de l'incompatibilité entre le  
poste du contrôleur du Trésor dans l'Office Silésien de  
Voïvodie et le poste du membre du Conseil de Voïévodie, vu  
le cas concret de J.Janta. Les détails de l'affaire et la  
décision reçue par le voivode de Silésie du Président du  
Conseil des Ministres voir: AAN, PRM 3-5, carte 77.
40. WAP à Katowice, la Diète de Silésie 878.

- 40/A. M. Pietrzak, Rzady parlamentarne w Polsce 1919-1926 /Les régimes parlementaires en Pologne 1919-1926/, Warszawa 1969, p.50;  
A.Ajnenkiel, Querelle..., p.202.
41. L'Office Silésien de Voivodie fut l'organe du voivode et du Conseil Silésien de Voievodie pour l'exercice de l'administration de la Voivodie de Silésie. Son organisation générale fut réglée par l'art. 1 de l'arrêté du 17. VI.1922 portant sur l'organisation des autorités administratives et autonomiques sur le territoire de la Voivodie de Silésie /Dz.U.Sl N<sup>o</sup>1, pos.2/.
42. WAP a Katowice, la Diète de Silésie 887, imprimé N<sup>o</sup>228/III. point 9 de la justification du projet. Au début de l'existence de l'autonomie /1923/ on peut noter la déclaration provenant des agents centraux certifiant d'une certaine méfiance par rapport au voivode. Elle montre que le contrôle des pleins-pouvoirs pour le voivode, exécuté par la Diète de Silésie serait bien vu a Varsovie. Cf. AAN PRM 1064/23, carte 109.
43. Beaucoup de lettres du voivode au maréchal de la Diète de Silésie avec lesquelles il transmettait les projets des lois, se réfèrent de façon générale au plein-pouvoir du gouvernement, sans pourtant indiquer sa date.
44. La lettre des 4 membres du Conseil de Voivodie au Voivode /sans date, reçue par le Conseil de Voivodie le 27.VI.1929 /est l'exemple d'une telle opposition. Les soussignés protestent contre le vote et l'ouverture des crédits non votés par la Diète de Silésie. Dans: WAP a Katowice, le Conseil Silésien de Voievodie 18.



45. Le regroupement des forces dans le Conseil de Voivodie, avantageux pour le camp progouvernemental en Silésie, est remarqué par PKI N° 1/32, p. 3. Dans: AAN, MSW 850.

LEONARD SCHMIDT

ENTWICKELUNG DER SOZIALISTISCHEN ERWERBSLOSIGKEIT-  
VERHALTEN IN BEZUG AUF DIE REGIONALE  
VERWALTUNG

La Diète de Silésie a été créée par la loi n° 133 du 22.VI.1922 portant sur l'organisation des autorités administratives et autonomiques sur le territoire de la Voïvodie de Silésie /Dz. U. S. N° 1, pag. 21/.

41. L'Office Silésien de Voïvodie fut l'organe du voïvode et du Conseil Silésien de Voïvodie pour l'exercice de l'administration de la voïvodie de Silésie. Son organisation générale fut réglée par l'art. 1 de l'arrêté du 17.VI.1922 portant sur l'organisation des autorités administratives et autonomiques sur le territoire de la Voïvodie de Silésie /Dz. U. S. N° 1, pag. 21/.

42. WAP a Katowice, la Diète de Silésie 887, imprimé n° 228/1922 point 9 de la justification du projet. Au début de l'existence de l'autonomie /1922/ on peut noter la déclaration provenant des agents centraux certifiant une certaine méfiance par rapport au voïvode. Elle exprime que le contrôle des pleins-pouvoirs pour la voïvode, exécuté par la Diète de Silésie se fait bien en a Varsovie. Cf. AA PRZ 4064/23, carte 109.

43. Beaucoup de lettres du voïvode au maréchal de la Diète de Silésie avec lesquelles il transmettait les projets des lois, se réfèrent de façon générale au plein-pouvoir du gouvernement, sans pourtant indiquer sa date.

44. La lettre des 4 membres du Conseil de Voïvodie au Voïvode /sans date, reçue par le Conseil de Voïvodie le 27.VI.1920 /est l'exemple d'une telle opposition. Les soussignés protestent contre la vote et l'ouverture des crédits non votés par la Diète de Silésie, dans WAP a Katowice, le Conseil Silésien de Voïvodie 18.

"Vielleicht keine Offenbarung des kulturellen Lebens der Menschheit ist so komplex wie der Fremdenverkehr, welcher mit vielfältigen anderen Lebenserscheinungen in einer mehr-weniger engen Verbindung steht." Mit diesen Worten beginnt im Jahre 1937 eine seiner bedeutendsten Abhandlungen Endre Gondel<sup>1</sup>. In der seither vergangenen Zeit, wandelten zufolge der Ergebnisse der tatsächl. wissenschaftlichen Revolution, die materiellen Möglichkeiten der Menschen, das Anwachsen ihrer Freizeit, die all-gemeine Entwicklung, ...

**LÁSZLÓ CSIZMADIA:**

**ENTWICKLUNG DER UNGARISCHEN FREMDENVERKEHRS-  
VERWALTUNG IN BETRACHT AUF DIE REGIONALE  
VERWALTUNG**

Bevor ich mich zu Fragen der Staatsverwaltung, welche den Fremdenverkehr betreffen, wende, weist ich dass der Begriff des Fremdenverkehrs gut klar werden sollte. Der im Jahre 1934 abgehaltene Kongress der Internationalen Verbandes der Wissenschaftlichen Arbeiter erörtern des Fremdenverkehrs, nahm zur, in ihrem Buch vom Jahre 1943 veröffentlichten Definition der Professoren H. Buxikiar und J. Knapf aus der Schweiz, ausgehend in der Frage der einheitlichen Definition des Fremdenverkehrs, mit gewisser Modifizierung folgenden Text an: "Der Fremdenverkehr ist die Gesamtheit aller jener Beziehungen und Erscheinungen, welche aus der Reise und aus dem Aufenthalt Ausländer hervorgehen, insofern das Ziel des Aufenthaltes keine Anstellung, oder Erwerbstätigkeit ist". Diese Begriffsdefinition ist eigentlich eine weiterentwickelte Form der Definition welche im Werk unter dem Titel "Allgemeine Fremdenverkehrskenntnis" von Robert Glücksmann aus dem Jahre 1935 vorkommt. Einen Fortschritt bedeutet die gemeinsame Betonung der Reise und des Aufenthaltes, aber ein Mangel ist, dass die Definition aus dem Kreis des Fremdenverkehrs jene Ausländer ausschliesst, die an dem besuchten Fremdenverkehrsort während der Ausübung einer ge-

JARBEIN GEISANDIA:

ENTWICKLUNG DER UNGARISCHEN FREMDENVERKEHR-  
VERWALTUNG IN BETRACHT AUF DIE REGIONALE  
VERWALTUNG

"Vielleicht keine Offenbarung des kulturellen Lebens der Menschheit ist so komplex wie der Fremdenverkehr, welcher mit sämtlichen anderen Lebenserscheinungen in einer mehr-wenigen engen Verbindung steht." Mit diesen Worten beginnt im Jahre 1937 eine seiner bedeutenden Abhandlungen Endre Gundel<sup>1</sup>. In der seither vergangenen Zeit, wandelten zufolge der Ergebnisse der technisch-wissenschaftlichen Revolution, die materiellen Möglichkeiten der Menschen, das Anwachsen ihrer Freizeit, die allgemeine Entwicklung der Reisemöglichkeiten und der Reiselust, zusehends das Reisen, aus einem Vergnügen weniger zum Zeitvertreib - aus ihrer menschlichen Natur herrührend - zur Erholung und sogar darüber hinausgehend zur internationalen Bewegung die aus politischem, sozialem, kulturellem, weiterhin wirtschaftlichem Gesichtspunkt von grosser Bedeutung ist, der grossen Massen.

Bevor ich mich mit Fragen der Staatsverwaltung, welche den Fremdenverkehr angehen befassen würde, meine ich dass der Begriff des Fremdenverkehrs geklärt werden sollte. Der im Jahre 1954 abgehaltene Kongress des Internationalen Verbandes der Wissenschaftlichen Sachverständigen des Fremdenverkehrs, nahm aus der, in ihrem Buch vom Jahre 1942 veröffentlichten Definition der Professoren W. Hunziker und K. Krapf aus der Schweiz, ausgehend in der Frage der einheitlichen Definition des Fremdenverkehrs, mit gewisser Modifizierung folgenden Text an: "Der Fremdenverkehr ist die Gesamtheit aller jener Beziehungen und Erscheinungen, welche aus der Reise und aus dem Aufenthalt Ausländer herrühren, insofern das Ziel des Aufenthaltes keine Ansiedlung, oder Erwerbstätigkeit ist"<sup>2</sup>. Diese Begriffsdefinition ist eigentlich eine weiterentwickelte Form der Definition welche im Werk unter dem Titel "Allgemeine Fremdenverkehrskennnisse" von Robert Glücksmann aus dem Jahre 1935 vorkommt. Einen Fortschritt bedeutet die gemeinsame Betonung der Reise und des Aufenthaltes, aber ein Mangel ist, dass die Definition aus dem Kreise des Fremdenverkehrs jene Ausländer ausschliesst, die an dem besuchten Fremdenverkehrsort während der Ausübung einer ge-

wissen Erwerbstätigkeit anwesend sind<sup>3</sup>.

Die Definierung des Fremdenverkehrs versuchten auch mehrere namhafte ungarische Fachmänner. In unseren Tagen ist die Bestimmung von Béla Markos am vollständigsten, wonach: "Der Fremdenverkehr ist ein solcher freiwilliger, friedlicher und regelmässiger Reiseverkehr, in dessen Rahmen die Reisenden sich als Konsumenten und Inanspruchnehmer von Dienstleistungen auf dem besuchten Gebiet vorübergehend aufhalten. Fremden nennen wir die im Rahmen des Fremdenverkehrs angereisten Reisenden, der sich vorübergehend als Konsument an dem den Fremdenverkehr annehmenden Ort aufhält."<sup>4</sup>

Der Fremdenverkehr beginnt mit dem Aufbruch des Fremden, setzt sich mit dem zeitweiligen Aufenthalt fort und die abschliessende Phase ist die Rückreise. Die Subjekte des Fremdenverkehrs melden sich mit der Inanspruchnahme der verschiedenen Konsumgüter und Dienstleistungen.

Die Fremdenverkehrstätigkeit setzt sich im Interesse der Einleitung, der Massenhaftigkeit und der Kontinuität des Reiseverkehrs aus drei Tätigkeiten zusammen: erstens aus der Anwerbung der Reisenden, zweitens aus der Unterbringung des Reisenden, welche aus a/ der Reisemöglichkeit und b/ der Unterkunft besteht, weiterhin drittens aus der Begleitung, Betreuung des Reisenden. Damit sich der Reisende auf den Weg macht, muss er zunächst angeworben werden, dessen wirkungsvolles Mittel die Propaganda ist. Dann muss er an den gewünschten Ort gebracht und dort einlogiert werden. Schliesslich muss ihm ermöglicht werden, dass er an dem besuchten Ort an solchen Lebensoffenbarungen, Lebenserscheinungen mit Genuss teilnehmen könne, für deren Besichtigung, Erlebung, Erkennung und Studierung der Fremde sich zur Reise entschlossen hatte.

Die an dem Fremdenverkehr teilnehmenden Fremden geraten in vielseitige Beziehungen, was verschiedene gesellschaftliche

Verhältnisse zustande bringt. Diese Verhältnisse, weiterhin die in der Vorbereitungs- und Abwicklungsarbeit des Fremdenverkehrs bestehenden und entstehenden Verhältnisse sind nicht gleichartig, und als solche werden sie nicht durch identische Rechtsnormen geregelt. Die Gesamtheit der Rechtsnormen, welche die aus dem Fremdenverkehr herrührenden Lebensverhältnisse regeln, kann keinen selbstständigen Rechtszweig bilden, da diese gerade zufolge der Vielseitigkeit des Fremdenverkehrs nicht zusammenfassbar sind und nicht so sehr eigenartig bestimmt werden können, dass die Gesamtheit der diese regelnden Rechtsnormen eine Rechtsinstitution bilden könnte. Unser Rechtssystem kennt kein Fremdenverkehrsrecht. Im Fremdenverkehr und die sich im Zusammenhang damit ergebenden Rechtsverhältnisse regeln verschiedene Rechtszweige, in erster Linie das Staatsrecht, das Staatsverwaltungsrecht, das Zivilrecht, das Völkerrecht, und das Finanzrecht mit ihren Normen, aber auch das Strafrecht hat ein Berührungsbereich. Rechtsnormen, welche den Fremdenverkehr angehen, sind beinahe in allen Zweigen des ungarischen Rechtssystems zu finden, davon abhängig welche gesellschaftliche Verhältnisse diese und mit welchen Methoden regeln.

Die Subjekte des Fremdenverkehrs treffen sich auf solchen Gebieten des staatlichen Lebens, wo die Staatsverwaltungsorgane tätig sind. Im Zusammenhang mit deren Tätigkeit entstehen gesellschaftliche Verhältnisse. Mit den diese regelnden Rechtsnormen, unter ihnen mit dem die Aufgaben, die Struktur und die Formen der Tätigkeit der Staatsverwaltungsorgane bestimmenden Verwaltungsrecht gerät der Fremdenverkehr in mehrererlei Beziehungen.

Was die mit dem Fremdenverkehr verbundene Verwaltungstätigkeit anbelangt, hat der Fremdenverkehr wesentlich innerhalb des Volkswirtschaftszweiges seinen Platz. Demzufolge gehört die Verrichtung der mit dem Fremdenverkehr verbundenen Verwaltungsaufgaben in den besonderen Verwaltungsteilrahmen der

volkswirtschaftlichen Verwaltung. Die Hinweisung der Fremdenverkehrsverwaltung in den Rahmen der volkswirtschaftlichen Verwaltung hängt damit zusammen, dass die Subjekte des Fremdenverkehrs sich in erster Linie auf dem Konsumgebiet melden und so Beteiligte der wirtschaftlichen Verhältnisse werden, zweitens gehört die im Interesse der erfolgreichen Abwicklung des Fremdenverkehrs notwendige Staatsverwaltungstätigkeit überwiegend in den Rahmen der Verwaltung der Volkswirtschaft /Innenhandel, Verkehrs- Bautätigkeit/. Aber auch solche Verwaltungsakte sind im Zusammenhang mit Fremdenverkehr, welche zu anderen Kreisen der Staatsverwaltungstätigkeit /z.B. zum kulturellen oder polizeilichen Kreis/ gehören.

Nach der Ortsbestimmung der Fremdenverkehrsverwaltung werde ich versuchen zusammenfassend die Entwicklung einerseits des ungarländischen Fremdenverkehrs, andererseits des Rahmens der Organisation der Fremdenverkehrsverwaltung im bourgeois und im sozialistischen Zeitalter, darlegen. In meinem Referat werde ich die regionalen Aspekte des Fremdenverkehrs besonders in Betracht ziehen. In Bezug auf Ungarn wurden bis Ende der 1880-er Jahre allmählich die Hauptlinien unseres Eisenbahnnetzes ausgebaut und damit erfolgte - wenn auch langsamer als in anderen westlichen Ländern - die Verkehrserhöhung.

Im Jahre der Krönung Franz-Josefs 1867 wurden noch nie gesehene grosse Massen in die beiden Schwesterstädte gezogen. In der Spur des grossen Fremdenverkehrs der Krönung wurde im Jahre 1868 die Erste Ungarische Hotelbau Aktiengesellschaft ins Leben gerufen, welche im Jahre 1872 das erste moderne Hotel an der Donau, das Hotel Hungaria erbaute. Eine weitere Stufe der Entwicklung des Fremdenverkehrs ist im Jahre 1873 die Vereinigung von Buda, Pest und Óbuda. Der erste Bürgermeister der vereinigten Hauptstadt, Károly Kammermayer weist schon in seiner Antrittsrede auch auf den Fremdenverkehr hin, als er sagte: "Wenn wir neben der Aufrechterhaltung des Gleichgewichtes zwischen Einkommen und Ausgaben auch für die Bequemlich-



keitsansprüche des Publikums Sorge tragen, dann wird die Hauptstadt Budapest.... auch für die Provinz und für die ausländischen Gäste mit grosser Anziehungskraft wirkender angenehmer Aufenthaltsort."

Die in der Hauptstadt veranstalteten verschiedenen Festlichkeiten, grossen Veranstaltungen zogen immer grössere Massen an, was noch durch die Einführung der Begünstigungsfahrkarten gefördert wurde. Der grosse Verkehr bei den Eisenbahnen führte dazu, dass im Jahre 1884 das erste Städtische Fahrkartenbureau der Staatseisenbahnen eröffnet wurde. Im Jahre 1888, mit dem Bau der Eisenbahnlinie in Richtung des Balkans, wurde Budapest zur wichtigen Station der internationalen Verkehrsstrasse vom Westen nach dem Osten.

Die sich für Budapest bietenden Möglichkeiten versuchten zunächst nicht die offiziellen Behörden auszunützen, sondern die Geschäftskreise, welche aus dem Fremdenverkehr Nutzen zogen. Bereits im Jahre 1877 wendet sich der Hauptstädtische Verein mit einer Gedenkschrift an den Hauptstädtischen Rat, auf die Wege hinweisend, durch welche der Fremdenverkehr der Hauptstadt erhöht werden könnte. So wurde das erste ungarische Fremdenverkehrs-Arbeitsprogramm fertiggestellt für die Propagierung der Schönheiten der Hauptstadt, für die Regelung der Zimmerpreise in den Hotels, für die Ausbildung von Fremdenführern, die Schaffung von Vergnügungsorten und Veranstaltung grösserer Festlichkeiten. Die Verwirklichung der Pläne wurde einer engeren Exekutive anvertraut, deren Bureau im Hauptstädtischen Statistischen Bureau tätig war. Dem ist es zu verdanken, dass Budapest vom Anfang an eine systematische Erhebung von statistischen Daten des Fremdenverkehrs hatte. Der Ausschuss, nachdem in vier Jahren der Fremdenverkehr von Budapest sich um 50 % erhöhte, <sup>5</sup> dankend, dass er seine Aufgabe erfüllt hatte, hörte mit seiner Tätigkeit auf.

Über die Fremdenverkehrsverwaltung, über die gemeinnützige Fremdenverkehrspolitik sprachen wir noch nicht viel. Die Erhöhung des Fremdenverkehrs, die Vorbereitung und Entwicklung des Fremdenverkehrs war zu jener Zeit noch eine private Angelegenheit der an dem Fremdenverkehr interessierten Industrien und der gesellschaftlichen Vereine, Gesellschaften, die aus den Reihen der Einwohnerschaft, welche aus dem Fremdenverkehr einen Nutzen erwartete, entstanden.

Die Millenniumsausstellung mit ihrem Fremdenverkehrserfolg hatte einen grossen Widerhall in der öffentlichen Meinung und das bewegte den Bürgermeister János Halmos, im Jahre 1900 auch in Buchform die im Interesse des Fremdenverkehrs von Budapest unternommenen Massnahmen zusammenzufassen und bekanntzumachen. Da wies er auf die Nachteile des Fremdenverkehrsamtes, oder eines Fremdenverkehrsvereines. Ohne jeden Erfolg kam wieder im Jahre 1901 und auch in 1902 die Frage des Fremdenverkehrsvereines auf die Tagesordnung. Aber im Jahre 1902 kam es zur Gründung des ersten Fremdenverkehrs-Reiseunternehmens. Das war der Vorahne der heutigen IBUSZ. Das neue Unternehmen, - welche auch die Rolle des früher tätigen Fahrkartenbureaus der Ungarischen Staatseisenbahnen erfüllte - verpflichtete sein Vertrag mit den Staatsbahnen die Fremdenverkehrspropagande nach dem Ausland in Ungarn zu organisieren und sich mit der kostenlosen Informierung der Fremden zu befassen, sehenswürdige Festlichkeiten zu veranstalten. Das neue Unternehmen stellte bald 35 Filialen an den wichtigsten Fremdenverkehrsorten des Landes auf und organisierte mehrere ausländische Niederlassungen. Dieses Unternehmen bemühte sich in den folgenden Jahren die Fremdenverkehrssaison von Budapest mit der Veranstaltung von mehreren Festlichkeiten /im Jahre 1903 Donau-Fest, in 1904 Stierkampf, im Jahre 1905 Blumenkorso, im Jahre 1906 die erste Märzmesse, dann grössere internationale Kongresse usw./ anziehender zu machen.

Das ständige Anwachsen des Fremdenverkehrs machte seine

Wirkung auf wirtschaftlichem Gebiet ebenso wie auf behördlichem fühlbar. Wieder meldete sich der Plan der Schaffung eines hauptstädtischen Fremdenverkehrsbureaus und der im Jahre 1912 inzwischen wieder aufgestellte Hauptstädtische Fremdenverkehrsausschuss sprach beschlussmässig aus, dass das erste behördliche Fremdenverkehrsorgan, das Hauptstädtische Fremdenverkehrsamt gegründet werde. Der Ausbruch des Weltkrieges hinderte das Entstehen des Amtes, aber im Jahre 1916 entstand es doch. Die landweite Bedeutung des Amtes ergab es, dass obwohl es ein örtliches Organ war, doch im Interesse des ganzen Landes arbeitete. Dazu verpflichtete es im Fremdenverkehr die besondere Lage von Budapest und der Umstand, dass es jahrelang das einzige solche amtliche Organ war, zu dessen Tätigkeit auch entsprechende materielle Mittel vorhanden waren. Das Statut zur Zeit der Gründung bekleidete es am Anfang mit der Durchführung gewisser Geschäftsaufgaben, aber in den späteren Jahren führte es bereits keine Geschäftstätigkeit. Das Amt war bemüht die Vorbedingungen des Fremdenverkehrs nicht nur auf dem Gebiete der Hauptstadt, sondern des ganzen Landes zu schaffen, es verfolgte mit Aufmerksamkeit die Entwicklung des Fremdenverkehrs, und die durch das Amt geführte Propaganda vertrat das Interesse des ganzen Landes. Das Amt war als ein Fachamt der Hauptstadt dem XI. Departement des Bürgermeisters untergeordnet. Über seine Tätigkeit lieferte es jährlich einen Bericht und errichtete gleichzeitig Kalkulationen über die wirtschaftlichen Einnahmen des Fremdenverkehrs für das Geschäftsjahr<sup>6</sup>.

Zur Schaffung eines Organs mit Landeswirkungsbereich wurde bereits im Jahre 1918 eine Initiative unternommen, da die Entwicklung des Fremdenverkehrs auch ins Regierungsprogramm aufgenommen wurde, mit Bezug auf dessen wirtschaftliche und kulturelle Vorteile. Gleichzeitig damit wurde die Sachbearbeitung des Fremdenverkehrs vom Innenminister an den Handels- und Verkehrsminister übertragen, der das erste staatliche Fremdenverkehrsorgan, das Landesbureau für Fremdenverkehr gründete. Die Zielsetzungen des Bureaus war die Entwicklung des inneren und

ausländischen Fremdenverkehrs. Wegen den Revolutionereignissen hörte das Bureau mit seiner Tätigkeit nach einem halben Jahr auf<sup>7</sup>.

Nach dem ersten Weltkrieg wurde der Fremdenverkehr überall in Europa und Amerika lebhafter. Das erste und zugleich grösste Reisebureau der Welt, die Firma Cook, interessiert sich in 1923 um Ungarn. Und dann folgen ihr mehr ausländische Reisebureaus.

In ungarischer Beziehung können wir eigentlich das Jahr 1926 als wiederholtes Anfangsjahr der bedeutenden Fremdenverkehrsentwicklung betrachten. Parallel zum Wachstum des Fremdenverkehrs erfolgt in den Fremdenverkehrsorganisationen eine Veränderung, eine Erweiterung. Auf geschäftlichen Gebieten fusionierte im Jahre 1927 das Fremdenverkehrs- und Reiseunternehmen mit der zum Interessenkreis der Ungarischen Staatseisenbahnen gehörenden Allgemeinen Anschaffungs- und Lieferungs- Aktiengesellschaft und funktionierte weiter unter dem Namen Fremdenverkehrs-Anschaffungs- und Lieferungsgesellschaft, als IBUSZ.

Das erste - von nun an bereits als ständig zu betrachten- des Landesorgan des Fremdenverkehrs wird im Jahre 1928 gegründet.

Dann wird mit Verordnung Nr. 2.580/1928. M.E. der Ungarische Landesrat für Fremdenverkehr /OMIT/ mit dem Ziel ins Leben gerufen, damit er die einheitliche Organisation, Lenkung, Aufsicht, die Zusammenwirkung der sich mit der Entwicklung des Fremdenverkehrs befassenden Organisationen und Körperschaften garantiere. Dessen Vorsitzender wurde der Minister für Verkehr und Handel, sein Stellvertreter der durch ihn designierte Staatssekretär. Die drei stellvertretenden Vorsitzenden wurden für den Zeitraum von drei Jahren durch den Vorsitzenden ernannt. Die Mitglieder amtswegen des Ausschusses bestanden aus den Vertretern der Ministerien und aus den Delegierten des Rates der Haupt- und Residenzstadt Budapest. Die ernannten Mitglieder designierte der Minister für Verkehr und Handel von den

Vertretern der mit dem Fremdenverkehr sich befassenden Behörden, Institutionen, Körperschaften der Verkehrsunternehmen. Die OMIT konnte auch Fachausschüsse gründen.

Die Aufgaben der OMIT wurden wie folgt bestimmt:

- auf Anfrage des Ministers und anderer Behörden, oder auf eigener Initiative, erteilt der Rat ein Fachgutachten, macht einen Vorschlag in Sachen, die mit dem Fremdenverkehr zusammenhängen, während er in Sachen, die nicht zum behördlichen Wirkungskreis gehören, einen Beschluss fassen kann;
- die verschiedenen Behörden hatten vor grundsätzlichen Entscheidungen im Zusammenhange mit dem Fremdenverkehr die Meinung des OMIT anzuhören;
- ausserdem gehörte zum OMIT die Abwendung der eventuellen Hindernisse, die im In- und Ausland im Wege der Entwicklung des Fremdenverkehrs standen;
- die Organisierung der Fremdenverkehrspropaganda dem Auslande zu,
- Aufdeckung der für den Fremdenverkehr geeigneten Orte, die Ausarbeitung neuer Methoden;
- Evidenzführung der Betriebe und Institutionen, welche im Dienste des Fremdenverkehrs stehen, auf Grund deren Erfahrungen Vorschläge für Massnahmen den Behörden, Betrieben zu machen, usw.
- im Falle eines Antrages Abgabe einer Fachmeinung, was die Investitionen für die Entwicklung des Fremdenverkehrs anbelangt;

- der OMIT verfolgt mit Aufmerksamkeit alle Zweige des Fremdenverkehrs, aus theoretischem Gesichtspunkt ebenso, wie aus praktischem, und bemüht sich dahinzuwirken, damit die naturgemässen, kulturellen und wirtschaftlichen Interessen des Landes im Dienste des Fremdenverkehrs je besser nutzbar gemacht werden können, im Inland ebenso wie im Ausland, den Interessen des Landes entsprechend;

- der Rat vertritt im Auslande die Fremdenverkehrsinteressen. An der Struktur und der Geschäftsführung des OMIT wird in solcher Form geändert, dass die beiden stellvertretenden Vorsitzenden des Ausschusses der Bürgermeister der Hauptstadt und der Präsident der Staatseisenbahnen sind. Die Aufträge lauteten von nun an auf fünf Jahre. Und für die Geschäftsführung kann ein aus acht Mitgliedern bestehender Verwaltungsausschuss organisiert werden, von den Delegierten jener Behörden, Aemter und Organisationen, welche über die Deckung eines grösseren Haushaltsplanes für Fremdenverkehr verfügten. Die Mitglieder werden auch weiterhin vom Vorsitzenden ernannt. Der Vorsitzende wurde der Staatssekretär für Verkehr und Handel.

Dies war die erste Landesorganisation, die bereits für die bewusste Zusammenfassung der Landesinteressen, für die Schaffung einer Landespolitik und Propaganda des Fremdenverkehrs ins Leben gerufen wurde. Hier meldete sich zum erstenmal jene Auffassung, dass - die Städte nicht auf staatlicher Ebene betrachtend - der Fremdenverkehr nicht mehr vollständig nur als eine Polizeifrage betrachtet wird, sondern, im Fremdenverkehr die Betonung auf den "Verkehr" legend, dieser als persönlicher Verkehr dem Minister für Verkehr und Handel untergeordnet wird. Zu jener Zeit gab es in Ungarn noch keine einheitliche Fremdenverkehrsverwaltung. Die Sache des Fremdenverkehrs wurde nicht durch eine, sondern neben einander durch zahlreiche staatliche Hauptbehörden gelenkt, z.B. zur Kompetenz des Innenministers gehörte die Fremdenpolizei, das Badewesen, das Reisepasswesen, das Gesundheitswesen, die Sache der Vereins-

aufsicht. Den Wirkungskreis des Landeswirtschaftsministers be-  
rührten das Jagdwesen, die Fischerei und die Fragen der Forst-  
wirtschaft. In den Aufgabenkreis des Ministers für Kultur und  
Unterricht gehörten die kulturellen Beziehungen, auch die Fra-  
gen der damit verbundenen Ausstellungen, der Körperkultur und  
der Turistik. Der OMIT war berufen die einheitliche Sicht und  
teils Organisation der Fremdenverkehrsverwaltung zu schaffen.

Zufolge der Verschiedenartigkeit der Ziele des Fremdenve-  
kehrs hat er selbstverständlich auch die Verordnungen anderer  
Oberbehörden in Anspruch zu nehmen.

Die wichtige wirtschaftliche und geistige Bedeutung des  
Fremdenverkehrs erkennend ging die Staatsmacht ans Werk die  
Fremdenverkehrsverwaltung zu organisieren; darin spielte eine  
grosse Rolle die Verabschiedung des durch den Parlamentsaus-  
schuss für Fremdenverkehr - welcher im Jahre 1929 entstande-  
betriebenen XVI. Gesetzartikels vom Jahre 1929<sup>9</sup>. Die gesetzliche  
im Bezug auf den Plattensee und andere Gebiete auf Grund des  
Gesetzes Regierungsverordnungendurchführten<sup>10</sup> legt die Grund-  
lage für die Entwicklung des Fremdenverkehrs. Zufolge der Ver-  
änderung der Umstände des Lebens kam es auch zur mehrfachen  
Modifizierung dieser<sup>11</sup>. Im Jahre 1934 stellte die Regierung den  
Budapester Zentralausschuss für Heil- und Erholungsstellen auf,  
dessen Vorsitzender der jeweilige Oberbürgermeister von Buda-  
pest war<sup>12</sup>. Dieser Ausschuss ist auch eine antragstellende vor-  
schlagende, in einzelnen Fällen verfügende Körperschaft in der  
Sache aller jener Verfügungen und Fachfragen, welche sich auf  
die einheitliche Lenkung der Sachen von allgemeinem Interesse  
der Heil- und Erholungsstellen auf dem Gebiete der Hauptstadt  
weiterhin auf die Mineral- und Heilwässer und Quellenprodukte  
beziehen. Dieser Ausschuss betrieb ein Institut für Forschung  
des Badewesens und Rheuma. Der Ausschuss wirkte mit anderen Frem-  
denverkehrsorganen eng zusammen.

Im Jahre 1932 beginnen auch in der Provinz die Fremdenverkehrsämter der örtlichen Munizipien zu entstehen.<sup>13</sup> Damals entstanden solche in Szeged, Debrecen, Pécs, Eger, Győr und Miskolc. Diese kennen am besten ihre eigenen umgebenden Gebiete, deren Fremdenverkehrsmöglichkeiten. Einige Fremdenverkehrsämter der benachbarten Komitate vereinten sich in grössere Regionen zusammenfassende Verbänden. Dafür ist ein Beispiel der Nordungarische Fremdenverkehrsverband mit seinem Sitz in Miskolc, welcher die Sehenswürdigkeiten der Bükk und der Mátra Gebirge ausgezeichnet propagierte<sup>14</sup>. Ebenfalls solchen Zwecken diene auch die Fremdenverkehrsabteilung des als gesellschaftliche Vereinigung entstandenen Provinzstädteverbandes, der Ausschuss der Tiefebene<sup>15</sup>.

Die grosse, für Sommerbaden geeignete riesige Wassermenge des Plattensees, das Klima seiner Ufer, die Schönheiten der Landschaft, die Eignung der umgebenden Siedlungen für Erholung, Ruhe und Heilaufenthalt, ist zufolge seiner Nähe zur Hauptstadt eine für den Fremdenverkehr geeigneteste Region Ungarns. Bereits die Römer siedelten sich an seinen Ufern an. Die Entwicklung des Ufergeländes des Plattensees beschleunigte sich im XIX. Jahrhundert. Die statistischen Angaben von 1911 zeugen bereits von bedeutendem Fremdenverkehr<sup>16</sup>. Im Laufe des Inkrafttretens beziehungsweise der Durchführung des XVI. Gesetzartikels von 1929 entsteht der Balatoner Verwaltungsausschuss /BIB/. Die Aufgabe des Ausschusses war die einheitliche Lenkung der Sachen der Kur- und Erholungsorte um den Balaton herum. Der BIB schien zufolge seiner glücklichen Zusammensetzung für diese Aufgabe geeignet zu sein<sup>17</sup>, obwohl seine materiellen Möglichkeiten sehr beschränkt waren.

Die im Jahre 1929 ausgebrochene Weltkrise warf die Reisen der Ausländer zurück. Damals kam die Entwicklung des einheimischen inländischen Fremdenverkehrs in den Vordergrund. Als praktischer Verwirklicher dessen entstand als gesellschaftliche



Organisation im Jahre 1932 der Ungarische Landes-Weekend-Verein. Über die Organisierung der Wochenenderholung hinaus wurde die Erweiterung seines Arbeitsprogramms notwendig, und so erweiterte sich mit der Reorganisierung des Vereins im Jahre 1935 in den Landesverband für Gästeverkehr in Ungarn/OMVSZ/ mit der Entwicklung seiner Ziele und Aufgaben, der einheimischen Sommerfrische und Erholung, mit der Bestrebung der Einbeziehung der Provinzgebiete, der verschiedenen Regionen des Landes in den Fremdenverkehr. Der Verband war mit der Unterstützung beziehungsweise der direkten Zusammenwirkung des Innenministers und der Verwaltungsbehörden der Provinz tätig. In allen Komitaten entstand unter dem Vorsitz des Vizegespans eine Sektionsdirektion des OMVSZ, deren Geschäftsführer der Vizegespan ernannte. Diese Komitats-Sektionsdirektionen bemühten sich auf dem Gebiete des Komitates jene Dörfer auszusuchen, welche als Ergänzung der bereits bekannten Erholungs- und Kurorte - sich für Sommerfrische und Erholung geeignet zeigten. Diese Ortschaften mit ihren Angaben, zusammen mit den Angaben der ungarischen Städte, Heilbäder, Bäder und Erholungsorte wurden in einem Reisehandbuch unter dem Titel "Az utas könyve" /Buch des Reisenden/ veröffentlicht. Der Verband bezeichnete vom Jahre 1936 an in den Gemeinden die Häuser der sich für Gästeempfang freiwillig meldenden Landwirte mit einer Tafel: "Zahlende Gäste". Ausser den Arbeiten der Organisierung und der Information bemühte sich der Verband im Interesse der Entwicklung der gastempfangenden Fähigkeit der Gemeinden und der Erhebung des Niveaus, die verschiedenen Behörden für die Zuweisung von Unterstützungen zu gewinnen.

Die so erhaltenen Unterstützungen waren gering. Die bedeutendste Hilfe war die Warenkreditaktion des OMBSZ-*Hangya* Genossenschaft, wozu das notwendige Kapital die lokalen Geldinstitute unter ziemlich günstigen Bedingungen den Landwirten gewährten<sup>18</sup>. Trotz dieser Bestrebungen war die Meinung der offiziellen Fremdenverkehrsorgane von dem inländischen Fremden-

verkehr "... der wirtschaftliche Wert des inländischen Fremdenverkehrs ist minimal und auf die innere Fremdenverkehrsbewegung können ungarische Investitionen oder gerade eine Fremdenverkehrspolitik nicht aufgebaut werden"<sup>19</sup>.

Die sich ständig vermehrenden Organe von öffentlichem Interesse und die IBUSZ verrichteten eine erfolgreiche Arbeit, aber sehr viel war die nutzlose, parallele Arbeit. In Auslandsstädten hatten mehrere Organe Fremdenverkehrsniederlassungen. Die Fremdenverkehrsämter der Provinz betrieben auch eine Geschäftstätigkeit. Unzählige, unnötige Parallelität bestand in der Fremdenverkehrspropaganda. Die Vereinigung der Kräfte, die Bestrebung der Vereinheitlichung der Ziele und der Lenkung erscheint in den auf die Entwicklung des Fremdenverkehrs gerichteten Gesetzvorlagen der 1933-er Jahren<sup>20</sup>. Dem folgend gründete die Regierung mit Ihrer Verordnung Nr. 11.0001/1935. M.E. für die einheitliche Aufsicht und Kontrolle der Fremdenverkehrsverwaltung und für die Sicherung der einheitlichen Propaganda auf Landesebene das Ungarische Landesamt für Fremdenverkehr /OMIH/. Das OMIH verrichtete in zwei Gruppen /in- und ausländische/ die Abstimmung der Fremdenverkehrstätigkeit auf das ganze Gebiet des Landes sich erstreckend. Die für die ausländischen Sachen verantwortliche Gruppe sorgte für die Organisation der Propaganda im In- und Ausland, weiterhin für die Erhaltung der - beinahe in den Hauptstädten aller Länder - errichteten Fremdenverkehrsexposituren.

Die inländische, beziehungsweise Verwaltungsgruppe verrichtete neben der Lenkung und Aufsicht der inländischen Exposituren des OMIH, die finanziellen Angelegenheiten des Amtes. Die inländischen Exposituren in Volóc, Raho, Klausenburg, Csikszereda, Sepsziszentgyörgy, und Ungvar waren neben dem Reichsverweserkommisar als sogenannte Fremdenverkehrs-Hauptbeauftragten tätig. Die lange Reihe der dem Wirkungskreis des Amtes durch die Rechtsnorm zugewiesenen Aufgaben erwähne ich wegen

den knappen Rahmen meines Referates jetzt nicht.

Im Interesse der rationellen Zusammenfassung der Kräfte rufen das OMIH, IBUSZ, das Fremdenverkehrsbureau und der Ausschuss für Kur- und Erholungsorte der Hauptstadt im Jahre 1939 die Fremdenverkehrs-Arbeitsgemeinschaft, ins Leben. Mit der Unterstützung der Arbeitsgemeinschaft beginnt im akademischen Jahr 1939/40 an der Fakultät für Volkswirtschaftswissenschaft der Universität für Technik und Wirtschaftswissenschaft der erste Fachkurs für Fremdenverkehrsverwaltung, neben dem später - innerhalb der Rahmen der Universität - auch das Ungarische Institut für Fremdenverkehr eine Tätigkeit begann<sup>21</sup>.

Im ersten und zweiten Fachlehrkurs wurden in volkswirtschaftlicher Hinsicht, durch namhafte Fachgrößen zahlreiche wertvolle, zusammenfassende Vorträge auf hohem Niveau gehalten<sup>22</sup>.

Die taxative Aufzählung der organisatorischen und kontrollierenden Tätigkeit, welche mit der Fremdenverkehrsverwaltung zusammenhängt, ist nicht möglich. Vor dem Zweiten Weltkrieg gab es in dem bourgeois Ungarn folgende Organe auf Landes- und Regionalebene der Fremdenverkehrsverwaltung: Das höchste Organ war der Minister für Handel und Verkehr. Auf Ministerialebene verrichtet die Fremdenverkehrs-Fachabteilung die Verwaltung. Den Foren der Verwaltung leistet bei der Durchführung der Rechtsnormen das - hauptsächlich mit Aufsichtsaufgaben versehene - OMIH eine Hilfe, dessen Leiter gleichzeitig auch Leiter der Fremdenverkehrs-Fachabteilung des Handelsministeriums ist.

Ebenfalls der Arbeit des Ministeriums hilft mit seiner Begutachtung der im Jahre 1940<sup>23</sup> ins Leben gerufene Landesausschüsse für Fremdenverkehr.

Auf regionaler Ebene führen die Munizipalbehörden der

Komitate und Städte /Vizegespan, Bürgermeister der Städte mit Munizipalrecht/, während auf unterer Ebene die Leiter der lokalen Munizipien, der Oberstuhlrichter des Kreises, der Bürgermeister der Komitatsstadt die Fremdenverkehrs-Rechtsnormen durch.

Den Provinzmunizipien leisten die regionalen Exposituren des OMIH eine Hilfe und verrichten im allgemeinen auf dem Gebiete von mehreren Munizipien ihre durchführende und kontrollierende Tätigkeit, aber ohne behördlichen Wirkungskreis. Diese Exposituren sind gleichzeitig Vermittler zwischen den Munizipien und dem OMIH. Die Leiter der Exposituren sind in gleicher Person gewöhnlich die Sachverwalter der örtlichen Munizipien für Fremdenverkehr. Auf der Linie der Kreise und der Komitatsstädte hat das OMIH keine Exposituren mehr. Hier sind aber die Komitats-Fremdenverkehrsämter unter der Aufsicht des OMIH tätig.

Trotz aller dieser organisatorischen Struktur war die Tätigkeit der zentralen Regierung im Bezug auf die Entwicklung und den Ausbau des Fremdenverkehrs bloss von informativem und ratsgebendem Charakter. Die geltenden Rechtsnormen nämlich garantierten keinerlei behördliche Kompetenz im Bezug auf die einheitliche und überdachte Lenkung und Verwaltung auf oberer Ebene der Fremdenverkehrssachen<sup>24</sup>, den Organen des Fremdenverkehrs.

An dieser Sicht wollte die im Jahre 1940 herausgegebene Regierungsverordnung ändern<sup>25</sup>, welche im Interesse der Entwicklung und Sicherung des Fremdenverkehrs dem Handels- und Verkehrsminister nicht bloss sehr weitreichendes Kontroll- und Aufsichtsrecht sicherte, sondern auch eine mit entsprechenden Sanktionen versehene bedeutende behördliche Kompetenz. Die Verordnung aber, wie es auch ihr Titel zeigt /über Regelung einzelner Fragen des Fremdenverkehrs/, ist nicht bestrebt, die

mit dem Fremdenverkehr zusammenhängenden Fragen in dem Kreis der organischen Regelung einzubeziehen. Diese Verfügung bedeutete auf dem Gebiete der Fremdenverkehrsverwaltung auch nur eine provisorische Lösung. Die in der Verordnung zu findenden Verfügungen haben in erster Linie einen Polizeicharakter.

Um wegen der Kriegsvorbereitung und dem Ausbruch des Krieges ausgebliebenen ausländischen Fremdenverkehr zu ersetzen, wandte sich der wiederrichtete Landesausschuss für Fremdenverkehr zusammen mit der Propaganda Arbeitsgemeinschaft dem vernachlässigten inländischen Fremdenverkehr zu .

Von da an erhöhte sich der Verkehr von Jahr zu Jahr sprunghaft<sup>26</sup>. Der Fremdenverkehr der Provinz zeigte ähnlich dem der Hauptstadt die Erhöhung des inländischen Fremdenverkehrs an.

Die unermesslichen Zerstörungen des Zweiten Weltkrieges unterbrachen die Entwicklung unseres Fremdenverkehrs zu jener Zeit, da - mit der fahrplanmässigen Verwirklichung des Luftverkehrs über die Weltmeere - dafür grosse Möglichkeiten eröffnet wurden. Die Nachkriegslage schien überall in Europa hoffnungslos zu sein. Während die europäischen, westlichen Staaten mit im Rahmen der amerikanischen "Marshall Hilfe" hereinströmendem Kapital die Wiederherstellung in Angriff nahmen, schlossen wir uns zusammen mit der Sowjetunion und den anderen volksdemokratischen Ländern - aus verständlichen Gründen, dem die Ausgeliefertheit und politische Abhängigkeit bedeutenden Hilfsprogramm nicht an.

In Ungarn verursachten die Zerstörungen durch die Kriegsschäden in solchem Ausmasse, dass von einer Wiedereinleitung des Fremdenverkehrs eine zeitlang keine Rede sein konnte.

Beinahe völlig wurden jene unsere Einrichtungen vernichtet ohne die es keinen Fremdenverkehr gibt. Unsere Heilbäder und Hotels mit grosser Vergangenheit lagen mit ein-zwei Ausnahmen in Trümmern. Unsere Transportmittel wurden verschleppt. Unsere Brücken gesprengt. Nach der Befreiung musste zunächst an die Wiedereinleitung des Lebens gedacht werden. Wir hatten viel wichtigere Aufgaben als die Wiederherstellung der kostspieligen Einrichtungen der Fremdenverkehrsbedingungen.

Der ungarische Friedensvertrag erfolgte nur im Jahre 1946.

Die Zahl der nach dem Krieg nach Budapest kommenden Ausländer war sehr gering<sup>27</sup>, und auch die kamen meistens ärmlich. Diese Zahl war in den Jahre 1948 und 1949 kaum mehr als 32.000 Personen auf Landesebene<sup>28</sup>.

Die alte Organisationsform des ungarischen Fremdenverkehrs blieb eigentlich auch nach der Befreiung ganz bis 1948 unverändert. Dann wurden mit Ausnahme des IBUSZ alle andere Fremdenverkehrsorgane abgeschafft. Die geringe Fremdenverkehrstätigkeit, die damals notwendig war, versah das in staatliches Eigentum übernommene Unternehmen IBUSZ, welches unter der Aufsicht der VIII. Hauptabteilung des Ministeriums für Verkehr und Postwesen tätig war. Dieser Beschluss konnte durch die ungünstige politische Lage von damals beeinflusst werden, weiterhin auch dadurch, dass in der Sowjetunion und in den anderen volksdemokratischen Ländern ausschliesslich die verstaatlichten Reisebureaus die Fremdenverkehrs-Arbeit verrichteten.

Gegenüber dem ausländischen Fremdenverkehr gab der Entwicklung des inländischen Fremdenverkehrs jene Tatsache einen grossen Aufschwung, dass unsere Verfassung das Recht der Werktätigen zum bezahlten Urlaub und zur Erholung zum Gesetz erhob und sich damit der Kreis der Teilnehmer an dem inländischen

Fremdenverkehr erweiterte. Mit den durch die Verstaatlichung übernommenen Hotels, Pensionen, Erholungsheimen, beziehungsweise durch die Schaffung neuerer neben einer grossangelegten staatlichen Unterstützung - unter der Lenkung des Zentralrates der Gewerkschaften, erweiterten sich die Erholungsbedingungen der Werktätigen immer mehr.

Es entsteht der sogenannte soziale Fremdenverkehr, mit anderen Worten die soziale Touristik, oder Erholung, was einfach nichts anderes ist, als eine für die grossen Massen der Werktätigen eingeführte, staatlich und gesellschaftlich unterstützte durch Gewährung von begünstigten Krediten geförderte, Reise- und Erholungsbewegung, deren Grundlage der für die Werktätigen garantierte bezahlte Urlaub ist.

Die durch die Gewerkschaften - mit staatlichen Unterstützungen - verwirklichte Erholung ist neben ihrer grossen sozialen Bedeutung, aus dem Gesichtspunkt des Fremdenverkehrs darum besonders wichtig, weil sie neue, grosse Massen daran gewöhnt, dass sie ihren Urlaub mit Reisen verbringen. Damit erweitert sich in grossen Massen der Kreis der Teilnehmer an dem Fremdenverkehr.

Einer der Verwirklicher dieser neuen Form des Fremdenverkehrs ist die Sowjetunion, wo im Jahre 1919 in die verstaatlichten Heilbäder und Erholungsorte die werktätigen Massen zum Urlaub für Erholung geschickt wurden, dann wurde es im Jahre 1922 in ihr Arbeitsgesetzbuch inartikulierte, dass die Arbeiter zum bezahlten Urlaub Recht haben.

Das sowjetische Beispiel wirkte auch auf die kapitalistischen Länder anregend. Bereits zwischen den beiden Weltkriegen, verwirklichte zahlreiche kapitalistische Länder, England, Frankreich, Italien, die Schweiz, Deutschland und die skandinavischen Staaten, zur Schaffung des Sozialtourismus mehrere Initiativen.

Nach dem Zweiten Weltkrieg hielten die sozialistischen Länder und so auch unser Land in erster Linie den - den inländischen Fremdenverkehr bedeutenden - Sozialtourismus, dessen Entwicklung, als ihre wichtigste Fremdenverkehrsaufgabe. Nacheinander wurden die neuen Erholungsheime, Heilbäder erbaut, wo die Werktätigen unter begünstigten Bedingungen ihren Urlaub verleben können.

In Folge dieser Bestrebungen und Massnahmen entwickelte sich in Ungarn der inländische Fremdenverkehr mit grossen Schritten, und bereits in den Gästetagen von 1949 erreichten wir das zwischen den beiden Kriegen erreichte höchste Niveau.

Das Statistische Zentralamt führt seit 1961 auf Grund der Grenzüberschreitungen von den ein- und durchreisenden Ausländern, ebenso wie von den nach dem Auslande reisenden ungarischen Staatsbürgern regelmässige statistische Ermessungen. Daraus ist festzustellen, dass im Jahre 1955 die Zahl der Ein- und Ausreisenden je 100.000 Personen etwas überschritten, beziehungsweise beinahe erreicht hatte. In der Entwicklung unserer Volkswirtschaft ebenso wie in der internationalen Lage erfolgte im Jahre 1955 eine bedeutende Wandlung in der Beurteilung des ausländischen Fremdenverkehrs. Die Erleichterungen des Visumzwangs, die Regelung der Devisenfragen mit den Freundschaftsländern gab der Reiselust einen Aufschwung.

In organisatorischer Hinsicht errichtete der Ministerrat im Verordnungswege im Jahre 1955 für die Lenkung auf grundsätzlicher Ebene der Interessen des Fremdenverkehrs, für die Koordinierung der sich im Zusammenhange mit dem Fremdenverkehr ergebenden Gesichtspunkte, weiterhin für die Ausarbeitung von Fremdenverkehrsplänen mit kürzerer und längerer Perspektive, den Landesrat für Fremdenverkehr /OIT/<sup>29</sup>. Den Rat errichtete der Ministerrat aus den Leitern der am Fremdenverkehr interessierten Portfeuille Oberbehörden und aus den Vorsitzenden des den inländischen Sozialfremdenverkehr abwickelnden Zentralrat



der Gewerkschaften, und der Exekutive des Hauptstädtischen Rates von Budapest. Der Rat begann seine Tätigkeit unter der Aufsicht des Verkehrs- und Postministers. Er tat sehr viel dafür, dass der Fremdenverkehr wieder Bürgerrecht erlange, da damals die verschiedenen Organe nicht die gleiche Meinung über den Fremdenverkehr hatten.

Ebenfalls im Jahre 1955 wurde auch das Hauptstädtische Fremdenverkehrsamt neugestaltet, welche die diesbezüglichen Interessen unseres grössten Fremdenverkehrsschatzes, der Hauptstadt vertretende Organisation wurde.

Im Jahre 1957 wurde der Verwaltungsausschuss des Plattensees /BIB/ wieder errichtet<sup>30</sup>. Damit wurde die regionale Fremdenverkehrsentwicklung des Landes in Angriff genommen. Nacheinander entstehen die regionalen Ausschüsse der anderen regionalen Einheiten. Wie z.B. die Ausschüsse für das Donauknie, für den Velence-See, für die Matragegend und die Gegend von Eger, für das Komitat Baranya, für Nordungarn, für Transdanubien, für Hortobágy und für das Bakonygebirge.

Im Jahre 1957 wird unter der politischen und wirtschaftlichen Lenkung des Zentralkomitees des Kommunistischen Jugendverbandes /KISZ/ das Express Jugend- und Studentenreisebureau ins Leben gerufen. Damit entstand das zweite Reiseunternehmen in unserem Lande.

Der Ausbau des Netzes der Fremdenverkehrsbureaus in den Komitaten wurde fortgesetzt. Im Jahre 1955 waren sie nur noch in 7 Komitaten, beziehungsweise Städten tätig. Ihre Zahl erhöhte sich bis 1960 auf 13, dann bis 1965 funktionieren bereits in allen Komitaten und zahlreichen Städten Fremdenverkehrsämter.

Für die Sicherung der Fachleute der Fremdenverkehrs-

Empfangsfähigkeit beginnt im Jahre 1956 eine grossangelegte gastwirtschaftliche und Hotelindustrie-Fachausbildung, deren grösster Erfolg die Schaffung im Jahre 1969 der Handels- und Gastwirtschaftshochschule war<sup>31</sup>.

Als Weiterentwicklung des Landesorgans der Lenkung des Fremdenverkehrs gestaltet sich im Jahre 1958 unter der unmittelbaren Lenkung des Handels- und Postministers das Sekretariat des Landesrates für Fremdenverkehr /OIT/, als selbstständige Hauptabteilung des Ministeriums, welche aufgrund der Beschlüsse des OIT auf der Ebene einer Hauptbehörde die Arbeit der Fremdenverkehrsorgane lenkt und koordiniert.

Im selben Jahre wird Ungarn Mitglied des Internationalen Verbandes der Offiziellen Fremdenverkehrsorganisationen /UIOOT/. So wird das Erkennen unmittelbar der internationalen Probleme des Fremdenverkehrs, die Übernahme der ausländischen Erfahrungen und die unmittelbare Demonstration unserer Bestrebung zur Entwicklung des Fremdenverkehrs möglich.

Die im Interesse der Entwicklung des Fremdenverkehrs unternommene Massnahmen und die immer grösseren Fremdenverkehrsinvestitionen liessen ihre Wirkung in der Erhöhung des Verkehrs besser spüren. Die öffentliche Meinung und die offiziellen Organe - auch jene die früher dagegen waren - nehmen eindeutig für die weitere Entwicklung des Fremdenverkehrs Stellung. Nacheinander entstehen die den Fremdenverkehr fördernden Verfügungen. So entstehen neben der grundsätzlichen Regelung zahlreiche Fragen /Fremdenführung, Touristenführung, Bau von Campings, ihr Betrieb usw./ auch die Reisen in administrativer Hinsicht erleichternde Massnahmen. Eine der hervorragendsten Massnahmen in solcher Sache ist die Verordnung mit Gesetzeskraft des Präsidialrates der Ungarischen Volksrepublik Nr. 2/1964, welche den Beitritt unseres Landes zum Abkommen "Über die Erleichterung des Touristenverkehrs", das im Jahre 1954 in New York entstand, verkündet. Bedeutend war die Verordnung "Über die Ab-

schaffung einzelner Einschränkungen im Zusammenhange mit der Devisenbewirtschaftung" von 1964<sup>32</sup>.

Die Erleichterung der Ein- und Ausreisen bedeuteten die mit den Freundesländern abgeschlossenen Fremdenverkehrsverträge, auf Grund deren die Staatsbürger jener Länder ohne Visum, mit ihrem Personalausweis beigelegten Einlageblatt /Reiseausweis/ reisen konnten. Ein Schritt vorwärts erfolgte auch bei der Abkürzung der Ausgabezeit der Sichtvermerke bei westlichen Einreisen, und sogar an einzelnen Grenzstationen /Sopron, Kőszeg, Kelebia, Rőszke/ konnten - in den verkehrsreichsten Sommermonaten - Einreisesichtvermerke erhalten werden.

Das Jahr 1963 überschritt bei der Zahl der Ein- und Ausreisen bedeutend die Zahl von je 500 Tausend. Den sehr grossen Sprung brachte das Jahr 1964<sup>33</sup>.

Die riesigen Veränderungen die im Fremdenverkehr entstanden forderten die zeitgemässe Gestaltung der Lenkung der Organisation. So rief die Regierung im Jahre 1964 - dieses als selbstständige Lenkung fordernden Zweig - das Landesamt für Fremdenverkehr /OIH/ unmittelbar unter die Aufsicht des Ministerrates gehörend, ins Leben<sup>34</sup>.

Das Amt war eine selbstständige Behörde. Seine wichtigsten Aufgaben:

a/ Lenkung des IBUSZ, Aufsicht der Ausschüsse der Regionaleinheiten, Fachaufsicht der Fremdenverkehrsämter und fachmässige Lenkung anderer Organe welche eine Fremdenverkehrstätigkeit ausüben /EXPRESS, Touring Abteilung des Ungarischen Automobilklubs/.

b/ Abstimmung der mit dem Fremdenverkehr zusammenhängenden Tätigkeit der Ministerien und anderer Organe mit Landesbefugnis,

der Ratsorgane und gesellschaftlichen Organe,

c/ Fertigstellung der perspektivischen und Jahrespläne des  
Fremdenverkehrszweiges,

d/ Verrichtung der behördlichen Aufgabe der Lenkung und Fachauf-  
sicht auf dem Gebiete der verschiedenen Fremdenverkehrsinvesti-  
tionen,

e/ Entwicklung, Aufrechterhaltung der internationalen Beziehun-  
gen,

f/ Lenkung und Kontrolle der Fremdenverkehrspropaganda.

Dieser Beschluss der Regierung, als sie die Aufgaben des  
OIH festlegte, ist nur im allgemeinen bestimmenden Charakters,  
da die grundsätzliche volkswirtschaftliche Meinung zur Geltung  
kam, dass der Fremdenverkehr eine vielseitige, komplexe Wirt-  
schafterscheinung ist und darum sind es die Bedingungen des  
Fremdenverkehrs:

- der Verkehr,
- die Unterbringung, die Versorgung,  
die Faktoren welche die kulturelle Versorgung bedeuten,
- die gesundheitlichen
- zoll- und devisa-rechtlichen Verfügungen,
- die auf der Kontrolle der Ausländer gründenden Polizeiver-  
waltungs-Aufgaben, weiterhin
- die Geeignetmachung für Fremdenverkehrsaufnahme der ver-  
schiedensten Gebiete und dazu die umfassenden Gebietsent-  
wicklungsaufgaben, die zum Aufgabenkreis der Gebietsentwick-  
lungs, zum Aufgabenkreis der zuständigen Ministe-  
rien und Organe mit Landesbefugnis, weiterhin zuständigen  
Rats- und verschiedenen gesellschaftlichen Organs gehören. Im  
Laufe der Durchführung dieser ist es die Aufgabe des OIH, dass

es die Fremdenverkehrsinteressen geltend mache auch mit seiner initiiertender und koordinierender Arbeit.

Die Verfügung vom Jahre 1964 hielt die Aufrechterhaltung des Landesrates für Fremdenverkehr /OIT/ auch weiterhin für notwendig, und zwar abweichend von den vorherigen, in einer vielfältigeren Zusammensetzung und mit weiterem Wirkungskreis. Im Interesse der engen Zusammenarbeit der beiden Organe, ist der Leiter des Landesamtes für Fremdenverkehr /OIH/ amtswegen Mitglied des Landesrates für Fremdenverkehr und zugleich Leiter seines Sekretariates geworden.

Zu den Aufgaben des Rates /OIT/ gehört die Gestaltung und die Einschätzung der Fremdenverkehrspolitik auf Landesebene, die Abstimmung von Fragen, die mehrere Portefeuilles angehen, die Anregung der interessierten Organe zur Entwicklung des Fremdenverkehrs, Beratung und Gutheissung des Arbeitsplanes und des Programms des Amtes /OIH/.

Das Landesamt für Fremdenverkehr /OIH/ begann seine Tätigkeit als ein der Regierung untergeordnetes Organ mit Landesbefugnis. Im Laufe der späteren versah seine unmittelbare Lenkung zunächst der Handels- und Postminister<sup>55</sup> und dann später vom 18. Dezember 1966 der Minister für Innenhandel. Mit Wirkung vom 22. März 1967 wurde das Landesamt /OIH/ von der unmittelbaren Lenkung und Aufsicht der Regierung in die des Ministers für Innenhandel übertragen. Die Ernennung des Leiters des Amtes blieb - unabhängig von der veränderten organisatorischen Lage - auch weiterhin in der Kompetenz der Regierung und ist auch heute dort.

Der Regierungsbeschluss von 1967 über die Modernisierung der Lenkungsorganisation des Fremdenverkehrs schafft das OIH ab, aufrechterhaltend den Landesrat für Fremdenverkehr /OIT/ und dessen Sekretariat<sup>36</sup>. Im Verhältnis zu früher erweitern sich die Aufgaben und Möglichkeiten des Rates OIT/. Vom Jahre

1967 an ist die Aufgabe des Rates /OIT/:

- die Pläne zur Erhöhung der volkswirtschaftlichen Wirksamkeit des Fremdenverkehrs auszuarbeiten, und zu koordinieren;
- Die perspektivischen Pläne und Investitionsvorschläge zur Entwicklung des Fremdenverkehrs zu gutachten;
- die Durchführung der staatlichen Beschlüsse, Programme über die Geltung der Fremdenverkehrspolitik und der Fremdenverkehrsentwicklung zu kontrollieren;
- die bedeutenderen internationalen Fremdenverkehrsberatungen und Treffen zu organisieren;
- die Fremdenverkehrspropaganda zu lenken und zu kontrollieren;
- den Fremdenverkehrs-Entwicklungsfonds aufzuteilen;
- die Aufsicht der Ausschüsse der regionalen Einheiten zu versehen.

Mit dieser Vorfügung kam die landesweite Lenkung der Fremdenverkehrstätigkeit zum Innenhandelszweig.

Der neueste Beschluss des Ministerrates betont nachdrücklich den Wirkungsbereich des OIT und das bringt in gewissen Gebieten der Lenkung des Fremdenverkehrs eine Dualität, da er die Zweiglenkung der Fremdenverkehrstätigkeit - durch den Minister für Innenhandel - auch weiterhin im Befugnis des Zweigministers lässt, während die Aufsicht des Landesrates für Fremdenverkehr /OIT/ vom 13. November 1976 wieder der Ministerrat übernimmt<sup>37</sup>.

Die regionale Lenkung des Fremdenverkehrs wird durch die

zuständigen Organe der Räte, die Arbeitsausschüsse der Räte und die Verwaltungsausschüsse der regionalen Einheiten ausgeübt.

Mit der örtlichen Ratsverwaltung des Fremdenverkehrs kann ich mich jetzt wegen Zeitmangel nicht befassen, dagegen meine ich, dass ich von der Kompetenz und von den Aufgaben der Verwaltungsausschüsse der regionalen Einheiten der regionalen Fremdenverkehrsleitung noch sprechen soll.

In Ungarn sind gegenwärtig 14 Verwaltungsausschüsse in regionalen Einheiten des Fremdenverkehrs, welche auf Grund der gemeinsamen Beachtung der natürlichen-geographischen, fremdenverkehrs-geographischen, Verwaltungs- und Zweckmässigkeitsgesichtspunkte ausgebildet wurden, tätig.

Die Organisation, die Statute der Verwaltungsausschüsse der regionalen Einheiten, stellen aufgrund der früher durch OIT ausgegebenen Richtlinien, mit Betracht auf die örtlichen Gegebenheiten die durch sie zusammengestellten - aber durch den Vorsitzenden des OIT gutgeheissenen - Organisations- und Tätigkeitssatzungen fest.

Die Aufgaben der Verwaltungsausschüsse der regionalen Einheiten sind:

- Zusammenwirken mit den interessierten Organen in der Fertigstellung der mit der regionalen Einheit zusammenhängenden und auch auf die Fremdenverkehrsentwicklung gerichteten Pläne;
- Förderung der Verwirklichung der in den regionalen Plänen bestimmten Zielsetzungen in Fragen, welche zu ihrem Aufgabenbereich gehören;
- bei solchen regionalen Einheiten, wo es noch keinen regionalen Plan gibt, aber dessen Notwendigkeit sich zeigt, die Betreuung der Verfertigung eines solchen Planes und dabei Teilnahme an

dessen Verfertigung;

- Vorschlagsmachung für die Verwirklichung von Einrichtungen, welche sich auf die Entwicklung der regionalen Einheit richten;
- Ausarbeitung von Vorschlägen für den Landesrat für Fremdenverkehr /OIT/ zur Benützung des Entwicklungsfonds für Fremdenverkehr;
- Unterstützung von Entwicklungen die mit der Finanzierung des Entwicklungsfonds für Fremdenverkehr verwirklicht werden;
- Unterstützung von Entwicklungen, die mit der Finanzierung des Entwicklungsfonds für Fremdenverkehr verwirklicht werden;
- Unterstützung der Fremdenverkehrs- und anderer Veranstaltungen der staatlichen und gesellschaftlichen Organe, welche auf dem Gebiet der regionalen Einheit tätig sind;
- Gutachten über die Benützung der diesem Zwecke dienenden Beträge aller Organe, die auf dem Gebiet der regionalen Einheit eine Entwicklung planen;
- Ausbildung aufgrund der Fremdenverkehrspolitik auf Landes- und Ortsebene der richtigen Fremdenverkehrssicht der örtlichen Bewohnerschaft;
- Stellungnahme über den Haushaltsplan der Kur- bzw. Erholungs-orte, im Betracht auf die Planung der veranschlagten Beträge unter dem Titel der Erholungsortaufgaben.

An der Spitze der Verwaltungsausschüsse steht der durch den Vorsitzenden des OIT berufene Präsident. Die Mitglieder des Verwaltungsausschusses beruft der Präsident von den Personen, die in der Region eine Tätigkeit der Staatsmacht, der



Verwaltung, der Wirtschaft ausüben, weiterhin von Personen, die im Interesse der regionalen Einheit eine bedeutende gesellschaftliche, wissenschaftliche, künstlerische, kenntnisverbreitende, oder andere mit dem Fremdenverkehr verbundene hervorragende Arbeit geleistet haben.

Die Erweiterung des Verkehrs der vergangenen Jahre, des Kreises der Teilnehmer an dem Fremdenverkehr ergab die Erweiterung des Kreises der Reisebureaus. So entstanden der COOP-TOURIST, die MALÉV Air Tour, der VOLANTOURIST, der Budapest Tourist, ebenso wie die verschiedenen Fremdenverkehrsämter - neben ihren früheren Aufgaben - auf immer grösserem Gebiet ihre Reisebureautätigkeit ausüben.

Auch auf dem Gebiete der begünstigten Gewerkschaftserholung erweitern sich die Möglichkeiten der internationalen Erholungsaustausche.

Diese riesige Entwicklung, mehr als 10 Millionen Ein- und Durchreisende, nahe 4 Millionen Ausreisende im Jahre, bedeutet, dass es keiner mehr bestreitet, und sogar die staatlichen und gesellschaftlichen Organe alle Kraftanwendung daran legen um den Fremdenverkehr zu fördern, abzuwickeln. Die öffentliche Meinung, die staatlichen und gesellschaftlichen Organe betrachten es als alltäglich, als ein Bestandteil des Lebens den Fremdenverkehr, welcher, was die Einnahmen und Ausgaben der Volkswirtschaft anbelangt, ein wichtiger Faktor ist. Ein Referat ist nur dafür geeignet, um die Entwicklung skizzenartig zu zeigen. Ich möchte es, dass es mit dieser Zusammenfassung doch gelinge vorzustellen, dass seit 1955 der ungarische Fremdenverkehr, dessen Organisation und Leitung - auch mit Betracht auf die regionalen Aspekte - sich in einer bedeutenden Entwicklung befindet.

N O T E N

1. Endre Gundel: Az idegenforgalom elmélete és gyakorlata /Theorie und Praxis des Fremdenverkehrs/ Budapest, 1937.5.S.
2. W.Hunziker - K. Krapf: Grundriss der allgemeinen Fremdenverkehrslehre. Zürich, 1942.
3. R. Glücksmann: Allgemeine Fremdenverkehrskunde. Bern, 1935.
4. Béla Markos - András Kolacsek: Idegenforgalom /Fremdenverkehr/ Budapest, 1961.
5. Der Fremdenverkehr von Budapest erhöhte sich von 1888 bis 1891 von 85.000 Personen auf 126.800 Personen.
6. A Fővárosi Idegenforgalmi Hivatal évi jelentései /Jahresberichte des Hauptstädtischen Fremdenverkehrsamtes/
7. B. Markos - A. Kolacsek - Gy.Lantos: Az idegenforgalom elmélete /Theorie des Fremdenverkehrs/ Lehrbuch ersetzendes Kollegheft.
8. Verordnung Nr.6.720/1931.M.E. /Verordnungsblatt 1931/
9. XVI. Gesetzartikel von 1929 kurz Gesetz des Badewesens.
10. Verordnung Nr. 2.810/1931 M.E. über Kur- und Erholungsorte.  
Verordnung Nr. 2.820/1931 M.E. über Kur- und Erholungsorte am Plattensee / Verordnungsblatt-Rendeletek Tára 1931/
11. Verordnung Nr.7.950/1933 M.E. über Abänderung der Verordnung Nr.2.820/1931.M.E. weiterhin über die Abänderung der Verordnungen Nr. 1.700/1934.M.E. und Nr.2.820/1931.M.E. /Rendeletek Tára - Verordnungsblatt 1933,1934/

12. XVII. Gesetzartikel von 1934. über die Schaffung des Zentralen Budapester Kur- und Erholungsort Ausschusses.
13. Verordnung Nr. 70.261/1932. B.M. über die Schaffung von Fremdenverkehrsämtern in der Provinz.
14. Gesetzesvorlage verfertigt durch Sándor Kuthy, Direktor des Kulturellen Bundes der Städte über die Entwicklung des Fremdenverkehrs. Budapest, 1933. Drucksache.
15. Siehe unter Fussnote /14/.
16. Vorträge von Jenő Pöltzel, Leiter des Plattensee Verwaltungsausschusses /BIB/ über die Funktionierung des BIB. Budapest. An dem Fachlehrgang für Fremdenverkehrsverwaltung im Jahre 1941. Die Statistik zeigt im Jahre 1911 bereits 19 Badeorte, 33.929 ständige Besucher und einen Gesamtverkehr von 75.237.
17. Siehe bei Fussnote /16/.
18. Vortrag von Károly Széchényi, Präsident des OMVSZ: über die Struktur und Funktionierung des OMVSZ /Ungarischer Landesverband für Gästeverkehr/, an dem Fachlehrgang für Fremdenverkehrsverwaltung von 1941.
19. Tätigkeitsbericht des OMIH vom Jahre 1939.
20. Siehe unter Fussnote /14/.
21. Siehe unter Fussnote /4/.
22. Ede Márffy: Az idegenforgalom egyes kérdéseinek közigazgatására vonatkozó jogszabályokról /Über einige Rechtsnormen, welche sich auf einzelne Fragen der Verwaltung des Fremden-

- verkehrs beziehen. Ede Márffy: A gyógyfürdők, éghajlati gyógyhelyek, üdülőhelyek, ásvány- és gyógyforrások közigazgatásának ügye /Die Sache der Verwaltung der Heilbäder, klimatischen Kurorte, Erholungsorte, Mineral- und Heilquellen/ István Egyed: Idegenforgalmi iparok /Fremdenverkehrsindustrien / Olivér Markos: A közlekedési jog idegenforgalmi vonatkozásai. /Femdenverkehrsaspekte des Verkehrsrechts/ usw. Materialien des Fachlehrcurses für Fremdenverkehr von 1942 in der Redaktion von Béla Markos. Herausgegeben Budapest, 1942.
23. Verordnung Nr. 3.680/1940. M.E. über die Abänderung der Verordnung Nr.11.001/1935. M.E. /Rendeleték Tára - Verordnungsblatt 1940/.
24. Ede Márffy: Az idegenforgalom egyes kérdéseinek közigazgatására vonatkozó jogszabályokról tartott előadása /Vortrag über Rechtsnormen, welche sich auf die Verwaltung einzelner Fragen des Fremdenverkehrs beziehen/ an dem Fachlehrcurs bekanntgemacht unter Fussnote /22/.
25. Verordnung Nr. 4.400/1941. M.E. über die Regelung einzelner Fragen des Fremdenverkehrs /Rendeleték Tára - Verordnungsblatt 1941/.
26. Der inländische Fremdenverkehr der Hauptstadt erhöhte sich gegenüber der Zahl von 87 Tausend im 1935 auf 331 Tausend in 1943. /Fővárosi Statisztikai Hivatal - Hauptstädtisches Statistische Amt/.
27. Die Zahl der Personen aus dem Ausland, die in Budapest zu Gast waren betrug 6.467 in 1945, 6.211 in 1946, 10.649 in 1947 /Fővárosi Statisztikai Hivatal - Hauptstädtisches Statistische Amt/.

28. Ankunft nach Ungarn aus dem Ausland 31.284 in 1948, 32.689 in 1949. Im Jahre 1950 war keine Ermessung. /Angaben des Ungarischen Fremdenverkehrs-Forschungsinstitutes/.
29. Beschluss Nr. 3010/1955/I.12/Mt.h.
30. Beschluss Nr. 2087/1958 /XI.26./ Korm.
31. Verordnung mit Gesetzeskraft Nr. 26. von 1969.
32. Verordnung mit Gesetzeskraft Nr. 13. von 1964.
33. In 1963 Einreisende 584.688, Durchreisende 336.333 Ausreisende 568.775.  
In 1964 Einreisende 1.302.351, Durchreisende 497.581, Ausreisende 1.485.712.
34. Beschluss Nr. 1017/1964 /VI.6./ Korm. der Regierung.
35. Regierungsbeschlüsse Nr. 1005/1965 /II.25./ und 1021/1966 /XII.18./ Korm.
36. Regierungsbeschluss Nr. 1037/1967 /X.19./ Korm.
37. Regierungsbeschluss Nr. 1036/1976 /XI.13./ Korm.



Keine umfassende Darstellung der neueren Entwicklung der österreichischen Verwaltungsorganisation kann an dem imponierenden Projekt eines Gemeindegesetzes<sup>2</sup> vorbeigehen, das der damalige Innenminister Graf Stöckl im Februar 1848 dem Ministerialrat vorlegte. In seiner ursprünglichen Fassung sieht dieser Entwurf fünf Ebenen der Selbstverwaltung vor: die Ortsgemeinde, die Gaugemeinde, die Bezirks- und Kreisgemeinde und die Landesgemeinde. Auf den drei letztgenannten Ebenen sollte den

**HERBERT HOFMEISTER**

**PLAENE UND ANSAETZE ZU EINER KREIS-/SELBST-  
VERWALTUNG IN DER NEUEREN ÖSTERREICHISCHEN  
VERFASSUNGSGESCHICHTE**

Ausdrücklich mit historischen Ansetzungen und durch eine "Verordnung" als Organ der Selbstverwaltung zu bezeichnen. Das Prinzip der Selbstverwaltung entsprechend sollte dieser Organen jedoch nur im Bereich des sog. übertragene Wirkungskreis gegenüber den Vorstehern der Selbstverwaltungskörper ein Weisungsrecht zukommen. Im sog. "natürlichen"<sup>3</sup> Wirkungskreis der Gemeinde, ihres eigentlichen Lebensbereich, war eine Weisung durch die genannten "politischen" Verwaltungsorgane bzw. die ihnen übergeordneten Minister ausgeschlossen. Eine Überprüfung der von den Unteren Selbstverwaltungskörpern, also Ort-, Gau- oder Bezirksgerichte, erlassenen Entscheidungen sollte nur im Wege einer Berufung an die Kreisvertretung möglich sein. Ferner sollte der Kreisvertretung die Überwachung des Vermögens der untergeordneten Gemeinden obliegen.

Die oben angeführten Details des dem Stöckl'schen Entwurf zum provisorischen Gemeindegesetz zeigen sehr deutlich, dass Stöckl den berühmten, als Pkt. I in das provisorische Gemeindegesetz aufgenommenen Satz: "Die Grundidee des freien Staates ist die freie Gemeinde" in weit umfassenderem Sinne verstanden und verstanden wissen wollte, als wir dies heute gemeint sind. Die Gemeindeautonomie ist nach dem Stöckl'schen Konzept keineswegs auf die "Ortsgerichte" beschränkt, als erscheint bei ihm vielmehr ein staatsrechtliches Organisationsprinzip schlichthin. Dies zeigt mit nicht zu überbietender Deutlichkeit der Umstand, dass

HERBERT HOEHRSTEN

VERFAHREN IN DER NEUEREN ÖSTERREICHISCHEN  
VERFAHRUNG IN DER NEUEREN ÖSTERREICHISCHEN  
VERFAHRUNG IN DER NEUEREN ÖSTERREICHISCHEN  
VERFAHRUNG IN DER NEUEREN ÖSTERREICHISCHEN



Keine umfassendere Darstellung der neueren Entwicklung der österreichischen Verwaltungsorganisation<sup>1</sup> kann an dem imponierenden Projekt eines Gemeindegesetzes<sup>2</sup> vorbeigehen, das der damalige Innenminister Graf Stadion im Februar 1849 dem Ministererrat vorlegte: In seiner ursprünglichen Fassung sieht dieser Entwurf fünf Ebenen der Selbstverwaltung vor: Die Ortsgemeinde, die Gaugemeinde, die Bezirksgemeinde, die Kreisgemeinde und die Landesgemeinde. Auf den drei letztgenannten Ebenen sollte den ausdrücklich mit Autonomie ausgestatteten und durch eine "Vertretung" bzw. einen Obmann repräsentierten Körperschaften jeweils ein Organ der sog. politischen Verwaltung gegenüberstehen, nämlich Bezirkshauptmann, Kreispräsident und Statthalter. Dem Prinzip der Selbstverwaltung entsprechend sollte diesen Organen jedoch nur im Bereich des sog. übertragenen Wirkungskreises gegenüber den Vorstehern der Selbstverwaltungskörper ein Weisungsrecht zukommen: im sog. "natürlichen"<sup>3</sup> Wirkungskreis der Gemeinde, ihrem eigentlichen Lebensbereich, war eine Weisung durch die genannten "politischen" Verwaltungsorgane bzw. die ihnen übergeordneten Minister ausgeschlossen. Eine Überprüfung der von den unteren Selbstverwaltungskörpern, also Orts-, Gau- oder Bezirksgemeinde, erlassenen Entscheidungen sollte nur im Wege einer Berufung an die Kreisvertretung möglich sein. Ferner sollte der Kreisvertretung die Überwachung des Vermögens der untergeordneten Gemeinden obliegen<sup>4</sup>.

Die eben angeführten Details aus dem Stadionschen Entwurf zum provisorischen Gemeindegesetz zeigen sehr deutlich, dass Stadion den berühmten, als Pkt. I in das provisorische Gemeindegesetz aufgenommenen Satz: "Die Grundfeste des freien Staates ist die freie Gemeinde" in weit umfassenderem Sinne verstand und verstanden wissen wollte, als wir dies heute gewohnt sind. Die Gemeindeautonomie ist nach dem Stadionschen Konzept keineswegs auf die "Ortsgemeinde" beschränkt, sie erscheint bei ihm vielmehr als staatstragendes Organisationsprinzip schlechthin. Dies zeigt mit nicht zu überbietender Deutlichkeit der Umstand, dass

dass selbst die historisch gewachsenen Kronländer dem Schema der mehrstufigen Gemeindeautonomie unterworfen und demgemäss als "Landesgemeinden" bezeichnet wurden. Diese Bezeichnung findet sich in der endgültigen Fassung des provisorischen Gemeindegesetzes allerdings nicht mehr, da die Ministerkollegen Stadions eine Erwähnung der Landtage im vorliegenden Zusammenhang für unpassend hielten<sup>5</sup>; auch die Gaugemeinden scheiterten übrigens am Einwand der übrigen Regierungsmitglieder, da man diese in Rücksicht auf die Möglichkeit der fakultativen Bildung von Gemeindeverbänden für entbehrlich hielt. Eine weitere praktisch sehr bedeutsame Aenderung, die man an dem Stadionschen Konzept anbrachte, bestand darin, dass an die Stelle der ursprünglich vorgesehenen direkten Wahl der Kreisvertretungen die Wahl durch die Bezirksausschüsse gesetzt wurde.

Wenn wir diese späteren Verwässerungen ausser acht lassen und uns neuerlich das ursprüngliche Konzept Stadions vor Augen führen so wird folgendes deutlich: in dem Stufenbau der Selbstverwaltungskörper liegt das Schwergewicht nicht bei der obersten Stufe, dem Kronland, sondern bei der Kreisgemeinde; denn im Kreis, und nicht auf Landesebene, sollte sich nach der Vorstellung Stadions der eigentliche Berührungspunkt zwischen autonomer Verwaltung auf der einen und politischer /staatlicher/ Verwaltung auf der anderen Seite befinden. Dem Land bzw. der Landesgemeinde sollte lediglich eine oberste Aufsicht zukommen, etwa im Falle einer Sistierung von Kreistagsbeschlüssen durch den Obmann der Kreisvertretung bzw. den Kreispräsidenten<sup>6</sup>.

Wie sich Stadion die praktische Verwirklichung der Kreiseinteilung, insbes. die Grösse der zu bildenden Kreise, vorstellte, kann nicht mit Bestimmtheit gesagt werden. Es ist jedoch anzunehmen, dass Stadion im wesentlichen jene Einteilung vorschwebte, die der Kremsierer Entwurf in seinem § 3 vorsah<sup>7</sup>. Demnach sollten nur die grösseren Kronländer, und zwar mit "möglichster Rücksicht auf Nationalität", in Kreise unterteilt

werden, wobei etwa Böhmen in 9, Mähren in 4, Österreich unter der Enns in 3, Tirol und Vorarlberg in 3 und Steiermark in 2 Kreise zerfallen wären<sup>8</sup>. Diese Kreise wären also i.d.R. weit grösser gewesen als die Sprengel der Maria Theresianischen Kreisämter<sup>9</sup>, wie sie im Jahre 1849 und darüber hinaus bestanden. Vom rein verwaltungsorganisatorischen Standpunkt her betrachtet, versprach die Kreiseinteilung eine Rationalisierung und Hemogenisierung der Verwaltung, zumal die Grössenunterschiede zwischen den Kreisen weit geringer waren als jene zwischen den einzelnen Kronländern. Dieser Gesichtspunkt wird besonders deutlich, wenn man etwa das Kronland Böhmen den Kronländern Kärnten oder Salzburg gegenüberstellt<sup>10</sup>. Aber auch unter den noch heute im österreichischen Staatsverband befindlichen ehemaligen Kronländern sind die Grössenunterschiede sehr beträchtlich<sup>11</sup>. Mit der Verlagerung des Schwergewichts der Lokalverwaltung auf die Kreise wäre demnach ein dem französischen Departementsystem ähnliches, nach überwiegend rationalen Gesichtspunkten ausgerichtetes Einteilungsprinzip verwirklicht worden. Kremsierer Entwurf und später von Stadion vorgesehenen Kreise, wie schon betont wurde, Selbstverwaltungskörper. Wir haben hier somit eine höchst bemerkenswerte Kombination des französischen Departementsystems mit der diesem System eigentlich ganz fremden Selbstverwaltungsidee vor uns<sup>12</sup>.

Die Gründe, die Stadion zur Konzentration der Selbstverwaltung auf der Kreisebene bewogen, werden uns sofort deutlich, wenn wir uns die Tendenzen vor Augen führen, die den Kremsierer Reichstag bzw. dessen Verfassungsausschuss bei der Beratung der künftigen Verwaltungsorganisation beherrschten: Im Gegensatz zu einer späteren Phase der österreichischen Verfassungsentwicklung sieht der Kremsiere Verfassungsentwurf nämlich noch keine Zweigleisigkeit<sup>13</sup> der Verwaltung in den Ländern vor. Für den Vollzug der Reichs- ebenso wie der Landesgesetze ist gem. § 102 des Kremsierer Entwurfs ein und dasselbe Organ zuständig, nämlich der Landeschef, der in grösseren<sup>14</sup> Ländern Statthalter,

in kleineren /bloss aus einem Kreis bestehenden/ Landeshauptmann heisst. Zwar war der Landeschef /bzw. die ihm kraft landesverfassungsrechtlicher Bestimmung beigegebenen Statthaltereiräte/ nur "fünf den Vollzug der Landesgesetze " verantwortlich während hinsichtlich des Vollzugs von Reichsgesetzen eine Verantwortlichkeit gegenüber der Reichsregierung bestand /§§ 104f. gegenüber § 102/. Die zentralistisch orientierten Vertreter des Kremsierer Verfassungsausschusses befürchteten dennoch wohl nicht zu Unrecht, dass der Landeschef infolge seiner Abhängigkeit vom Landtag seiner Teilfunktion als Repräsentant der Zentralgewalt verlustig gehen und gleichsam zu einem "Landesminister" /wie Redlich<sup>15</sup> sagt/ umfunktioniert werde. Als Gegenmassnahme gegen die drohende "Verlängerung" der Statthalter versuchten die Zentralisten des Kremsierer Verfassungsausschusses die in der Pillersdorfschen Verfassung bloss angedeutete Kreisverfassung stark auszubauen. Die Kreise sollten den nationalen Minderheiten in den grossen Kronländern, so insbes. in Böhmen, Galizien und Tirol, als Bindeglied der Zentralgewalt dienen, nachdem abzusehen war, dass der Statthalter diese Funktion in Hinkunft nicht mehr wahrnehmen werde. Die Föderalisten freilich durchschauten diese Absicht; man befürchtete, dass sich die Kreistage mit der Zentralgewalt verbünden und so die Macht der Landtage schwächen könnten. Die Bestimmungen des Kremsierer Entwurfs über die "Kreistage /und Gemeinden/" /§§ 123 bis 131/ stellen demnach einen Kompromiss dar, für den eine relativ starke Abhängigkeit der Kreise von den Landesgewalten charakteristisch ist.

Im ursprünglichen Konzept Stadions ist das sich bei den Kremsierer Beratungen abzeichnende Spannungsverhältnis zwischen Ländern auf der einen und Kreisen auf den anderen Seite eindeutig zugunsten der letzteren gelöst: in seiner letzten Konsequenz strebt dieses Konzept nach einer weitgehenden Entmachtung der Länder. Deren Eingliederung in das oben skizzierte fünfstufige Modell der Gemeindeselbstverwaltung einschliesslich der Schwerpunktverlagerung auf die Kreise hätte, wenn deren Verwirkli-

chung gelungen wäre, zweifellos einen revolutionären Eingriff bedeutet, der den übrigen revolutionären Veränderungen der Jahre 1848/49 an Bedeutung in nichts nachgestanden wäre<sup>16</sup>.

## II.

Mit dem Übergang zum Neoabsolutismus<sup>17</sup> verlor die Problematik der Verwaltungsorganisation vorübergehend ihre oben aufgezeigte politische Brisanz; die an der Spitze der Verwaltung der einzelnen Kronländer stehenden Statthalter waren nunmehr ausschliesslich Repräsentanten der Zentralgewalt in den Ländern. Für ein politisches Gegengewicht zu den Landesgewalten, wie es nach der Vorstellung Stadions in den grösseren, gemischt-sprachigen Ländern die Kreise bilden sollten, bestand demnach keinerlei Bedürfnis. Dennoch sehen die für die Verwaltungsorganisation des Neoabsolutismus massgeblichen "Grundsätze für organische Einrichtungen in den Kronländern des österreichischen Kaiserstaates" die Bildung von Kreisen bzw. Kreisbehörden vor<sup>18</sup>. So wurden beispielsweise die Länder Österreich unter der Enns in vier, Österreich ob der Enns und die Steiermark in je drei, Tirol mit Vorarlberg in vier Kreise /hievon allerdings zwei in Südtirol/ eingeteilt. In Salzburg und Kärnten erfolgte keine Unterteilung in Kreise. Von den heute nicht mehr zum österreichischen Staatsverband gehörenden Gebieten seien Böhmen mit dreizehn Kreisen und Mähren mit sechs Kreisen angeführt.

Die Kreise der neoabsolutistischen Aera unterscheiden sich von jenen des Stadionschen Konzepts nicht nur darin, dass sie im allgemeinen der alten Kreiseinteilung<sup>19</sup> folgen und daher meist kleiner sind als es die Pläne Stadions<sup>20</sup> vorsahen, sondern vor allem hinsichtlich ihres rechtlichen Wesens: Es handelt sich hiebei nicht um Selbstverwaltungskörper, denen der Kreispräsident als Organ der politischen Verwaltung bloss zur Seite steht, sondern um weisungsgebundene Mittelbehörden zwischen den Statthaltern bzw. Steuerlandesbehörden einerseits und den sog. gemischten Bezirksämtern andererseits, die vom Kreisvorsteher monokratisch geleitet wurden. In Verwaltungs-

angelegenheiten war die Kreisbehörde teils erste Instanz, teils zweite Instanz gegenüber den Entscheidungen der Bezirksämter<sup>21</sup>. In Justizangelegenheiten war ihre Kompetenz hingegen auf gewisse Agenden der Justizverwaltung beschränkt<sup>22</sup>.

Zusammenfassend kann gesagt werden, dass der Kreisverwaltung des Neoabsolutismus keine politische Funktion zukam, sondern vielmehr die rein praktische Aufgabe, die Statthalter und die Steuerlandesbehörden der grösseren Kronländer arbeitsmässig zu entlasten. Auch war mit der Existenz der Kreisbehörden der Vorteil einer Übereinstimmung der Verwaltungs- mit der Gerichtsorganisation verbunden: So waren beispielsweise in Österreich unter der Enns Krems, St. Pölten sowie Korneuburg gleichzeitig Sitz von Kreisämtern wie Kreisgerichten<sup>23</sup>; auch diese Übereinstimmung war ein tragendes Element der von Stadion bzw. seinem Nachfolger Bach konzipierten Behördenorganisation.

### III.

Beginnend mit dem Ministerialerlass vom 19.12.1859<sup>24</sup> wurden zunächst in Österreich unter und ob der Enns und Steiermark, dann schrittweise auch in den übrigen Ländern die Kreisämter aufgehoben, die Statthaltereien übergingen. Primärer Grund für die Aufhebung war die schwierige Finanzlage der Monarchie, die eine Vereinfachung der Verwaltungsorganisation aus Kostengründen nahelegte. Den tieferen Grund bildet die sowohl in liberalen als auch in konservativen Kreisen verbreitete Abneigung gegen das bürokratische Regime der Bach'schen Ära<sup>25</sup>.

Die Meinungen über die anzustrebende Alternative waren jedoch unter den Kritikern geteilt:

Als der wohl bedeutendste Theoretiker der Konservativen trat Hans von Perthaler<sup>26</sup>, der geistige Vater des Februarpatents, in seiner 1860 erschienenen "Palingenesis"<sup>27</sup> hervor. Ziel

dieser Schrift ist es, wie der Untertitel sagt, das "Princip der Staatseinheit mit den Anforderungen der Selbstverwaltung in Einklang zu bringen", wobei der unter dem Einfluss Rudolf v. Gneists<sup>28</sup> stehende Perthaler vor allem das englische Modell des selfgovernment vor Augen hat, daneben aber auch die Selbstverwaltung der ungarischen Komitate. Aehnlich wie Stadion möchte Perthaler die Kreise zu den Hauptträgern der Selbstverwaltung machen<sup>29</sup>, wobei er an die bisherige Kreiseinteilung anknüpft. Die Mitglieder der Kreiskongregation bzw. deren Vorstand, der Kreishauptmann, sollen aber im Gegensatz zum Stadionschen Modell nicht gewählt, sondern durch den Kaiser ernannt und ehrenamtlich tätig sein. Für eine Ernennung sollten nach Meinung Perthalers jene Bewohner des Kreises in Betracht kommen, die durch Bildung und Besitz hervorragen. In erster Linie denkt Perthaler hiebei an den Landadel, in zweiter Linie an das gehobene Bürgertum. In Übereinstimmung mit Stadion betrachtet Perthaler die Länder als blosse den Kreisen übergeordnete Selbstverwaltungskörper<sup>30</sup>. Dem Statthalter sollen den Kreisen gegenüber daher gewisse Kontroll- und Koordinationsbefugnisse zustehen, eine eigentliche Landesverwaltung erübrigte sich nach Meinung Perthalers ebenso wie eine Landesgesetzgebung im Sinne einer staatlichen Gesetzgebungsbefugnis. Unter den Kreisen sollten die Bezirke /in der Grössenordnung der bisherigen gemischten Bezirksämter, nicht der späteren Bezirkshauptmannschaften/ und Gemeinden als Selbstverwaltungskörper eingerichtet werden, wobei Perthaler die Agenden der staatlichen Verwaltung ganz auf die Kreise verlagern will.

Sieht man von dem allerdings wesentlichen Unterschied hinsichtlich der Bestellung der Organwalter ab, so sind doch die Parallelen zwischen dem Stadionschen Modell der Selbstverwaltung aus 1849 und dem Perthalerschen Modell aus 1860 unübersehbar: Beide gehen von der Idee eines Stufenbaues der Selbstverwaltungskörper aus; beide beziehen die Länder in dieses System ein und bringen damit ihre stark zentralistische Tendenz<sup>31</sup> zum Ausdruck.

Indem die Liberalen die Rückkehr zu den Grundsätzen des von Stadion entworfenen provisorischen Gemeindegesetzes 1860/61 zu einer ihrer Hauptforderungen machten<sup>32</sup>, das in Übereinstimmung mit den konservativen Bestrebungen die Bildung von Selbstverwaltungskörpern auf mittlerer Ebene vorsah, schien der Zeitpunkt für die Realisierung der Kreis- und Bezirksgemeinden günstig. Dieser Eindruck wird noch durch die am 2.10.1860 vorgelegte Denkschrift des Ministers Goluchowski<sup>33</sup> verstärkt, in der die Einrichtung autonomer Organe höherer Ordnung, nämlich der Bezirksausschüsse sowie der Kreis- und Komitatsausschüsse, in Aussicht gestellt wurde. Ein lebhafter Verfechter eines durchgehenden Ausbaues der Selbstverwaltung war Schmerling<sup>34</sup>, der die Institution der Bezirks- und Kreisgemeinden im Reichsrat lebhaft gegenüber den Föderalisten verteidigte<sup>35</sup>. Demgemäss waren in dem dem Ministerrat am 24.5.1861 vorgelegten Entwurf<sup>36</sup> zum Reichsgemeindegesetz die Bezirks- und Kreisgemeinden als obligatorische Zwischenglieder zwischen dem Land /das im Entwurf übrigens wieder, wie bei Stadion, als Landesgemeinde bezeichnet wird/ und den Ortsgemeinden vorgesehen. Als aber der Staatsrat Geringer mitteilt<sup>37</sup>, dass eine Minorität des Staatsrates in Rücksicht auf die Länderwünsche eine bloss fakultative Normierung der höheren Gemeinden bevorzuge, findet dieser Standpunkt die Regierungsmehrheit und Schmerling muss sich geschlagen geben. Der Art. XVII des Reichsgemeindegesetzes vom 5. März 1862<sup>38</sup> lautet daher: "Zwischen die Gemeinde und den Landtag kann durch das Landesgesetz eine Bezirks- Gau-oder Kreisvertretung eingefügt werden...". Von dieser Ermächtigung des Reichsgemeindegesetzes haben von den heute noch zum österreichischen Staatsverband gehörenden Ländern lediglich die Steiermark /LGBl. Nr.19/1866/ und Tirol /LGBl.Nr. 56/1868/ Gebrauch gemacht, wobei es allerdings nur in der Steiermark tatsächlich zur Einrichtung von Bezirksvertretungen kam. Diese Selbstverwaltung der steirischen Bezirke hat sich bis 1938 erhalten<sup>39</sup>. Es waren dies die einzigen Selbstverwaltungskörper höherer Ordnung, denen ein umfassender Aufgabenkreis zukam, der



insbes. die Verwaltung des Bezirksvermögens, Landeskulturangelegenheiten, Gesundheitspflege, Armenversorgung u.a. einschloß<sup>40</sup>. In anderen Ländern, wie insbes. in Niederösterreich, waren Selbstverwaltungskörper höherer Ordnung nur für einzelne Aufgabenkomplexe, wie etwa Strassenerhaltung oder Armenfürsorge eingerichtet worden<sup>41</sup>.

Während die steirische Bezirksselbstverwaltung sich im wesentlichen in dem Zweck erschöpfte, eine demokratische Mitbeteiligung an der Bezirksverwaltung zu gewährleisten und auf diese Weise die Organe der Landesverwaltung zu entlasten, kam den in Böhmen schon 1864 /LGBI. Nr. 27/ errichteten Bezirksvertretungen im Nationalitätenstreit wichtige Bedeutung zu. Paradoxerweise werden die von Stadion neben den Kreisen als Instrument der Zentralisierung vorgesehenen Bezirksgemeinden ein Hort der dezentralistischen Bestrebungen des tschechischen Bürgertums. Hinsichtlich der Einzelheiten verweise ich hier auf das sehr instruktive Referat, das K.Maly<sup>42</sup> auf der Pécsér Konferenz gehalten hat.

Zusammenfassend kann über die Periode des Februarpatents bzw. des Reichsgemeindegengesetzes im Zusammenhang mit der Problematik von Selbstverwaltungskörpern höherer Ebene folgendes gesagt werden: Die kühnen Pläne der konservativen Richtung, wie sie etwa Perthaler repräsentiert, müssen wegen ihrer extrem zentralistischen Grundtendenz als die eigentlichen geistigen Nachfolger des Stadionschen Stufenmodells betrachtet werden, wenn man von der unterschiedlichen Bestellungsform der Organe absieht. Die charakteristischste Gemeinsamkeit der beiden Modelle ist die Schwerpunktverlagerung in den Kreis und die damit verbundene Reduktion der Kronländer zu blossen Selbstverwaltungskörpern höchster Ordnung.

Im Gegensatz zu konservativen Denkern wie Perthaler waren die Liberalen in der politischen Auseinandersetzung bereit, von dem Stadionschen Stufenmodell, sohin vom provisorischen Gemein-

degesetz, zugunsten der Länder erhebliche Abstriche zu machen, und zwar insbes. hinsichtlich der Selbstverwaltungskörper höherer Ordnung. Diese Kompromissbereitschaft der Liberalen von 1860/61 gegenüber den föderalistischen Tendenzen der Landesvertreter bildet die tiefere Ursache für die fakultative Fassung des Art. XVII Reichsgemeindegesezt, die es ganz im Gegensatz zu den Stadionschen Absichten den Selbstverwaltungskörpern höherer Ordnung ermöglichte, zu einem Hort dezentralistischer Bestrebungen zu werden.

#### IV.

Seit 1886, als die Deutschliberalen im böhmischen Landtag erstmals die Einrichtung einer Kreisverfassung für Böhmen forderten<sup>43</sup>, trat die Diskussion um die Selbstverwaltungskörper höherer Ordnung in eine neue Phase. Von dem genannten Zeitpunkt an kam die Diskussion um die Einführung von autonomen Kreisen nicht mehr zur Ruhe. Ich erwähne hier nur die Namen der wichtigsten Initiatoren: Plener /1886/, Ulbrich /1899/, Koerber /1900/1903/, Bienerth /1909/, Clam-Martinic /1917/<sup>44</sup>. Die meisten dieser Initiativen blieben ganz auf Böhmen beschränkt und können daher für unsere Thematik ausser acht bleiben. Hingegen ist in den Koerber'schen "Studien"<sup>45</sup> aus 1904 ein umfassendes Reorganisationsmodell für die Lokalverwaltung niedergelegt, das unser besonderes Interesse verdient, weil in diesem den Kreisen ähnlich wie bei Stadion und Perthaler eine zentrale Rolle zugedacht ist. Auf die Kreise sollte nämlich ein Grossteil der Kompetenzen der Landesausschüsse übergehen, so insbes. die Aufsicht über die Ortsgemeinden und Bezirke. Auch hinsichtlich des Stufenbaues: Ortsgemeinde, Bezirk, Kreis, Land folgte Koerber weitgehend dem durch das provisorische Gemeindegesezt erstmals vorgegebenen Modell. Zum wesentlichen Unterschied von diesem bilden die einzelnen Elemente des Stufenmodells bei Koerber keine reinen Selbstverwaltungskörper, sondern gemischte Gebilde<sup>46</sup>, deren Organe teils aus gewählten Vertretern, teils aus ernannten Beamten zusammengesetzt sein sollten. So sollte etwa

der Bezirkshauptmann /bei übrigens verkleinerten Sprengeln/ den Bezirksvertretungen, der Kreishauptmann den Kreistagen und Kreisausschüssen vorstehen. Durch eine solcherart "gemischte" Verwaltung wollte Koerber den Dualismus der Verwaltung auf Landesebene und beispielsweise auch den Gegensatz zwischen selbständigem und übertragenem Wirkungskreis bei den Ortsgemeinden überwinden. Das Koerber'sche Reformprogramm, das in vielem an preussische Vorbilder erinnert /so etwa auch hinsichtlich der von ihm geplanten mehrstufigen Verwaltungsgerichtsbarkeit/, hatte zwar keine unmittelbaren politischen Auswirkungen, gab aber doch den Anstoss für eine sehr gründliche Durchleuchtung der damaligen Verwaltungsorganisation und der Reformfrage. So veranstaltete die 1911 installierte Kommission zur Förderung der Verwaltungsreform<sup>47</sup> im Jahre 1912 unter dem Vorsitz von Redlich eine Enquete<sup>48</sup>, bei welcher eine grosse Anzahl prominenter Experten in sehr ausführlicher Weise zu allen brennenden Fragen der Verwaltungsorganisation /und deren gab es viele/ einvernommen wurden. Eine dieser Fragen hat das "Bedürfnis nach Kreisregierungen" zum Gegenstand, und es ist sehr bemerkenswert, dass nahezu alle Experten ein solches Bedürfnis bejahten. So meinte etwa Herrritt<sup>49</sup>, in den grösseren Kronländern sollten Kreise in der Grösse der französischen Departements eingerichtet werden, also etwa für jeweils eine halbe Million Einwohner. In weniger wichtigen Angelegenheiten sollte die Bezirkshauptmannschaft erste, die Kreisbehörde hingegen zweite und gleichzeitig letzte Instanz sein, in wichtigeren die Kreisbehörde erste und in der Regel der zuständige Fachminister zweite Instanz. An dieser Anordnung ist nicht nur der zur Regel erhobene bloss zweistufige Instanzenzug, sondern vor allem auch die Ausschaltung der Landesstelle bemerkenswert. Nach Meinung Herrritts sollte die Landesstelle nur kontrollieren, das repräsentative Organ sollte auf Landesebene also im Vordergrund stehen, aber nicht verwalten. Die Ansichten Tezners<sup>50</sup>, den wir als zweiten der befragten Experten hier anführen wollen, stimmen mit jenen Herrritts in der Frage der Kreisregierungen vollkommen überein: Auch Tezner empfiehlt die Verlagerung des Hauptgewichts

der Lokalverwaltung in die Kreise, die Landesstelle soll auf eine kontrollierende und koordinierende Funktion beschränkt sein. Auch im Dritten Jahresbericht<sup>51</sup> der Kommission aus 1914 wird die Einführung von Kreisvertretungen und Kreisbehörden als ein weitverbreiteter Wunsch erklärt, wobei als Funktion der Kreise einerseits die arbeitsmässige Entlastung der Landesbehörden in den grösseren Ländern, andererseits die Gewährleistung einer vom Nationalitätenkampf unberührten, weil in nationaler Hinsicht homogene Selbstverwaltung angeführt wird. Eben-dieselben Argumente waren schon im Kremsierer Verfassungsaus-schuss des Jahres 1848 zugunsten der Kreis-selbst-verwaltung ins Treffen geführt und insbes. von den tschechischen Abgeordneten für nicht stichhältig erklärt worden<sup>52</sup>. Wenn die Reformversuche auch letztlich zum Scheitern verurteilt waren, so ist es doch sehr bemerkenswert, dass Stadions Ideen, vor allem hinsichtlich der Kreisverfassung, in der letzten Phase der Monarchie aus der Versenkung geholt und gleichsam als letzter Rettungsanker betrachtet wurden.

#### V.

Obwohl die Idee der Kreisverfassung in der politischen Wirklichkeit der Habsburgermonarchie stets auf das engste mit den Nationalitätenproblem verknüpft war, erschöpfte sich diese Idee doch keineswegs in dem Aspekt der Nationalitätenfrage. Dies zeigen sehr deutlich die Auseinandersetzungen, die anlässlich der Beratungen<sup>53</sup> zum österreichischen B-VG aus 1920 in der Frage der Kreisverfassung bzw. der Selbstverwaltungskörper höherer Ordnung im allgemeinen geführt wurden. Unter den im Unterausschuss des Verfassungsausschusses vertretenen Parteien setzten sich nämlich die Sozialdemokraten sehr lebhaft für die Schaffung von autonomen Kreisen, in zweiter Linie auch Bezirken, ein. Dazu muss gesagt werden, dass die Sozialdemokraten die Forderung nach Schaffung von höheren Selbstverwaltungskörpern schon im Brünner Programm von 1899<sup>54</sup>, dann 1916, 1917 und

zuletzt im Nationalitätenprogramm aus 1918<sup>55</sup> proklamiert hatten, dies allerdings in erster Linie mit Blickrichtung auf das Nationalitätenproblem. Schon das Aktionsprogramm des Verbandes sozialistischer Abgeordneter aus 1919<sup>56</sup> aber zeigt uns, dass die Sozialdemokraten trotz des 1918 erfolgten Wegfalls der Nationalitätenfrage nach wie vor an ihrer Forderung nach Schaffung von Selbstverwaltungskörpern auf Kreis- und Bezirksebene festhielten. In den Vordergrund tritt jetzt aber vor allem das Verlangen nach einer Demokratisierung der Lokalverwaltung; sowohl die Bezirke als auch die neu zu schaffenden Kreise sollten durch gewählte Bezirks- und Kreisvertretungen repräsentiert werden, die den monokratischen Organen /Bezirkshauptmann, Kreishauptmann/ zur Seite stehen sollten. Nach der ursprünglichen Konzeption der Sozialdemokraten sollten die Kreise überhaupt an die Stelle der historischen Kronländer treten<sup>57</sup>, später begnügte man sich mit der Forderung nach einer Reduzierung der Länderautonomie zugunsten der Kreise und Bezirke<sup>58</sup>.

Dementsprechend sind in dem am 7.7.1920 in der konstituierenden Nationalversammlung eingebrachten Verfassungsentwurf<sup>59</sup> der sozialdemokratischen Partei, und zwar in dessen 5. Abschnitt /über die Gemeinden/, sehr eingehende Bestimmungen über die beabsichtigte Untergliederung der Länder in autonome Kreise und Bezirke enthalten, wobei allerdings die Kreiseinteilung im einzelnen einer späteren bundesgesetzlichen Regelung überlassen wurde. Nur grössere Länder sollten in Kreise geteilt werden, in kleineren sollte die Landesregierung zugleich als Kreisregierung fungieren /Art.95, Abs.2/. Gem. Art. 96 des Entwurfs sollte die Kreisgemeinde für den örtlichen Bereich des Kreises die Landes- sowie auch die Bundesverwaltung besorgen, die letztere jedoch nur insoweit, als nicht eigene Bundesbehörden errichtet sind. Organe der Kreisgemeinde sollten gem. Art.97 die von den Kreisbewohnern gewählte Kreisvertretung sowie der von dieser gewählte Kreishauptmann sein. In Landesangelegenheiten sollte der Kreishauptmann der Landesregierung, in Bundesangelegenheiten der Bundesregierung verantwortlich

sein. Aehnlich wie dies Brockhausen<sup>60</sup> im Jahre 1917 vorgeschlagen hatte, waren die den Kreishauptleuten untergeordneten Bezirkshauptmänner nach dem Vorbild der Wiener Magistratsverfassung bloss als örtlich exponierte Stellvertreter des Kreishauptmannes konzipiert; deshalb sollte ein Instanzenzug zwischen Bezirks- und Kreisgemeinde ausgeschlossen sein /Art.100, Abs.1/ und es sollte der Bezirkshauptmann vom Kreishauptmann mit Zustimmung der Kreisvertretung bestellt werden /Art.100, Abs.2/. Ungeachtet dieser Abhängigkeit vom Kreis wurde aber auch der Bezirk als Selbstverwaltungskörper angesehen und durch eine gewählte Bezirksvertretung repräsentiert /Art.100, Abs.2/.

Wenn wir nach den Gründen fragen, die die Sozialdemokraten bewogen, auch nach Wegfall des Nationalitätenproblems an der Forderung nach Einführung von Kreisgemeinden festzuhalten, so gibt hierüber Karl Renners Schrift "Österreichs Erneuerung" aus 1918<sup>61</sup> am besten Auskunft: Renner<sup>62</sup> meint, die österreichische Gemeindeautonomie sei nur zur Hälfte verwirklicht, da die im Reichsgemeindegesetz fakultativ vorgesehenen Gebietsgemeinden mit geringen Ausnahmen nicht ins Leben gerufen worden seien. Die Nachteile dieser Entwicklung hätten sich vor allem in der Kriegszeit gezeigt, als die Ortsgemeinden wegen ihrer zu geringen Verbundenheit mit der Bevölkerung und mangelnder Vertrautheit mit wirtschaftlichen Problemen nicht in der Lage gewesen seien, der anstehenden Probleme /insbes. auf dem Ernährungssektor/ Herr zu werden. Gerade was diesen Punkt betrifft, so habe sich hier das preussische System der autonomen Landkreise im Vergleich zum österreichischen wesentlich besser behaupten können; als vorbildlich müssten auch die englischen Grafschaften und die ungarischen Komitate angesehen werden. In Österreich hingegen sei es zur Schaffung von Gebietsgemeinden bislang nicht gekommen, weil sich "die Nationalitäten hinter den Steinruinen der Kronlandsautonomie verbarrikadiert haben"<sup>63</sup>. Die Schaffung einer Kreisordnung sei daher die erste und wichtigste Ausgabe, die den österreichischen Politikern nach dem Kriege gestellt sei. Denn: "Ohne Kreisordnung keine Lokalverwaltung,

ohne Lokalverwaltung keiner wirksame Verwaltungsreform, ohne Verwaltungsreform keine Gesundung unseres öffentlichen Geistes!"<sup>64</sup>

Der Gerechtigkeit halber muss freilich gesagt werden, dass die Sozialdemokraten keineswegs die einzigen waren, die für eine Kreisverfassung eintraten. Gerade unter den Lehrern des Staats- und Verwaltungsrechts war der Wunsch nach Schaffung autonomer Kreise weit verbreitet, und zwar auch unter Ausklammerung des Aspekts der Nationalitätenfrage. Über Herrnritt und Tezner haben wir schon gesprochen. Sehr bemerkenswert ist aber auch der umfangreiche Reformvorschlag des schon erwähnten Wiener Universitätsprofessors Brockhausen aus 1917<sup>65</sup>. Brockhausen fordert die Einführung autonomer Kreise aus zahlreichen verwaltungstechnischen, sozialen und wirtschaftlichen Erwägungen. So meint Brockhausen, die Bezirkshauptmannschaft sei einerseits zu gross, um einen engen Kontakt mit den Problemen der Bevölkerung zu gewährleisten, andererseits zu klein, um grösseren wirtschaftlichen Aufgaben gerecht werden zu können. Nach dem Vorschlag Brockhausens sollen die Kreise vor allem auf wirtschaftlichem Gebiet Hauptträger der Selbstverwaltung werden, wozu sie auf Grund ihrer Grösse in der Lage wären, während für die anderen Aufgaben der derzeitigen Bezirkshauptmannschaften die 1868 aufgelassenen Bezirksämter<sup>66</sup> /freilich ohne judizielle Befugnisse/ wieder eingeführt werden sollten, die einen wesentlich stärkeren Kontakt zur Bevölkerung ermöglicht hätten, als dies bei den Bezirkshauptmannschaften der Fall sei. Im übrigen sollten die Bezirksämter, um eine übermässige Komplizierung des Verwaltungsapparates zu vermeiden, bloss als Exposituren der Kreishauptmannschaften eingerichtet werden.

Der in vielen Punkten mit den Vorschlägen Brockhausens übereinstimmende sozialdemokratische Verfassungsentwurf stiess mit seiner Forderung nach Schaffung von Kreis- und Bezirksgemeinden auf den lebhaften Widerstand des christlichsozialen Koalitionspartners. Seinen ersten Niederschlag findet dieser Widerstand im sog. Renner-Mayr-Entwurf<sup>67</sup>, d. i. der am 8.7.1920 in

der Wiener Zeitung veröffentlichte gemeinsame Verfassungsentwurf des Sozialdemokraten Karl Renner und des Christlichsozialen Michael Mayr. In der Frage der Kreise, die er kurz zuvor noch für überaus wichtig erklärt hatte, musste Renner offenbar ein ganz wesentliches Eingeständnis machen. Während nämlich der sozialdemokratische Entwurf die Bildung von Kreisen für grössere Länder in obligatorischer Weise bundesverfassungsgesetzlich normieren wollte, heisst es in Art. 117 des Renner-Mayr-Entwurfs: "Die politischen Bezirke sind unter Berücksichtigung der geschichtlichen Landeseinteilung und unter Bedachtnahme auf wirtschaftliche Zusammenhänge und geänderte Verkehrsverhältnisse zu Kreisen /in Klammer: Bauen, Vierteln/ zusammenzufassen". Dann aber heisst es weiter: "Die... Einteilung eines Landes in Kreise bedarf übereinstimmender Bundes- und Landesgesetze".

Mit dieser Bestimmung war, ähnlich wie 1861 durch den neu gefassten Art. XVII des Reichsgemeindeggesetzes, die Möglichkeit der künftigen Bildung von Gebietsgemeinden praktisch im Keim erstickt, da die Länder ja die Hauptgegner dieser Institutionen waren und die für die Bildung von Kreisen erforderliche Landtagsmehrheit wohl kaum zu erlangen gewesen wäre. Selbst die solcherart entschärften Bestimmungen des Renner-Mayr-Entwurfs aber waren den für die Länderinteressen eintretenden Christlichsozialen noch zu weitgehend, und so kam es, dass in der zweiten Fassung des Renner-Mayr-Entwurfs der gesamte 5. Abschnitt einschliesslich der Bestimmungen über die Gebietsgemeinden, und wohl vor allem wegen diesen, gestrichen wurde<sup>68</sup>. Demgegenüber hob der Berichterstatter des Unterausschusses, der sozialdemokratische Abgeordnete Danneberg, neuerlich die Wichtigkeit der Kreisgemeinden hervor. So sei die bisherige bürokratische Behördenorganisation vor allem den künftigen Anforderungen auf dem Gebiete der Gesundheitspolitik nicht gewachsen; auch wies er auf die Möglichkeit einer die Grenzen zweier Bundesländer überschreitenden Kreiseinteilung hin, wodurch u.U. eine sinnvolle Regionalpolitik ermöglicht werden könnte.



Das Ergebnis dieser Auseinandersetzungen war ein erster Kompromiss, wonach die Bezirke und Kreise in der Verfassung als Spielarten der Gebietsgemeinde zwar angeführt sein sollten<sup>69</sup>; die konkrete Kreis- bzw. Bezirkseinteilung sollte gem. dem späteren Art. 12, Abs. 1, Z. 1 durch ein Bundesgrundsatzgesetz sowie Ausführungsgesetze der Länder geregelt werden. Da den Christlichsozialen aber offenbar selbst die bloße Nennung der Kreise im Verfassungstext eine zu starke Festlegung hinsichtlich des Charakters der zu schaffenden Gebietsgemeinden bedeutete, wurde in der Sitzung des Unterausschusses vom 14.9.1920 beschlossen<sup>70</sup>, die Kreise ebenso wie die /autonomen/ Bezirke gar nicht ausdrücklich zu erwähnen, sondern bloss den unverbindlichen Ausdruck "Gebietsgemeinden" zu gebrauchen, der, wie später Kelsen-Fröhlich-Merkl<sup>71</sup> zu Art. 116 B-VG ausführen, ganz offen lässt, für welchen Sprengel derartige Selbstverwaltungskörper errichtet werden konnten. In Art. 120, Abs. 1 B-VG wird die Regelung dieser Frage einem künftigen Bundesverfassungsgesetz bzw. den hiezu ergehenden Landesausführungsgesetzen überlassen. /Hinsichtlich des Verhältnisses zwischen dem - inzwischen aufgehobenen - Art. 12, Abs. 1, Z. 1 und dem Art. 120, Abs. 1 B-VG verweise ich auf die interessante Arbeit von Zluwa<sup>72</sup>, die im gemeinsamen Schriftenverzeichnis angeführt ist/. In der politischen Wirklichkeit bedeutet diese Regelung den endgültigen Todesstoss für den Gedanken der Kreisverfassung; auch bei den Sozialdemokraten dürfte man sich ziemlich bald mit der politischen Aussichtslosigkeit dieser ehemals so lebhaft verfochtenen Reformidee abgefunden haben. Zum letzten Mal dürfte die Forderung nach Einführung von Kreisgemeinden in offizieller Form im sog. Linzer Programm aus 1926<sup>73</sup> erhoben worden sein.

Auch auf Bezirksebene kam das Selbstverwaltungsprogramm über bescheidene Ansätze nicht hinaus: zwar gelang es den Sozialdemokraten durch die Schaffung des § 34, Abs. 1 und 6 Verfassungsübergangsgesetzes /ÜG/ 1920 das sog. kleine Selbstverwaltungsprogramm<sup>74</sup> in die Wege zu leiten, wonach den Bezirks-

hauptleuten als Übergangslösung demokratisch gewählte Bezirksvertretungen beigegeben werden sollten. Die Bundesregierung brachte auch tatsächlich eine entsprechende Regierungsvorlage<sup>75</sup> ein, die jedoch niemals verabschiedet wurde. Weitere Rückschlüsse waren der Übergang zum Ernennungsprinzip bei den steirischen Bezirksvertretungen im Jahre 1924<sup>76</sup>, die Aufhebung des § 34 des Verfassungsübergangsgesetzes durch die Novelle von 1929<sup>77</sup>, schliesslich die Beseitigung der steirischen Bezirksvertretungen im Jahre 1938. Nach dem zweiten Weltkrieg ist die Forderung nach Einführung einer Kreisverfassung, soweit ich sehe, überhaupt nicht mehr erhoben worden, auch die Forderung nach Einführung von autonomen Bezirken aber ist - nach ersten Ansätzen in der sog. Vorläufigen Verfassung<sup>78</sup> und einem sozialistischen Initiativantrag<sup>79</sup> über die Demokratisierung der Bezirksverwaltung im Jahre 1946 - im Laufe der Zeit immer mehr in den Hintergrund getreten. So wird in den Erläuternden Bemerkungen zur Regierungsvorlage der B-VG-Novelle 1962<sup>80</sup>, die das Gemeindewesen zum Gegenstand hatte, offen zugegeben, dass die Regierung das im Jahre 1920 vorgezeichnete Autonomieprogramm hinsichtlich der Gebietsgemeinden noch nicht für realisierbar halte. Daher überlässt denn auch der neugefasste Art. 120 B-VG die Regelung dieser Problematik einer künftigen Bundes-Verfassungsgesetzgebung.

## VI.

Die Forderung nach Einrichtung höherer Selbstverwaltungskörper, sei es nun auf Kreis-, sei es auf Bezirksebene, hat demnach in der gegenwärtigen österreichischen Rechts- und Verfassungsordnung entgegen den Absichten des Verfassungsgesetzgebers von 1920 nur sehr geringen Niederschlag gefunden. Es wäre jedoch sicher unrichtig, diesen Umstand bloss auf die den Gebietsgemeinden widrigen politischen Verhältnisse zurückzuführen; vielmehr sprechen, wie Kelsen<sup>81</sup> 1921 und Merkl<sup>82</sup> 1923 gezeigt haben, auch gewisse sachliche Bedenken gegen eine zu weitgehende Demokratisierung der Lokalverwaltung. Auf der an-

deren Seite stellt sich wohl die Frage, ob nicht einheitliche Selbstverwaltungskörper höherer Ordnung den im Landesreferat von Melichar<sup>83</sup> angeführten zahlreichen Spielarten überörtlicher Institutionen mit bloss partiellem Aufgabenbereich /Gemeindeverbände, Regionen u.a./, wie sie gegenwärtig bestehen und in zunehmender Zahl neu errichtet werden, vorzuziehen gewesen wären. Aus historischer Sicht verdienen die Projekte zur Schaffung von Gebietsgemeinden, und im besonderen der Kreisgemeinden, deswegen unser Interesse, weil der Übergang zur Kreisverfassung, wie Stadion schon 1848/49 erkannte, den einzig gangbaren Weg zur Überwindung der historischen Kronlandautonomie dargestellt hätte. Auch in späterer Zeit tauchte die Idee immer wieder im Zusammengewachsenen Kronländer der cisleithanischen Reichshälfte haben diesen Bestrebungen mit ebensolchem Erfolg widerstanden wie die Bundesländer der 1918 ins Leben gerufenen Republik Deutsch-Österreich bzw. Österreich. Ob die Autonomie der Kreise und Bezirke freilich, wenn sie verwirklicht worden wäre, tatsächlich den von den Kronländern ausgehenden Dezentralisierungsbestrebungen mit Erfolg entgegen gewirkt hätte, wie dies Stadion, Perthaler, Koerber u.a. gehofft hatten, oder ob nicht vielmehr die Schaffung der Gebietsgemeinden eine noch stärkere Dezentralisierung herbeigeführt hätte, muss dem Gebiet der historischen Spekulation überlassen bleiben.

A n m e r k u n g e n :

1. Aus der umfangreichen Literatur, zumal zum Thema der Kreisverfassung, vgl. die /im folgenden abgekürzt zitierten/ Schriften: F. Walter, Die österr. Zentralverwaltung, III.Abt. Bde 1 u. 2, Wien 1964; ders., Österr.Verfassungs- und Verwaltungsgeschichte von 1500-1955, Wien-Köln-Graz 1972; J. Redlich, Das österr. Staats- und Reichsproblem, I. Teil, Leipzig 1920; "Entwicklungsfragen der Verwaltung in Mitteleuropa" [=Studia iuridica auctoritate Universitatis Pécs publicata, 80/. Materialien der internationalen Konferenz über Verwaltungsgeschichte, in Pécs-Siklós /18.-20.Mai 1972/. Pécs 1972, Bd.I, daraus insbes. die Referate von E. Melichar, Die Entwicklung der österr. Verwaltungsorganisation seit 1867 /189ff./ und K. Maly, Die Selbstverwaltung in der Politik des tschechischen Bürgertums in der 2. Hälfte des 19. Jh. /161ff./, sowie "Verwaltungshistorische Studien", Pécs 1972, Bd.I: W.R.Mell, Verwaltungsreform in Österreich /193ff./; "Die Habsburgermonarchie 1848-1918", Bd.II: Verwaltung und Rechtswesen, darin die Beiträge: J. Klabouch, Die Lokalverwaltung in Cisleithanien /270ff./; E.C.Hellbling, Die Landesverwaltung in Cisleithanien /190ff./. Ferner J.Klabouch, Die Gemeindeselbstverwaltung in Österreich 1848-1918 /Österreich-Archiv/, Wien 1968; "100 Jahre Bezirkshauptmannschaften in Österreich", Wien 1970, darin insbes. die Beiträge von F.Stundner, Die Kreisämter als Vorläufer der politischen Behörden 1. Instanz /1748-1848/, 7ff.; ders., Zwanzig Jahre Verwaltungsaufbau - Die Entstehung der Bezirkshauptmannschaften /1848-1868/ 18ff.; ders., Geschichte der Verwaltung in Niederösterreich, 33; F.Posch, Geschichte der Verwaltung in der Steiermark, 61ff.- Als wichtigste Fundstellen der berücksichtigten Quellen sei-

en angeführt: "Die Österr. Verfassungsgesetze mit Erläuterungen." Hg.v.E. Bernatzik. 2. Aufl. Wien 1911; "Quellen zum Österr. Verfassungsrecht /1920/", hg. v. F. Ermacora [=Mitteilungen d. Österr. Staatsarchivs, Erg.Bd. VIII/, Wien 1967; "Österr. Parteiprogramme 1868-1966", hg.v.K.Berchtold, Wien 1967. - Die für die berücksichtigten Zeiträume bisher ungedruckten Ministerratsprotokolle s. im Österr. Staatsarchiv, Ministerratsprotokolle, Kartons 3A22 und 23.

2. Der Entwurf im Staatsarchiv, Ministerratsprotokolle Karton 3, Sitzung v. 13.2.1849. - Zum provisorischen Gemeindegesetz v. 17.3.1849, RGBl.Nr. 170 vgl. etwa Klabouch, Gemeinde-selbstverwaltung 30ff. mit weiterer Literatur; noch immer unentbehrlich die Analyse bei Redlich, Staats- und Reichsproblem I, insbes. 366ff.; vgl. ferner H. Schlitter, Versäumte Gelgenheiten, Zürich-Leipzig-Wien 1920, 31ff.
3. Vgl. später das provisorische Gemeindegesetz, Pkt. II. sowie Art. IV. Reichsgemeindegesetz v. 5.3.1862, RGBl Nr.18 /"Selbständiger" Wirkungskreis/ sowie Art. 118, Abs. 1 B-VG /i.d.gelgenden Fassung: "eigener" Wirkungsbereich/.
4. §§ 185f. des Stadion'schen Entwurfs; vgl. später §§ 167f. des prov. Gemeindegesetzes.
5. Ministerratsprotokolle, Karton 3, p.179.
6. Vgl. § 177 des provisorischen Gemeindegesetzes; Redlich, Staats- und Reichsproblem I 375.
7. Hierzu die Beratungen in den Protokollen des Verfassungsausschusses im Österr. Reichs-Tage, hg.v.A.Springer, Leipzig 1885, 374ff.; s. auch bereits § 56 der Pillersdorf'schen Verfassung v. 25.4.1848, Politische Gesetzsammlung /PGS/ 76, Nr. 49.

8. Abweichend die von Alexander v. Bach dem Ministerrat vorgeschlagene Einteilung, wonach etwa Österreich unter der Enns nur einen Kreis, Steiermark bloss zwei /statt drei/ Kreise gebildet hätten: Ministerratsprotokolle, Karton 4, p.183.
9. Vgl. W. Brauneder - F. Lachmayer, Österr. Verfassungsgeschichte, Wien 1976, 83ff.; 93ff.; ferner Stundner, Kreisämter, in: 100 Jahre Bezirkshauptmannschaften 9ff.
10. Böhmen: 51.949 km<sup>2</sup>/ca 6,3 Mio. Einwohner; Kärnten: 10.328 km<sup>2</sup>/367.324 Einwohner; Salzburg 7.153 km<sup>2</sup>/192.763 Einwohner /Zahlen aus 1907; laut. Österr. Staats-Wörterbuch, hg.v. E.Mischler und J. Ulbrich, 2. Aufl., Bd. IV /Wien 1909/367.
11. Besonders markant der Unterschied zwischen Niederösterreich /samt Wien: 19.824 km<sup>2</sup>/3,1 Mio Einwohner/ und etwa Salzburg /Quelle wie vorige Anm./.
12. Vgl. Redlich, Staats- und Reichsproblem I 370f.
13. Hierzu Brauneder - Lachmayer, Österr. Verfassungsgeschichte 177 insbes.; Hellbling, Landesverwaltung, in: "Die Habsburgermonarchie" II 211ff.
14. Somit in mehrere Kreise eingeteilte Länder.
15. Staats- und Reichsproblem I 376.
16. Zur Würdigung des Stadion'schen Reformwerkes und dessen missglückter Ausdehnung auf Ungarn vgl. Redlich, Staats- und Reichsproblem I 381; Schlitter, Versäumte Gelegenheiten 39ff.
17. Vgl. hierzu etwa F. Walter, Österr. Verfassungsentwicklung 1848-1859, in: "Die Entwicklung der Verfassung Österreichs" /Wien 1963/ 68ff.

18. Beilage zum Ah.Kabinettschreiben v. 31.12.1851, RGBl Nr. 4/1852, Pkt. 5.
19. Vgl. hierzu Handbuch für den Politischen Verwaltungsdienst hg.v. E. Mayrhofer u. A. Pace, 5. Aufl., Bd. I 3 sowie Stundner, Kreisämter, in: Bezirkshauptmannschaften 9ff.
20. Vgl. hierzu oben den Text bei Anm.8.
21. Mayrhofer-Pace, Handbuch I 7ff.
22. Mayrhofer-Pace, Handbuch I 14 /Note/.
23. Stundner, Verwaltungsaufbau, in: Bezirkshauptmannschaften 18ff.; 26 insbes.
24. RGBl. Nr. 225.
25. Vgl. Klabouch, Gemeindegeldverwaltung 55f.
26. Über ihn Redlich, Staats- und Reichsproblem I 715ff.
27. Anonym /H.v.Perthaler/, Palingenesie. Denkschrift über Verwaltungsreformen in Österreich. Leipzig 1860.
28. Wie Anm. 26. Über Gneist vgl. ferner H. Ridder im Handwörterbuch zur dt.Rechtsgeschichte /HRG/I. Sp. 1719ff.
29. Palingenesie 30ff.; 61ff.
30. Redlich, Staats- und Reichsproblem I 786.
31. Klabouch, Gemeindegeldverwaltung 58.
32. Klabouch, Gemeindegeldverwaltung 59.

33. Redlich, Staats- und Reichsproblem I 597, 661
34. Redlich, Staats- und Reichsproblem I 797, Anm.<sup>+</sup>
35. Sten.Prot.Abgt.Hauses, 1. Session, 284.
36. Staatsarchiv, Ministerratsprotokolle, Karton 22, p.118ff.  
/Vorlage des "Entwurfes eines ks. Patents über die Hauptgrundsätze für die Einrichtung und Verfassung der Gemeinden"/.
37. Ministerratsprotokolle, Karton 22, p.130<sup>d</sup>
38. RGL.Nr. 18.
39. H.Miehsler, Demokratisierung der Bezirksverwaltung in Österreich, in: Festschrift f. Hans Kelsen /Wien 1971/ 141ff.
40. Miehsler, Fs.Kelsen 142; Melichar, Entwicklung, in: Entwicklungsfragen 191 f.
41. Melichar, aaO 191f. u.ö.
42. Maly, Selbstverwaltung /s.Anm.1/ 162ff.
43. Gemeint ist der Vorschlag E.Pleners. Näheres bei Klabouch, Gemeindegemeinschaft 157ff.
44. Überblick über die einzelnen Vorschläge bei Klabouch, Gemeindegemeinschaft 158ff.; ferner B. Rieger, Art. Kreisverfassung in Böhmen im österr. Staats-Wörterbuch III 250ff., insbes. 266ff.
45. Abgedruckt bei A.v.Czedik, Zur Geschichte der k.k.österr. Ministerien, Bd.II 424ff.; 440. Jetzt auch A.Ableitinger,



Ernest v. Koerber und das Verfassungsproblem im Jahre 1900,  
Wien-Köln-Graz 1973, insbes. 122ff.

46. S.Klabouch, Gemeindegelbstverwaltung 160 ff.
47. Über diese vgl. W.R.Mell, Verwaltungsreform /wie Anm.1/  
197ff.
48. Enquete der Kommission...., veranstaltet in der Zeit vom  
21.Oktober bis 9.November 1912, Wien 1913; auch hiezu  
Mell, ebda.
49. Enquete 55 /216/.
50. Enquete 7 /10./
51. Dritter Jahresbericht zur Förderung der Verwaltungsreform,  
Wien 1914, 2ff.; 4 insbes. /Referent Haerdtl/.
52. Protokolle /Springer/ 36ff.
53. Vgl. hiezu die Quellen zum Österr. Verfassungsrecht  
/wie Anm.1/ 173ff.; 224ff.; 266ff.; 373ff.; 440f.; 537.
54. Parteiprogramme /wie Anm.1/ 145.
55. Parteiprogramme 149 /2. Reichskonferenz 1916/, 157 /so-  
zialdemokratischer Parteitag 1917/, 158 /Nationalitäten-  
programm Jänner 1918/.
56. Parteiprogramme 233.
57. So im Brünner Nationalitätenprogramm /Anm.54/.
58. S.die in Anm. 55 angegebenen Quellen.

59. Nr.904.d.Beil.z.d.Sten.Prot.d. Konst.Nationalversammlung= Quellen z.Österr. Verfassungsrecht 173ff. /zum 5. Abschnitt/.
60. K.Brockhausen, Zur österr. Verwaltungsreform, Wien 1917 /ursprünglich Aufsatzreihe in der "Presse"/ 28.
61. Sehr ähnlich auch die Argumentation in den Erläuternden Bemerkungen zum Renner-Mayr-Entwurf, in: Quellen zum Österr. Verfassungsrecht 266f.
62. Österreichs Erneuerung 97 ff.
63. AaO.
64. AaO.
65. Wie Anm.60, insbes. 44ff.
66. Hiezu das Referat von W.Ogris, Die gemischten Bezirksämter, an diesem Kongress.
67. Quellen zum österr. Verfassungsrecht 224ff. /zum 5. Hauptstück/.
68. Vgl.die Bemerkung nach Art 126!
69. Vgl. hiezu das Eintreten Kelsens für den späteren Art.12, Abs.1, Z.1 B-VG, weil dieser für das "in Aussicht genommene Kompromiss über die Gemeinden" eine Voraussetzung bilde /Quellen zum österr.Verfassungsrecht 288/.
70. Quellen zum österr. Verfassungsrecht 440.
71. H.Kelsen- /G.Fröhlich-A.Merkl/, Die Bundesverfassung v.l.10. 1920, 230.

72. B.Zluwa, gilt Art. 12, Abs. 1, Z.1 B-VG? Österr. Juristenzeitung 1971, 34ff.
73. Parteiprogramme 253 /"Demokratische Bezirks-und Kreisgemeinde"/.
74. Miehsler, Festschrift Kelsen /wie Anm.39/ 146ff.
75. Nr.196 d. Beil.z.d.Sten. Prot.d. Nationalrates, 1, Gesetzgebungsperiode.
76. Melichar, Entwicklung der österr. Verwaltungsorganisation /wie Anm.1/ 191.
77. Vgl.Art.I § 2 des ÜG 1929, BGBl.Nr. 339; Miehsler, Festschrift Kelsen 146.
78. § 33 des Verfassungsgesetzes v. 1.5.1945, StGB1.Nr.5.
79. Miehsler, Festschrift Kelsen 160ff.
80. Nr. 639 d. Beil.z.d.Sten.Prot.d. Nationalrates, 9.Gesetzgebungsperiode, insbes. 24.
81. Demokratisierung der Verwaltung, in: Die Wiener Rechtstheoretische Schule, Bd.II 1581ff.
82. Demokratie und Verwaltung, Wien und Leipzig 1923.
83. S. das österr. Landesreferat, Abschnitt IV /S. 9ff./.

- 69. Die Wiener Verfassung v. 1868, in: Die Wiener Rechts-  
rechtliche Schule, Bd. II 1881ff. ohne Fortsetzung ab 1891.
- 70. Die Wiener Verfassung v. 1868, in: Die Wiener Rechts-  
rechtliche Schule, Bd. II 1881ff. ohne Fortsetzung ab 1891.
- 71. H. Fröhlich-Meckl./G. Fröhlich, Die Bundesverfassung v. 1.10.  
1920, 230.
- 72. Müller, Entwicklung der österreichischen Verfassungs-  
gesetze, (wie Anm. 191).
- 73. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 74. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 75. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 76. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 77. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 78. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 79. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 80. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 81. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 82. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 83. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 84. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 85. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 86. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 87. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 88. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 89. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 90. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 91. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 92. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 93. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 94. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 95. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 96. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 97. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 98. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 99. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.
- 100. Müller, Die österreichische Verfassungsgeschichte, 1911.  
/wie Anm. 191.

Anlässlich der 100. Jahreswende der Vereinigung von Pest und Buda entstehen in fast allen Zweigen des ungarischen Bildungswesens, bzw. der Wissenschaft Rückblicke auf jene geistigen Anstrengungen, die mit dem letzten Jahrhundert der ungarischen Hauptstadt verbunden sind. Für die rechtsgeschichtliche Forschung bedeutet diese Jahreswende einen besonderen Antrieb, denn seit beinahe zwei Jahrhunderten ist diese Stadt die Heimstätte der ungarischen Rechtswissenschaft. Dennoch lenken eher die geistigen Kräfte der **PÁL HORVÁTH:** Jahrhunderts, der Entwicklung der bürgerlichen Staats- und Rechtsordnung, überhaupt die rechtsgeschichtliche **KULTUR- UND RECHTSGESCHICHTLICHE** spätesten bürgerlichen Umgestaltung der **ROLLE DER HAUPTSTÄDTISCHEN FRANK** t. Das vergangene Jahrhundert der **BIBLIOTHEK** erhobenen Städte Pest und Buda widerspiegelt konzentriert die gesellschaftliche und politische Entwicklung Ungarns. Daraus ergibt sich letzten Endes, dass das reiche Archivmaterial der Hauptstadt eine reiche Quelle der wissenschaftlichen Forschung wurde; und vor allem im Interesse des Verständnisses der Rechtsentwicklung wenden sich auch unsere Fachleute zur Ausnützung dieser Möglichkeiten. Gute Beispiele liefern für diesen Umstand die neuesten staats- und verwaltungsgeschichtlichen Forschungen, aber auch im Verständnis der Entwicklung einzelner Zweige des bürgerlichen Rechts und sogar der Rechtspflege sind die gesellschaftlichen Erfahrungen unserer Hauptstadt, die zum Zentrum der ungarischen kapitalistischen Warenproduktion wurde, oft als entscheidender Faktor zu betrachten. Ähnlicherweise konzentrieren sich determinante Faktoren in der Hauptstadt auf zahlreichen Gebieten der Wissenschaft und Kultur. Das ist nicht nur eine geschichtliche Tatsache im Leben unseres Landes, sondern - hauptsächlich in der Entwicklung des geistigen Lebens - die Resultate von Entwicklungsprozessen, die bis zu unserer Zeit wirken und deren jedes einzelne Teilproblem noch Aktualität besitzt. Als solches ist auch der Nachlass des Wissenschaftlers Ignác Frank zu betrachten, womit er ein Vierteljahrhundert vor der Vereinigung

PAUL HORVÁTH

KULTUR- UND RECHTSGESCHICHTLICHE

ROLLE DER HAUPTSTÄDTISCHEN BANK

BIBLIOTHEK

Anlässlich der 100. Jahreswende der Vereinigung von Pest und Buda entstehen in fast allen Zweigen des ungarischen Bildungswesens, bzw. der Wissenschaft Rückblicke auf jene geistigen Anstrengungen, die mit dem letzten Jahrhundert der ungarischen Hauptstadt verbunden sind. Für die rechtsgeschichtliche Forschung bedeutet diese Jahreswende einen besonderen Antrieb, denn seit beinahe zwei Jahrhunderten ist diese Stadt die Heimstätte der ungarischen Rechtswissenschaft. Dennoch lenken eher die geistigen Kämpfe des vergangenen Jahrhunderts, der Entwicklung der bürgerlichen Staats- und Rechtsordnung, überhaupt die rechtsgeschichtlichen Probleme der gesamten verspäteten bürgerlichen Umgestaltung hierher unsere Aufmerksamkeit. Das vergangene Jahrhundert der zum Hauptstadt erhobenen Städte Pest und Buda widerspiegelt konzentriert die gesellschaftliche und politische Entwicklung Ungarns. Daraus ergibt sich letzten Endes, dass das reiche Archivmaterial der Hauptstadt eine reiche Quelle der wissenschaftlichen Forschung wurde, und vor allem im Interesse des Verständnisses der Rechtsentwicklung wenden sich auch unsere Fachleute zur Ausnützung dieser Möglichkeiten. Gute Beispiele liefern für diesen Umstand die neuesten staats- und verwaltungsgeschichtlichen Forschungen, aber auch im Verständnis der Entwicklung einzelner Zweige des bürgerlichen Rechtes und sogar der Rechtspflege sind die gesellschaftlichen Erfahrungen unserer Hauptstadt, die zum Zentrum der ungarischen kapitalistischen Warenproduktion wurde, oft als entscheidender Faktor zu betrachten. Ähnlicherweise konzentrierten sich determinante Faktoren in der Hauptstadt auf zahlreichen Gebieten der Wissenschaft und Kultur. Das ist nicht nur eine geschichtliche Kuriosität im Leben unseres Landes, sondern - hauptsächlich in der Entwicklung des geistigen Lebens - die Resultat von Entwicklungstendenzen, die bis zu unserer Zeit wirken und deren jedes einzelne Teilproblem noch Aktualität besitzt. Als solches ist auch der Nachlass des Wissenschaftlers Ignác Frank zu betrachten, womit er ein Vierteljahrhundert vor der Vereinigung

von Pest-Buda die Grundlagen der hauptstädtischen öffentlichen Bibliothek und darin der ungarischen Rechtswissenschaft niederlegen wollte. Vor der eingehenden Besprechung dieses edlen Zielles müssen wir die Entstehung der sog. "Hauptstädtischen Frank Bibliothek" bzw. des Frank Nachlasses untersuchen, worauf neben anderen fragmentarischen Quellen durch die Akten der Stadt Pest Nr. IX.75./1857. ein Licht geworfen wird.

In der Zeit nach der Niederwerfung des Freiheitskampfes ist das Schicksal der aktiven Teilnehmer des Kampfes durch zahlreiche Faktoren verdunkelt und unsicher geworden. So verhält es sich eigentlich auch mit dem kurzen Lebensweg von Ignác Frank. Nach einer der Biographien sei er noch für kurze Zeit mit dem Amt eines provisorischen Rektors betraut worden<sup>1</sup>, nach dem Verfasser der Monographie der Fakultät wurde er nach dem Einzug von Haynau sofort vom Rektoramt enthoben<sup>2</sup>. Diese Ungewissheit wird nur teilweise durch jene spärlichen bewiesenen Daten beseitigt, die sich auf die Zeit zwischen dem 27. Juli und dem 20. August 1849 beziehen. Sicher ist, dass er nicht in seinem Amt verblieb und es an der Sitzung des Rektorrates, die am 27. Juli einberufen wurde, nicht mehr ausübte<sup>3</sup>. Sicher ist ferner, dass am 20. August infolge der unmittelbaren Verfügung des bevollmächtigten Zivilkommissars der provisorische Universitätsrat von dem aus dem Ruhestand zurückgerufenen Antal Virozsil geleitet wurde<sup>4</sup>. Wenn es aber wahr ist, dass Justizminister Schmerling ihn schon Ende Juli zu sich nach Wien kommen liess, um an der mit der Regelung des Justizwesens in Ungarn betrauten Beratung teilzunehmen, so ist es noch weiterhin ungeklärt, weshalb er zur Zeit des Einrückens der kaiserlichen Truppen flüchtete. Mangels an zuverlässigen neueren Angaben kann nur darauf geschlossen werden, dass sein angegriffener Seelenzustand zeitweise kritisch wurde. Von dessen Antezedenten wissen wir schon im Mai 1849, als er unter dem Eindruck der Belagerung Angst-Komplexe hatte und er sich in seine Wohnung eingeschlossen Tage lang von der Aussenwelt fernhielt. Da keine



früheren Daten über die pathologischen Schwankungen seines Nervensystem zur Verfügung stehen, können wir darauf schliessen, dass diese schwere Seelenkrise sich zuerst Ende Juli wiederholt hat. Auch jener Umstand ist unklar, warum die Arbeit im Dienste der Justizorgane von Wien seine Seelenruhe nicht wiederherstellen konnte. Die pietätvolle Erinnerung zitierte unlängst zwei diesbezügliche Stellungnahmen<sup>5</sup>. Gemäss den Wiener Memoiren von Adolf Frankenburg führte ihn die Beseitigung des ungarischen Rechtes und der Verlust seines Lehrstuhls an den Rand des Selbstmordes<sup>6</sup>. Diese Ansicht kann aber nur eine Teilwahrheit enthalten, weil die Sorge um die Existenz niemals für den grossen Denker charakteristisch war und auch der Verlust seines Lehrstuhls nicht mit seiner Berufung nach Wien verbunden war. Im Gegenteil, es bedeutete eine gewisse - wenn auch nicht aufrichtige - hervorgehobene Wichtigkeit seines Fachwissens. Man zitiert wieder den - als nicht uneingenommen zu betrachtenden - Zeitgenossen Virozsil, wonach die Aussichtslosigkeit seines Lebens, d.h. die nach dem niedergeworfenen Unabhängigkeitskampf sich abspielenden politischen und rechtlichen Änderungen den Zusammenbruch des seelischen Gleichgewichtes verursacht hätten.<sup>7</sup> Mit dieser Auffassung stimmt jener Gedanke überein, dass seine grundlegenden Ideen über die ungarischen Besitzverhältnisse mit den Bestrebungen der Wiener Justizorgane, d.h. mit denen Schmerlings, die das Erbe der Revolution vollzogen, in Gegensatz standen<sup>8</sup>. Im Falle des Weiterbestehens des pathologischen Seelenzustandes scheint diese Ansicht ohne Zweifel reell zu sein, wozu die auch nach Wien gelangenden Nachrichten aus Ungarn stark beitragen konnten<sup>9</sup>. Trotz diesen Wahrscheinlichkeitsfaktoren können wir obige Ansicht nicht akzeptieren. Die unmittelbare Antezedenz des tragischen Endes ist - wie bekannt - jenes kurze Testament in deutscher Sprache, welches Frank eigenhändig auf seinem Quartier "Am Peter" geschrieben und vom 1. März datiert unterzeichnet hat. Drei Tage später warf er sein Leben von sich<sup>10</sup>. Wir müssen wieder die Ansicht von Villányi Fürst zitieren, wonach

er mit seinem erschütterten Geist die seiner Ansicht nach erfolgte Vernichtung der nationalen Richtung des ungarischen Privatrechts nicht überleben konnte<sup>11</sup>. Die Träger dieser Ansicht beziehen sich bis zur neuesten Zeit auf Pauler, wonach auch die Wiener Organe kein Vertrauen zu ihm hatten<sup>12</sup>, seine Sonderansicht über die Atavizität aber nicht akzeptierten<sup>13</sup>. Die ursprünglichen Aufzeichnungen von Pauler fallen auf den 7. und 13. März, folglich entstanden sie unter dem Einfluss frischer Eindrücke. Pauler sagt aber auch, dass er von Spionen umgeben war, also wieder unter dem Einfluss eines Angst-Komplexes stand. In diesem Zustand aber entsteht die Entscheidung wie es auch die Medizin lehrt - nicht aufgrund von weltanschaulichen oder existentiellen Faktoren. Die ungünstige Aufnahme seines Elaborats über die Regelung der ungarischen Besitzverhältnisse erklärt noch nicht den Selbstmord, da ja die meritokratischen Beratungen der Justizkommission viel später nach seinem Tode, am 8. Juni 1850. begannen. Die Tagesaufzeichnungen von Pauler über das erste Viertel des Jahres 1850., die sich im Handschriftenarchiv des Nationalmuseums befinden, geben eher einen Stützpunkt zur Lösung der offenen Frage. Demnach war in Pest-Buda, im Neugebäude das Purifikationsverfahren des Militärgerichtes ständig im Gang, das noch vor dem März mehrere Professorkollegen zum Kerker verurteilte<sup>14</sup>. Zwar besiegelte Frank seine Beziehung zu den Ereignissen von 1848-49. mit keinen revolutionären Taten, aber seine auf seine Art widerspruchsvolle Standhaftigkeit lieferte zahlreiche Beiträge zur Verurteilung für die Purifikatoren<sup>15</sup>. Die weitere Gestaltung der Ereignisse konnte aber auch mit ungebrochenem Geist von jenen, die davon berührt waren, nur schwer ertragen werden. Während seines Wiener Aufenthaltes, der auch als Hausarrest betrachtet werden konnte, zermalmte dieses Bewusstsein endgültig den Geist des grossen Denkers.

Zum Beweis des Gesagten scheint es notwendig zu sein, die als zuverlässig zu betrachtenden Aufzeichnungen Paulers auch im

Original sprechen zu lassen. In den letzten Monaten des tragischen Endes war auch Pauler fern von Frank, der sich in Wien aufhielt, zur Gestaltung seines Schicksals liefert er dennoch zuverlässige Angaben in seinen auch nach dem Freiheitskampf ständig geführten Tagesaufzeichnungen. Die Aufzeichnung vom 7. März 1950. beweist seine uneingenommene Objektivität<sup>16</sup> und weist zugleich darauf hin, dass er mit Personen, die die Lage Franks kannten, in unmittelbarer Verbindung stand. Noch wichtiger, als diese frischen Mitteilungen Paulers sind aber jene Aufzeichnungen, die vom 27. Juli 1849. bis zum März 1850. eingetragen wurden. Von diesen wissen wir, dass in dem am 27. Juli 1849. von Degen geleiteten Universitätsrat der Treueid gegenüber der ungarischen Regierung die aufgeregten Gemüter beschäftigt hat<sup>17</sup>. Man versuchte also zwecks Milderung der Verantwortung der Fakultät dieser Huldigung einen solchen Sinn zu geben, der schon in vorhinein zweideutig war. Nach kaum einigen Tagen berichtet er aber schon über Vorladungen, ja sogar über Verhaftungen, wobei er wieder bemerkt, dass wegen der Huldigung Untersuchungen eingeleitet wurden<sup>18</sup>. Eine ganze Reihe von Vorladungen, Belästigungen, Rechtfertigungsverfahren wird von den lakonischen Aufzeichnungen sichtbar. Die Aufzeichnungen, die hinsichtlich unseres Themas kritisch sind, fallen auf die ersten zwei Monate des Jahres 1850. Die Zeilen der kurzen Aufzeichnungen sind vom Anfang Januar 1850 von den Namen der vorgeladenen, verurteilten und eingekerkerten Personen erfüllt<sup>19</sup>. Später hat er wieder die Verhaftung Tipula's dann das Indenvordergrundstellen der von Frank verfassten Huldigung aufgezeichnet<sup>20</sup>. Pauler weist darauf hin, dass die Zeiten schwerer werden, indem er sagt: "Morgen um 9 Uhr erscheine ich vor dem Militärgericht"- wo er seine bereits verhörten Professorkollegen wiedersehen konnte<sup>21</sup>. Der Richter "befragte hauptsächlich Tipula" und es ist aufgrund dieser Zeilen ganz offensichtlich, dass wieder die Umstände der Entstehung der von Frank redigierten Treueerklärung, bzw. die Feststellung der Verantwortung der Teilnehmer die Mitglieder des Militärgerichtes beschäftigte. In den letzten Ta-

gen von Januar vermehren sich weiter die Angaben, die auf die Verantwortlichmachung der Professoren hinweisen. Nach Vizkele-ty, Tipula, Henfner, Lahner kamen nun auch Karvassy, SÁghy und andere vor das Militärgericht.<sup>22</sup>

"Manche sind freigelassen worden - berichten die Aufzeichnungen - über andere wird jetzt das Urteil gesprochen". Auch die Rückverlegung der Universität nach Buda und die Einführung des deutschsprachigen Unterrichtes durch Virozsil mit Gewalt sind in den Aufzeichnungen enthalten, aber alles steht im Hintergrund hinter der unabsehbaren Gefahr der Purifikation.<sup>23</sup>

An dem Tag, als Frank sein kurzes Testament verfasste, gingen Virozsil und Csasz nach Wien, um den Abschluss der Purifikation zu betreiben. "Nur Gott weiss was Gutes wir noch erwarten können" - schreibt Pauler in der abgestumpften Unsicherheit dieser Tage.

Diese skizzenhafte Übersicht der Aufzeichnungen zeigt klar, dass die Purifikation noch unabsehbare Folgen mit sich führte.<sup>24</sup> Für Frank wurde alldies unter der Einwirkung der von ferne und spät eintreffenden Nachrichten unerträglich. Auch Pauler selbst empfand die Tragik der Lage und verabschiedet sich gleichsam symbolisch vom Meister damit, wer zuletzt zu Tode und zu 20 jähriger Festungshaft verurteilt wurde. Die in der Atmosphäre der Angst entstandenen Aufzeichnungen machen also eindeutig die wütende Vergeltung für den Tod des grossen Denkers verantwortlich. Dennoch wurde Pauler die Urquelle jener Ansichten, die die Tragödie Franks mit dem Ausserachtlassen seiner Sondermeinung über die Atavizität und mit der Aufhebung der Selbständigkeit des ungarischen Rechtes in Zusammenhang brachten. Sie haben diese Auffassung tatsächlich aus den späteren Schriften Paulers übernommen, obwohl die ursprüngliche Abfassung in einer fragmentarischen Gedankenreihe der zitierten Tagesaufzeichnungen entstand<sup>25</sup>. Pauler hat in seiner Gedächtnisrede /1850/,

ebenso wie in den "Adalékok" /Beiträgen/ /1878/ diesen Gedanken aufgegriffen. Er konnte das mit gutem Gewissen tun, da er die wahren Verantwortlichen der nicht alleinstehenden Tragödie für eine bessere Zeit aufbewahrend - im geheimen - vor das Gericht des Geschichte vorlud.

Das tragische Ende von Ignác Frank hat aber noch eine besondere Überraschung für das geistige Leben Ungarns bewahrt, womit die unwürdigen Erben lange Zeit hindurch nichts anzufangen wussten. Das ist sein oben zitiertes kurzes Testament vom 1. März 1850., das in einem einzigen bündigen Satz über das Los der mit unvergleichlichem Fleiss gesammelten Frank-Bibliothek verfügt: "Meine Bibliothek in Pest legire ich der Pester Stadt als Anfang einer städtischen Bibliothek".<sup>26</sup> Die unter den Sehenswürdigkeiten von Pest genannte grosse Sammlung fiel also laut des Testaments an Pest-Buda, die spätere Hauptstadt ausdrücklich mit dem Ziel, die Basis einer öffentlichen städtischen Bibliothek zu bilden. László Remete hat mit Recht hervorgehoben, dass diese Tatsache an sich bedeutungsvoll ist, da es zeitlich mit den ersten ähnlichen Versuchen der englischen Gesetzgebung übereinstimmt<sup>27</sup>. Die unwürdigen Erben sind nach einigen Jahren nur soweit gelangt, dass der Katalog der hochwertigen Sammlung fertiggestellt wurde<sup>28</sup>. Zu einem Gemeingut konnte sie aber noch lange Zeit hindurch nicht werden. Auch ein Teil der persönlichen Sachen von Frank wurde - nach Versteigerung - zur Erhöhung der Fonds der städtischen Bibliothek bestimmt.

Auch jene Tatsache weist auf die vollständige Isolierung und auf seinen unter der Wirkung der ausserordentlichen Verhältnisse verübten Selbstmord hin, dass die Entscheidung über die hochwertige Bibliothek die Organe der Universität unerwartet traf. Die eingehende Analyse der Zusammensetzung der Sammlung verriet aber offensichtlich, dass die eine kulturpolitische Mission ausdrückende Entscheidung Franks bezüglich der

Schaffung der Grundlagen der hauptstädtischen öffentlichen Bibliothek schon bedeutend früher entstand. Die Bibliothek war nämlich zu einem grösseren Teil aus Werken zusammengesetzt, die für eine öffentliche Bibliothek ein Interesse hatten. Neben den sehr bedeutenden Werken mit wissenschaftlichem Wert bemühte sich also der grosse Denker tatsächlich an der Hebung des ungarischen geistigen Lebens in weiterem Sinn, ohne dass jemand auch nur in seinem Leben davon gewusst hätte. So ist es nur verständlich, dass die Tagesaufzeichnung des ihm nahestehenden Tivadar Pauler vom 13. März 1850. noch darüber berichtete, dass die wertvolle Bibliothek der Universität hinterlassen wurde<sup>29</sup>. Auch für A. Virozsil und M. Csausz, die sich eben in Wien aufhielten, bedeutete die Eröffnung des Testaments eine unangenehme Überraschung, das die Stadtbehörden übergaben. Scheinbar hatten - schreibt der Verfasser der Monographie über die "Szabó Ervin" Bibliothek - die beiden Pester Wissenschaftler keine grosse Meinung über die kultur-politische Absicht des Erblasers. Vielleicht deshalb verlängerte sich der Wiener Aufenthalt der leitenden Männer der Universität auf zwei Wochen, währenddessen sie mit dem Minister Leo Thun, mit den einflussreichen Ministerialräten /Bonitz, Exner, Tomaschek/ und auch mit Baron Geringer, der für die ungarischen Angelegenheiten zuständig war, verhandelten. Am Testament konnte nichts geändert werden, sie wollten aber die Stadt unter Mithilfe von Baron Geringer beeinflussen, wie sie "das vom Himmel gefallene Geschenk verwenden solle"<sup>30</sup>. Auf die Verwirklichung der Intervention können wir nur daraus schliessen, dass die Stadt binnen kurzem jene Akten und Handschriften herausgegeben hat, die sich auf die Universität bezogen. Damit hört eine Zeit lang jene Bestrebung der Universität auf, die Frank Bibliothek für sich zu erwerben. Bezüglich des weiteren Schicksals der Sammlung blieben neuere Quellen nur mehr aus den Jahren 1857-1858. auf uns<sup>31</sup>, und zwar im Archiv der Universitätsbibliothek. Von der selben Zeit berichtet ungefähr das Material des Hauptstädtischen Archivs unter Zahl IX/75-1857, das die Umstände der Übergabe der Samm-

lung zur öffentlichen Benützung aufdeckt. Nach der Katalogisierung, die in 1850 beendet wurde, lag also die aus beinahe 14000 Bänden bestehende Frank Bibliothek lange Jahre hindurch in einem verlassenen Saal der Stadt ungenützt. Die Stadt entschloss sich schliesslich für die Übergabe zwecks Aufbewahrung<sup>32</sup>. Dieser Schritt wurde auch vom Reichsministerium für Kultus und Unterricht zustimmend zur Kenntnis genommen, mit der Bedingung, dass die Bibliothek so lange dort bleibt, bis die Stadt selbst keinen geeigneten Aufbewahrungsort findet.

Die hinsichtlich der ungarischen Bibliotheksgeschichte bedeutende Quellenbasis umfasst noch zahlreiche wertvolle Einzelheiten näher auch über das Schicksal der Frank Bibliothek. Wenn auch diese Probleme uns von unserem Themenkreis weiterführen, möchten wir die Gelegenheit nützen um einige Momente hervorzuheben. Das erste, worauf wir unsere Aufmerksamkeit wenden müssen, ist, dass die Veröffentlichung der zweifellos grossen geistigen Reserven der Frank Bibliothek auch noch nach der Übergabe Jahre hindurch holperte. Die Bibliothek konnte die notwendigen objektiven Bedingungen aus eigener Kraft nicht sichern und konnte in dieser Bestrebung auch von der in kritischer Lage befindlichen Reichsregierung keine Hilfe erwarten. Daraus ergibt sich die endlose Korrespondenz mit den Stadtbehörden, dass sie die notwendigen Gestelle, die minimalen Kosten im Zusammenhang mit der Organisierung des Ordens und der Ermöglichung der öffentlichen Benützung zur Verfügung stellen<sup>33</sup>. Die Sparsamkeit der beschränkten Stadträte liess noch lange Zeit hindurch den Sinn des grossmütigen kulturunterstützenden Schrittes von Ignác Frank nicht zur Geltung kommen. Ein weiteres Moment, worauf wir unsere Aufmerksamkeit wenden müssen, ist, dass die Benützung der öffentlichen Bibliothek, die in den 60-er Jahren allmählich entwickelt werden konnte, kaum mehr unbedeutend sein konnte. Es ist nämlich kaum zu denken, dass Ferenc Toldy in zahlreichen Briefen die Leiter der Stadt mit der Angelegenheit der Gehaltsergänzung der Personen, die sich mit der Verwal-

tung der Bibliothek befassten, grundlos belästigt hätte. Es scheint, dass die Lasten im Zusammenhang mit der öffentlichen Benützung bedeutend mehr waren, als die Verfertigung des beinahe 200 seitigen handgeschriebenen Übernahmekatalogs<sup>34</sup>. Unser allmählich neubelebtes geistiges Leben zeigte seit den 60-er Jahren angefangen, also noch um vieles vor der Regelung des Eigentumsrechtes der Sammlung<sup>35</sup>, ein auffallendes Interesse für den Nachlass. Die darin verborgenen geistigen Reserven übten sicherlich einen grossen Einfluss auf die Entwicklung des damaligen ungarischen öffentlichen Denkens aus. Dieser Umstand macht es also begründet, dass wir als endgültigen Ausblick unserer Analyse, die revidierbaren wichtigeren Basen des Frank Nachlasses - hauptsächlich hinsichtlich der Entwicklung des ungarischen juristischen öffentlichen Denkens - zu rekapitulieren trachten.

Unsere Bibliographie zollt noch heute der edlen Bestrebung von Ignác Frank eine würdige Anerkennung und Bewunderung und hebt mit Recht die gewaltigen Abmessungen der zum Gemeingut gewordenen Sammlung hervor. Auch die Universitätsbibliothek gedachte dessen in Marmor, als sie nach der Regelung des Eigentumsrechtes endgültig den Nachlass als ihr eigen betrachten konnte<sup>36</sup>. Die riesige Masse der Sammlung zeigte sich aber nur jenen, die ihr Material auch näher kennenlernen konnten. Die mit unermüdlichem Fleiss geschriebene, ein ganzes Band ausmachende Korrespondenz von Ferenc Toldy in dieser Sache wird erst dann verständlich, wenn wir in den Übernahmekatalog vom Jahre 1858 Einsicht nehmen. Neben dem bibliographischen Wert müssen wir aber beachten, dass diese Sammlung die Frucht des Fleisses eines gebrochenen Lebens war, und zwar unter solchen materiellen Bedingungen, welche die revolutionäre Presse mit Recht für einen Universitätsprofessor als erniedrigend betrachtete. Es gab allerdings auch vor ihm mehrere reiche Gönner unseres geistigen Emporsteigens, aber keiner von ihnen brachte vielleicht aus eigener Kraft ein so grosses Opfer für die Nation.



Der Nachlass ist unter dem Titel Hauptstädtische Frank Bibliothek allgemein bekannt geworden. Dieser Titel ist eigentlich nicht ganz präzise, denn das insgesamt aus 13779 Bänden bestehende Material war durch wertvolle geographische Karten und Zeichnungen, sowie durch ein Notenarchiv ergänzt, das dem Musikonservatorium übergeben wurde. Es ist also kein Zufall, dass die Universitätsbibliothek im Jahre 1859 zwecks Vorbereitung des Gemeingebrauchs einen Ordnungsplan verfertigen liess.<sup>37</sup> Die Sammlung beweist den besonderen Wert der zielbewussten Arbeit, wenn wir sehen, dass nur 130 Werke mangelhaft waren<sup>38</sup>. Man brauchte einen nervenzerreissenden Fleiss, eine Entsagung und einen ungebrochenen Entschluss dazu, dass der aus einfachem bürgerlichem Kreise emporgestiegene Denker eine schon in seinem Leben bekannte Sammlung schaffen kann. Um sein weitblickendes Horizont zu veranschaulichen, möchten wir uns an den Nachlass seines Vorgängers Imre Kelemen, der bedeutend mehr begütert war als Frank, erinnern, der aus 444 Werken und einigen Handschriften bestand<sup>39</sup>. Aber nur die Analyse der Sammlung nach Themenkreisen beweist offensichtlich, um wieviel grösser das Horizont von Frank war, als das seiner Vorgänger.

Die Aufdeckung der bibliographischen und der in weiterem Sinn genommenen kulturhistorischen Werte der Frank Sammlung erfordert noch viel mühevollen Arbeit. Im Zusammenhang mit unserem Thema wäre diese Aufgabe in ihrer Gesamtheit kaum lösbar. Trotzdem scheint es zweckmässig zu sein, dass wir zur Lösung der aufgetauchten offenen, oder heute nur mehr schwer aufdeckbaren kultur- und rechtsgeschichtlichen Fragen auch die zuverlässigen Daten der Sammlung zu Hilfe nehmen. Dieses Ziel führt uns, wenn wir als erstes die kulturpolitischen Werte der Frank Bibliothek suchen.

Ignác Frank widmete sein ganzes Lebenswerk dem ungarischen Privatrecht, d.h. auch innerhalb der Rechtswissenschaft nur einem einzigen Zweig. Er kämpfte sich zu einem theoretischen

schen Fachmann höchsten Niveaus auf dem gegebenen Gebiete empor, wobei dieser besondere Lebensweg ständig die Verbindung mit der administrativen Leitung eines engeren, aber umso wichtigeren Instituts des ungarischen geistigen Lebens bewahrte. Kaum einige Jahre nachdem er als Professor tätig war, wurde er Senior, dann Rektor der damals einzigen Universität des Landes<sup>40</sup>, wobei er Jahre hindurch verpflichtet war, die Fakultätsdirektoren, die zur Verwaltung der meritorischen Angelegenheiten ungeeignet waren, zu vertreten<sup>41</sup>. Die mit Krisen kämpfende Universität stellt ihn vor immer schwierigere Aufgaben, zuletzt soll er die Lehrfreiheit einführen. Trotzdem kann man nicht sagen, dass ihn diese Tätigkeit ganz auf das Gebiet der Kulturpolitik gebannt hätte. Er ist der Verfasser, aber kein Spezialist von Reformplänen, die eine Lösung suchen. Alles was er führt viele Elemente seiner wissenschaftlichen Überzeugung, seiner Anschauungsweise in diese Tätigkeit ein. Als Grundquelle der auch für ihn wegweisenden kulturpolitischen Ideen ist während seiner Tätigkeit die Universitätsreformidee von Preussen, die er gut kannte, zu bezeichnen. Die seinen Nachlass bildende Sammlung liefert einen vielsagenden Beweis dafür, dass Frank auch seine mit der Amtspflicht verbundene Aufgabe mit einem weiten Blick zu erfüllen trachtete. Aufgrund des Gesagten ist es natürlich, dass die zahlreichen kulturpolitischen Werke nicht nur als Gegenstände der Sammlerleidenschaft in die Frank Bibliothek kamen. Ein Teil davon ist unter den durch den Ordnungsplan in die I-X. Einheiten eingereihten historischen Werken zu finden und behandeln meistens die Entwicklung konkreter Kulturinstitute. In eine andere Gruppe können die Werke über die Erziehung, bzw. jene, die ausgesprochen als Träger kulturpolitischer Konzeptionen bekannt sind, eingereiht werden<sup>42</sup>. Wir begegnen hier die einflussreiche kulturpolitische Persönlichkeit des aufgeklärten Absolutismus, van Swieten, Schlegel, oder den grossen Bahnbrecher der historischen Methodologie, Schlözert aus Göttingen. Unter dem Einfluss der lange sich hinziehenden Krise des ungarischen Bildungswesens ist die Suche nach einem neuen Weg ganz offensichtlich. Auch die Richtung des aus der engeren Heimat weiter blickenden Interesses

ist aufgrund der Werke gut sichtbar. Die Lehren von Martini, Puffendorf, Thomasius, die die amtliche Ideologie des Habsburger-Reiches bildeten, haben Frank offensichtlich nicht zufriedengestellt. Zur Festlegung der Vorgeschichte des stecken gebliebenen geistigen Fortschritts dienen wohl die Bände der "Ratio educationis". Ein noch weiteres Horizont bieten die gewaltigen universitätsgeschichtlichen Werke von Meiners und schliesslich eine ganze Reihe der Werke von Humboldt, die die Wurzeln der preussischen Lehrfreiheit bilden<sup>43</sup>. In Kenntnis dieser geistigen Grundlage können wir die Bedeutung und den Wert des Reformplanes der juristischen Fakultät verstehen. Nicht zufällig weist also Frank beim Reformplan auf konkrete Erfahrungen des preussischen Beispiels hin. Sein Gesichtskreis, seine Lektüre war aber auf diesem Gebiet bedeutend reicher, als was er in den auf uns gekommenen Schöpfungen der stürmischen Wochen aufdeckt.

Man kann auf überwältigende Vorarbeiten des zum Dienst des ungarischen Privatrechtes bestimmten, historisch eingestellten Lebenswerkes aufgrund der Übersicht des historischen Materials der Frank Bibliothek schliessen. Frank häufte mit beinahe unerreichbarem Fleiss auf diesem Gebiet jenes Grundmaterial an, worauf er seine ganze wissenschaftliche Konzeption aufgebaut hat. Im Vergleich zu seinen Vorgängern und zu den Zeitgenossen, die meistens auf einer romantisch-nationalistischen Basis standen, fällt die Ausbildung eines unerhört weiten Horizontes ins Auge. Natürlich konnte auch Frank sich dem Einfluss der grossen Persönlichkeit der ungarischen romantischen historischen Anschauungsweise, István Horváth, nicht entziehen<sup>44</sup>, aber der weitere, kontinentale Ausblick überschritt bei weitem dieses Interesse. Näher betrachtet können vier grosse Gruppen im gewaltigen Material der historischen Werke hervorgehoben werden. Diese Gruppen drücken das besondere Interesse für die englische, französische, deutsche und italienische Geschichte aus. In bibliographischer Hinsicht könnten wir natür-

lich sagen, dass dies mit der bekannt sehr weiten Sprachkenntnis des grossen Denkers übereinstimmt, bzw. dementsprechend entfällt aus diesem Gesichtskreis alles andere. Zwei hervorgehobene Interessenkreise aber beweisen viel mehr. Der erste ist das besondere Interesse für die französische Geschichte, von deren Einfluss kein einziger wirklich als bedeutend zu betrachtender Denker sich in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts entziehen konnte. Nun, auf diesem Gebiet ist die Frank Bibliothek eine wahre Schatzkammer geworden, die Werke bezüglich des Zeitalters der grossen französischen Revolution inbegriffen<sup>45</sup>. Es ist nur bedauerlich, dass diese geistige Reserve erst dann ein Gemeingut werden konnte, als die Generation, die für die französische Geschichte schwärmte, bereits zum grössten Teil tot war. Wir können nur per tangentem andeuten, dass das Interesse für die Führer der französisch-italienischen Aufklärung auch zu diesem Themenkreis gehört, das natürlich auch mit der Grundquelle des jugendlichen philosophischen Denkens verbunden ist<sup>46</sup>. Zu welchen Konsequenzen Frank unter dem Einfluss dieser Werke gelangt, das hat er in seinen Werken konkret auf die französische Geschichte bezogen niemals erörtert. Seine endgültige historisch-rechtliche Konzeption zeigt aber offensichtlich, dass er zur Verneinung des französischen Beispiels, bzw. des vollen geistigen Erbes der französischen Revolution gelangen musste. Vielleicht drückt das auch das spät begonnene Lernen der englischen Sprache und als Folge das Interesse für die englische Geschichtsforschung aus. Seiner Empfindung nach steht die die Traditionen achtende und bewahrende Ordnung Englands näher zur ungarischen Wirklichkeit, aber es sind die kontinentalen Ergebnisse der pragmatischen historischen Quellenkritik, die das Bindemittel des Lebenswerkes tatsächlich bilden. Wir haben die Ungewissheit der eingeweihten Kenner des Lebensweges von Frank in der Hinsicht gezeigt, was in Wirklichkeit den grossen Denker mit der auf deutschem Boden entfalteteten historisch-rechtlichen Schule verbindet. Das diesbezügliche Material der bibliographisch als sehr wertvoll zu bezeichnenden Samm-

tung des aus der westeren Heimat weitzer blickenden Interesses

lung kann aber ein Mittel zur Behebung der grundlegenden Zweifel sein. Das hierher einzureihende Material diene nämlich als Grundlage einer wissenschaftlichen Konzeption. Die Ausgangskomponenten konnten auch hier die Vorgänger, die Zeitgenossen, und die auf ungarischem Boden auftretende historische Quellenkritik sein<sup>47</sup>. Es kann kein Zufall sein, dass er auf alle wesentlichen Ergebnisse der historischen Quellenkritik von Kovachich aufmerksam wurde<sup>48</sup>. Auf das besondere Interesse weist die Tatsache, dass kein einziges Exemplar dieses wichtigen Grundmaterials in der Reihe der mangelhaften Werke zu finden ist<sup>49</sup>. Das Horizont des sich entfaltenden historisch-rechtlichen Aspekts ist aber viel weiter und komplexer. Er empfand vor allem die volle Übersicht der Geschichte der Völker, die mit unserem Lande in Schicksalsgemeinschaft leben, als notwendig<sup>50</sup>. Dazu kommt in der Sammlung als natürlicher Beitrag die sich entfaltende deutsche Privatrechtswissenschaft. Damit werden die wertvollsten Momente der wissenschaftsgeschichtlichen Zusammenhänge des Frank'schen Lebenswerkes aufgedeckt. Die grundlegenden Werke der hervorragenden Schöpfer der damaligen deutschen Wissenschaft betrachten wir aber als natürliche Komponenten der Frank Bibliothek. Neben den grundlegenden Handbüchern von Puchts, Niebur, Thibaut und Eichhorn<sup>51</sup> ist unserer Ansicht nach auch natürlich, dass dieses weite Horizont auch den Rahmen des gegebenen Wissenschaftszweiges weit überschreitet. Unter Rottach, Achenwall und anderen erscheinen hier die hervorragenden Vertreter der fortschrittlichen deutschen Strafrechtswissenschaft<sup>52</sup>. In dieser Reihe bedeutet vielleicht die grosse Zahl der Werke von Mittermeier und Anselm Feuerbach mehr als eine einfache Sammlerleidenschaft. Für uns hat aber das Interesse für die deutsche Privatrechtswissenschaft eine primäre Bedeutung. Wenn wir die zahlreichen Werke von Thibaut, Echnorn, Puchts durchschauen, fällt das Suchen der historischen Privatrechtsauffassung ins Auge, das wir bei der Hervorhebung der Werke von Gustaw Hugo und Friedrich Karl v. Savigny sehen können.<sup>53</sup> Es lohnt sich, das Material von Savigny näher kennenzu-

lernen. Hier finden wir das Werk, das als der Beginn der historisch-rechtlichen Schule genannt wird: "Vom Beruf unserer Zeit für Gesetzgebung und Rechtswissenschaft"<sup>54</sup>, das "Recht des Besitzes"<sup>55</sup> bzw. die römisch-rechtsgeschichtlichen Werke Savigny's. An sich würde alldies noch nichts sagen, aber zusammen mit den die Urquelle der Schule bildenden Handbüchern von Gustaw Hugo und mit den Untersuchungen von Jakob Grimm über die "Rechtsalterthümer" macht schon seine Vorliebe für die auf deutschem Boden sich entfaltende Schule offensichtlich. Wann und zur Befriedigung welcher konkreten ideellen Bedürfnisse die genannten Werke einzeln dienten, kann heute nicht mehr aufgedeckt werden. Aber wir können jede solche Auffassung entschieden zurückweisen, die die Verbindung mit der historisch-rechtlichen Schule von Savigny bei Frank überhaupt bezweifelt. Allerdings empfand er niemals als notwendig, seine privatrechtliche Argumentationen mit den Grundgedanken von Savigny zu unterstützen. Er nimmt also auch nicht teil an der Polemik, die sich binnen kurzem in ganz Europa im Zusammenhang mit der Schule entfaltet. Das Lebenswerk und der ideelle Standpunkt widerspiegeln aber klar diese historisch-rechtliche Konzeption, die auch nicht der Argumente der deutschen Wissenschaftlichkeit bedarf. Er schuf eine auf eigene Weise originelle, auf die Selbständigkeit und Lebenskraft des ungarischen Rechtes aufgebaute historisch-rechtliche Konzeption, die die unumgänglich notwendigen Änderungen innerhalb des Rahmens der bestehenden Rechtsordnung und nicht durch deren Vernichtung durchführen will. Diese Grundstellung seiner Anschauungsweise machte die Frank Sammlung zu einer Schatzkammer der damaligen deutschen juristischen Wissenschaftlichkeit. Die Nachfolger seines geistigen Erbes und die Epigonen, die sein Niveau niemals erreichen konnten, sind alle "unter dem Mantel von Ignác Frank hervorgekommen",<sup>56</sup> und darin spielte jenes, das ein historisch-rechtliches Weltbild widerspiegelte, eine nicht zu unterschätzende Rolle, das nach seinem Tode das damalige ungarische öffentliche Denken formte. Es ist nur bedauerlich, dass in den 50-er und 60-er Jahren, als die histo-

risch-rechtliche Richtung bei uns allmählich zu einer Schule hätte werden können, die retrograden nationalen Bestrebungen in den Vordergrund traten.

Wir müssen zu den Komponenten der Frank Bibliothek, die eine historisch-rechtliche Anschauungsweise ausströmen, mit Hinweis auf noch eine Erscheinung zurückkehren. Auch aufgrund des Lebensweges ist es offensichtlich, dass das peinliche Beharren Frank's an der modernen, aber durch ihn systematisierten Welt des ungarischen feudalen Privatrechts seine Volkstümlichkeit nicht gesteigert hat. Es verfolgten sein mit der bekannten Sammlung umgebenes Beharren die Zeitgenossen, seine weböczianische Wissenschaftlichkeit die Fortschrittskämpfer mit ironischen Bemerkungen. Doch die Frank Bibliothek selbst spricht davon, dass die geistige Wertordnung des Sammlers keine hermetische Absperrung gegenüber allem Neuen bedeutete. Wir müssen nur auf die Anwesenheit der Werke von István Széchenyi, László Szalay, József Eötvös und anderer hinweisen, dass auch die klaren Wechselwirkungen des Geistes des ungarischen Reformzeitalters angenommen werden könne. Man kann auch nicht behaupten, dass dieses fragmentarische Interesse nur unter dem Einfluss der tiefenden Änderungen des ungarischen Privatrechts erscheint. Die "Politikai programtöredékek" /Politische Programmfragmente/ /Széchenyi/ oder die Werke im Zusammenhang mit der Reform der Atavizität und der ungarischen Besitzverhältnisse /Szalay, Gosztonyi, usw./ drücken noch offensichtlich das Interesse der Privatrechtswissenschaft aus<sup>57</sup>. Aber das Werk von Eötvös "Reform" oder "Forgházjavitás" /Über die Verbesserung des Gefängniswesens/, sowie das Einbeziehen des Materials der ungarischen Sprachbildungsbewegung ist kaum als ein privatrechtliches Interesse zu betrachten. Es ist überhaupt nicht anzunehmen, dass er sich für die Ideen von Eötvös oder gar von Szalay nur wegen der Beziehungen zum Ministerium für Kultus und Unterricht von 1848, oder wegen des Themenkreises seines am 11. September anlässlich seiner Mitgliedschaft der Akademie abgehaltenen Vor-

trags und nur zu dieser Zeit interessiert hätte. Eine kompliziertere Frage ist allerdings seine Beziehung zu der ungarischen Sprachbewegung. Das Material der Sammlung, das offensichtlich eine Grundlage für eine öffentliche Bibliothek bilden sollte, erscheint beinahe als die Erfüllung einer Mission auch im Interesse der ungarischen Sprache. Neben den Werken von Csokonai, Bessenyei, B. Virág, Kisfaludy und vielen anderen volkstümlichen Verfassern finden wir dort die preisgekrönten sprachwissenschaftlichen Werke und die linguistischen Schriften von Révai<sup>58</sup>, obwohl Frank kein wahrer Vorkämpfer der ungarischen Sprache als wissenschaftlicher Sprache war. Im Gegenteil, er nahm mit seinen ziemlich spät geschriebenen - allerdings auf ihre Weise sehr bedeutenden - in ungarischer Sprache verfassten Handbüchern gegen die um jeden Preis Neuerer Stellung. Wenn wir einige heute schon als Antiquitäten betrachteten diesbezüglichen Bände der Sammlung heraussuchen, sehen wir, dass die Forschungsleidenschaft des in der ungarischen Sprache stolpernden und gegen die jugendlichen Neuerer Stellung nehmenden Frank sich weit auch auf dieses Gebiet erstreckt hat. Auf diesem Gebiet, ebenso wie in seiner Beziehung zu den Ideen des ungarischen Reformzeitalters ist also jener komplizierte Widerspruch zugegen, der den ganzen Lebensweg von Frank begleitet. Er muss sich zuerst selbst über die erforderliche Änderung überzeugen und das sucht er ebenso, wie die Art und Weise der Lösung auf historischer Basis.

Auch hinsichtlich unseres Themas ist schliesslich die Widerspiegelung der politischen Kämpfe des ungarischen Reformzeitalters im Material der Frank Bibliothek. Nur in einem fortgeschrittenen Abschnitt des Lebensweges können wir annehmen, dass der grosse Denker mit sicherlich lebhaftem Interesse die widersprüchlichen Anstrengungen des letzten ständischen Reichstags verfolgt hat. Aufgrund des Materials der Sammlung scheint es, dass wir diese Annahme auf das ganze ungarische Reformzeitalter ausdehnen können. Es handelt sich nicht davon, dass er,



wie seine Vorgänger im Interesse der Systematisierung des ungarischen Privatrechts das riesige historische Material der Gesetzgebung der Reichstage gesammelt und analysiert hat. Auch das tat er mit einem viel grösserem kritischem Sinn und mit einer Konsequenz, als seine Vorgänger. Darüber hinaus sammelte er mit einem bei Zivilisten seltenen Eifer die Reichstagschriften, Tagebücher, und Protokolle. "Hongyülési élmény" /Reichstagerlebnisse/, fragmentarisches Material, Tagebuch der Magnatentafel und Schriften von der Generalversammlung häuften sich in grosser Menge in der Sammlung binnen einigen kurzen Jahrzehnten. Jener Umstand verrät das besondere Interesse, dass er sogar das Material der Komitatsversammlungen in den Sammelkreis einbezog.<sup>59</sup> Für uns hat aber die Tatsache eine besondere Bedeutung, dass sich die Bestrebung nach der Vollständigkeit des Reichstagsmaterials auf die neueren Zeiten, insbesondere auf die zweite Hälfte des 18. Jahrhunderts und auf die Zeiten vor 1848. konzentrierte. Innerhalb dessen widmete er sichtbar ein grosses Interesse für die Dokumente der ständischen Reichstage der 1790-er Jahre, sowie für das Material der eigentlichen Reformreichstage<sup>60</sup>. Die letzten wesentlichen Komponenten dieser Bestrebung sind die Akten des ständischen Reichstags von 1847/48. sowie Gesetzartikel des Reichstags von 1848<sup>61</sup>. Auch ohne einen weiteren Kommentar ist es also klar, dass der grosse systematisierende Denker des allmählichen überlegten Fortschritts sich von der ungarischen Wirklichkeit nicht trennte. Beinahe der ganze Lebensweg bedeutet auch auf diesem Gebiet eine tiefgreifende Vorbereitung zum Beginn des Dialogs zwischen Wissenschaft und Fortschritt, zur aktiven Mitwirkung an der Art und Weise der Umwälzung.

Die vorbereitende Rolle des gewaltigen geistigen Arsenal kann durch die einzelnen Komponenten des wissenschaftlichen Materials der Sammlung mit ziemlicher Sicherheit verfolgt werden. Neben den hinsichtlich unseres Themas hervorgehobenen Komponenten ist aber auch das grundlegende Material des ideologi-

schen Fortschrittes von Frank zu entdecken. Es ist auf diesem Gebiet ganz klar, dass bei der Suche nach den philosophischen Grundlagen des juristischen Denkens nicht die Schaffung der städtischen öffentlichen Bibliothek massgebend war. Bei der Aufdeckung der Ideengeschichte des Reformzeitalters liefert jenes Bild kaum entbehrliche Beiträge, das auf diesem Gebiet in der berühmten Frank Bibliothek in Pest schon in den 40-er Jahren angehäuft war. Die Lehren von Martini, Puffendorf, Thomasius und im allgemeinen des auf deutschem Boden verbreiteten Naturrechts spielen hier schon eine untergeordnete Rolle. Der forschende Blick Frank's griff zu den antiken und mittelalterlichen Denkern zurück, er dehnte mit grossem Bogen sein Interesse auf die grundlegenden Lehren von Italien der beginnenden Neuzeit /Macchiavelli, Campanella/ und der leitenden Persönlichkeiten der geschichtsformenden englischen bürgerlichen Ideologie /Hobbes, Locke/.<sup>62</sup> Es ist kaum wahrscheinlich, dass alldies nur das grundlegende Material seiner unter den ersten Versuchen bekannten Schriften philosophischen Charakters gewesen wäre. Die neueren Komponenten des diesbezüglichen Materials enthielten nämlich je ein grundlegendes Werk der französischen Aufklärung /Voltaire, Holbach, Montesquieu, usw/, der deutschen idealistischen Philosophie /Kant, Hegel/, ja sogar des materialistischen Ludwig Feuerbach<sup>63</sup>. Auch ohne eine weitere wissenschaftsgeschichtliche Analyse können wir sagen, dass alldies eine für Frank charakteristische Annäherung der Suche nach dem ideologischen Weg ist. Ebenso gross und ebenso widersprüchlich ist dieses hervorgebogene Interesse, wie die darauf aufgebaute historisch-rechtliche Konzeption selbst. Den darin verborgenen Wert benützten und benützen auch heute noch Generationen entsprechend dem Testament. Mit Recht können wir also sagen, dass der Frank Nachlass einen der besonderen Werte unseres geistigen Erbes bildet<sup>64</sup>.

Die Erschaffung der eines der edelsten nationalen Interessen bildenden hauptstädtischen öffentlichen Bibliothek liess noch Jahrzehnte auf sich warten. Die am Boden des Dualismus

gewachsene Kulturpolitik forderte noch zahlreiche ähnliche Opfer von jenen, die die Hauptstadt tatsächlich zum Zentrum des ungarischen geistigen Lebens, bzw. der Wissenschaft machen wollten. Es ist eine nicht zu unterschätzende Tatsache, dass eine hervorragende Gestalt der ungarischen Rechtswissenschaft ein lebensfähiges Beispiel für diese edlen Bestrebungen liefert.

1. Die ungarische Rechtswissenschaft von Dr. J. J. J. (1888)

2. Die ungarische Rechtswissenschaft von Dr. J. J. J. (1888)

3. Die ungarische Rechtswissenschaft von Dr. J. J. J. (1888)

4. Die ungarische Rechtswissenschaft von Dr. J. J. J. (1888)

5. Die ungarische Rechtswissenschaft von Dr. J. J. J. (1888)

6. Die ungarische Rechtswissenschaft von Dr. J. J. J. (1888)

7. Die ungarische Rechtswissenschaft von Dr. J. J. J. (1888)

8. Die ungarische Rechtswissenschaft von Dr. J. J. J. (1888)

9. Die ungarische Rechtswissenschaft von Dr. J. J. J. (1888)

10. Die ungarische Rechtswissenschaft von Dr. J. J. J. (1888)

11. Die ungarische Rechtswissenschaft von Dr. J. J. J. (1888)

12. Die ungarische Rechtswissenschaft von Dr. J. J. J. (1888)

13. Die ungarische Rechtswissenschaft von Dr. J. J. J. (1888)

14. Die ungarische Rechtswissenschaft von Dr. J. J. J. (1888)

15. Die ungarische Rechtswissenschaft von Dr. J. J. J. (1888)

16. Die ungarische Rechtswissenschaft von Dr. J. J. J. (1888)

17. Die ungarische Rechtswissenschaft von Dr. J. J. J. (1888)

18. Die ungarische Rechtswissenschaft von Dr. J. J. J. (1888)

19. Die ungarische Rechtswissenschaft von Dr. J. J. J. (1888)

20. Die ungarische Rechtswissenschaft von Dr. J. J. J. (1888)

F U S S N O T E N

1. S. Fürst, L.: Frank Ignác. Jogi professzorok emlékezete /Ignác Frank. Erinnerungen an Rechtsprofessoren/ Budapest, 1935. S. 54
2. Vergl. Eckhart, F.: A Jog- és Államtudományi kar története /Geschichte der Rechts- und Staatswissenschaftlichen Fakultät. 1667-1935./ II. Band, Budapest, 1936. S. 390
3. Statt seiner besorgte János Degen stellvertretender Rektor die Aufgaben. Die Tagesaufzeichnungen von Tivadar Pauler vom 27. August 1849. machen auch das fraglich. Man kann nicht sicher wissen, ob er über seine persönliche Anwesenheit oder nur über seine konkrete Meinung an der von Degen geleiteten Universitätsratsitzung berichtet. S. Handschriftarchiv der Széchenyi Landesbibliothek. Quart. Hung. Nr. 2611 I. Band, S. 134.
4. Als ernannter Universitätsrektor. S. Győry, T.: Az orvostudományi kar története /Geschichte der Medizinischen Fakultät/ 1936. S. 492-493.
5. S. Sarlós, M.: Frank Ignác bécsi tevékenysége és halála. Halálának százhuszadik évfordulója alkalmából /Die Tätigkeit von Ignác Frank in Wien und sein Tod. Anlässlich der 120. Jahreswende seines Todes/ S. Magyar Jog, Jg. XVII. /1970/ S. 245-246.
6. Frankenburg, Adolf: Bécsi élményeim /Meine Erlebnisse in Wien/ Sopron, 1883. II. Band, S. 5

7. S. Sarlós, M.: op.cit. S. 246., vergl. Virozsil, A.: Das Staatsrecht des Königreichs Ungarn. Pest, 1865. Bd. II. S. 279-280.
8. Laut dieser Meinung ist Frank im Interesse des freien Besitzverkehrs nur zur Modifizierung der verbleibenden alten Institute gelangt, Der siegreiche Standpunkt Schmerlings beseitigte auch das Donationssystem und das königliche Heimfallsrecht, d.h. ging noch weiter als die ungarische Gesetzgebung von 1848. Vergl. Sarlós, M.: op. cit. ebenda. Auch Villányi Fürst, L. wies darauf hin, wenn er sagt, dass für ihn eine ganze Welt auf dem Gebiete des ungarischen Privatsrechts untergegangen ist. S. loc. cit. S. 52.
9. Wir denken hier auf das Rechtfertigungs-, dann auf das Anfangs 1850 eingeleitete Militärgerichtsverfahren, auf die Einkerkierung von Balassa, später von Tipula und anderen usw.
10. Nachdem er sich zuerst mit einer Pistole verwundet und dann von seiner Wohnung am vierten Stock auf die Strasse geworfen hatte. /S. Pauler, T.: Adalékok a hazai jogtudomány történetéhez /Beiträge zur Geschichte der ungarischen Rechtswissenschaft/Budapest, 1878. S. 158., Eckhart F.: op.cit. /1936/ S. 394., Remete, L.: A Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár története /Geschichte der Hauptstädtischen Szabó Ervin Bibliothek/ Budapest, 1966. S.11.
11. S. loc. cit. S. 63
12. S. Beiträge ... /1878/ S. 167., vergl. Eckhart, F.: op.cit. /1936/ S. 494 /9/ /10/.
13. Das wir leider infolge des Brandes des Wiener Justizpalastes im Jahre 1927. nicht mehr kennelernen können.

14. Vergl. Eckhart, F.: op. cit. S. 390-391. /1,,/2/.
15. Die unmittelbar vor dem Tode Frank's durchgeführten Verhöre konzentrierten sich vor dem Militärgericht eben auf die Umstände der Entstehung der Treuerklärung auf die von der ungarischen verkündeten Regierung Unabhängigkeit. Diese Treuerklärung stammte eben von Frank.
16. "Heute bewegt ein Ereignis mein Gemüt, Frank beendete sein Leben durch Selbstmord... ich achte ihn als meinen Lehrer, als meinen Freund, er übte auf mein Leben einen seltenen Einfluss aus. usw. ..." S.O.Sz.K.Handschriftarchiv Quart. Hung. 2611. I.Bd. S. 148-149.
17. Bei der Apostrophierung der von Frank redigierten Huldigung war davon die Rede, dass unter dem Gehorsam "gegenüber der gesetzlichen Regierung die Beziehungen gemäss den Gesetzen von 1723. bzw. 1791. verstanden wurden. Scheinbar stammt von Frank die Erklärung der Huldigung in diesem Sinn, aber es ist unklar, ob das auch seine Anwesenheit beweist. S. Pauler, abenda, Quart. Hung. 2611. S. 134.
18. S. 30. August, Toldy schon vorgeladen ... andere im Gefängnis. S. ebenda.
19. "Man sagt, dass sie auch über die Jugend /die Universitätsjugend/ Urteil sprechen wollen ..., mehrere wurden wieder zu Tode verurteilt..." usw.
20. S. Eintragung vom 13. Januar: "Tipula wurde eingekerkert, warum, weiss ich nicht..."
21. Die Eintragung bezieht sich auf den 13. und 14. Januar. S. ebenda S. 145-148.

22. S. Eintragungen vom 20., 23., 26. Januar. Ebenda S. 145-148.
23. S. Eintragungen vom 7., 20. Februar, 1-3. März, usw. Ebenda
24. "... in der Unsicherheit meines Schicksals" -schreibt auch Pauler. S. ebenda in der Eintragung vom 3. März.
25. "... der Grund der Verzweiflung war, dass man kein Vertrauen zu ihm hatte und sich mit Spionen umgeben dachte ..." Vergl. Eintragung vom 13. März 1850. Loc. cit. S. 149.
26. S. Remete, L.: Die Geschichte der Hauptstädtischen Szabó Ervin Bibliothek /1966/ teilt als Beilage im vollen Umfang die Abschrift des ursprünglichen Dokumentes mit. Vergl. S. 325. Bezüglich des diesbezüglichen fragmentarischen Archivmaterials s. Akten der Stadt Pest Nr. IX/75/1857.
27. Auf den englischen Public Library Act weist Remete, L. hin, op.cit. S. 11.
28. S. Katalog der vom Rechtsanwalt Ignác Frank an die kgl. Freistadt Pest testamentarisch ausgesetzten Bibliothek. 1850. S. Archiv der Hauptstadt Nr. 17798/1950.
29. S. loc.cit. Quart. Hung. 2611. I. Bd. S. 148-149.
30. S. Remete, L.: op.cit. S. 11, Eckhart, F.: Geschichte der Rechts- und Staatswissenschaftlichen Fakultät /1936/ S. 395., Szentpétery, I.: op.cit. S. 395., vergl. Vértessy M.: Az Egyetemi Könyvtár a kapitalizmus kibontakozása időszakában /Die Universitätsbibliothek zur Zeit der Entfaltung des Kapitalismus/. S. Az Egyetemi Könyvtár évkönyvei IV. Bd. 1968. S. 139-140.

31. S. Archiv der Universitätsbibliothek. Zuschriften des Rektors an Ferenc Toldy 10-20. Nr. 7. 1858. 1-29. Nr.16.  
Ferner s. ebenda das Übernahmedokument der Frank Bibliothek /Zur Bewahrung/aus 1858.
32. S. IX/75. 1857. Laut einer diesbezüglichen Schrift wurde die Pester Universität aufgefordert, dass die Frank Bibliothek unter dem Titel "Pester Städtische Frank Bibliothek in den eigenen Bibliothekssälen separat verwaltet aufgestellt werde, auf die Weise, dass vor allem das Publikum der Stadt Pest beim Ausleihen der Bücher Vorrang habe. Die obere Genehmigung s. Verordnung 14 499 VKM. 9. Juni 1857.
33. S. Ebenda. Diesbezügliche Akten des Archivs der Hauptstadt von 1861., 1863.
34. S. Übernahmeliste der städtischen Frank Bibliothek 1858. Universitätsbibliothek Nr. 7/52. Es ist übrigens zu bemerken, dass das Material der Frank Bibliothek auch in den Titelkatalog der Universitäts- und der Pester Städtischen Bibliothek von Márky, J. vom Jahre 1865. aufgenommen wurde. Vergl. Remete, L. op.cit. S.14./S. SS. 93-111,113-156./
35. S. bezüglich der Registrierung von 1875: Remete, L.Op.cit. S. 19., Eckhart op.cit. /1936/ S.195., Vértesy, M.op.cit. S.140.
36. S. Im grossen Lesesaal der Universitätsbibliothek. "Die Behörde der Hauptstadt Budapest beschenkte die Universitätsbibliothek mit den von Prof. Frank geerbten XIV Tausend Bänden MDCCCLXXV."
37. S. Universitätsbibliothek Nr. 7./52 eingebunden in den Übernahme-katalog, ad/133/a



38. S. ebenda, S. 173-176.
39. S. Eckhart, F. op.cit. /1936/ S. 271-272.
40. S. Ordo praelectionum in Regia Scientiarum Universitate Pesthiensi pro anno scholastico 1831-32., 1832-33. Budae Typis Reg. Univ. Hung. vergl. Universitätsbibliothek G. f. 2. r.1., P 2.r. 1001.
41. S. ebenda von 1830-31., hervorgehoben s. ebenda von 1835-36. in dem ordo praelectionum mehrerer Jahre.
42. S. aufgrund des Übernahmekatalogs der städtischen Frank Bibliothek von 1858: Universitätsbibliothek Nr. 7./52. 230, 232, 289, 767, 779, 1019, 1110. 1113, 1443, 1878 usw.
43. S. Ebenda 299, 779, 1237, 1443, 1878, 1983, 2080, usw.
44. Darauf weist jene Tatsache hin, dass die meisten Werke von einem ungarischen Verfasser eben unter dem Namen von István Horváth in der Sammlung vertreten sind. S. loc.cit. 53, 54, 170, 174, 179, 212, 822, 1678, 2085, 3216, 2633, usw.
45. S. loc.cit. 42, 49, 51, 63, 65-72, 77, 97, 136, 157, 195, 231, 303, 598, 721, 1830, 1959, 3323, usw.
46. Die Werke von Montesquieu, Mably, Filangieri, und anderen zeigen diese Komponente, s. ebenda 77, 1017, 1550, 1552 usw.
47. So sahen wir je ein bedeutenderes Werk von Georch, I., Kövy, Kelemen, Pray, Fejér und anderen, die später den Gegenstand einer kritischen Analyse bildeten, sowie sämtliche wesentliche Ergebnisse der Quellenforschung von Kovachich.

48. S. Lectiones variantes 4897., Vestigia comitiorum 1790, 3220. Sylloge decretum 4268-4370., Notitiae 4600, Supplementum 1791., Formulares solennes styli 4663. usw.
49. S. ebenda S. 173-176.
50. Das zeigt die grosse Zahl der preussisch-deutschen und österreichischen Grundwerke. S. ebenda 99, 151, 167, 741, 1228, 1229, 1588, 1590 usw.
51. S. Niebuhr 4258, Puchta 4155, 4491, 4606, 4612, 5191, Thibaut 791, 819, 1885, 2456, 4405, Eichhorn 777, 1927, 1971, 1877, 2451, 3554, 3585, 3649, usw.
52. S. 151, 1066, 1299, 1316, 1324, 3416, 4382, 4489, 1612, 3435, 2418, 3308, usw.
53. S. ebenda Hugo 793, 794, 795, 796, 1474, 1829, 2420 und sein Lehrbuch in der Liste der mangelhaften Werke Nr. 6, Savigny 122, 1311, 2002, 2533, 3339, 4225.
54. Heidelberg 1828. S. Katalog 1311.
55. Giessen 1806. S. ebenda 2002, 2533.
56. Sagt treffend der Monographist der ungarischen bürgerlichen Privatrechtsgeschichte. S. Asztalos, L.: A magyar burzsoá magánjog rövid története /Kurze Geschichte des ungarischen bürgerlichen Privatrechts/ S. Polgári jogi tanulmányok I. Publikation des Lehrstuhls für Zivilrecht der Juristischen Fakultät der Universität von Budapest, Budapest 1970. S. 66
57. S. Übernahmekatalog der städtischen Frank Bibliothek loc. cit. 3095, 4086, 4093, 4094, 4277, usw.

58. S. loc.cit. 49-51, 1679, 1685, 3320, 3704, 3711, 3322, 3727, usw.
59. S. ebenda 5222, 5223, 5225, 5243. S. ferner die nach Reihen-  
henzahl nicht bestimmbaren Materialien in der ergänzenden  
Liste der Frank Bibliothek. Ebenda S. 179-180.
60. S. ergänzende Liste Nr. 2-5, 6. Protokoll der Magnatenta-  
fel, Akten des Reichstags, 1790/91, 1792, 1796, 1802, 7, 8.,  
Akten der Versammlungen in Ungarn 4 Bände. Protokoll der  
Stände 5 Bände, usw.
61. S. ebenda S. 180, Nr. 20.
62. S. ebenda 446, 472, 528, 552, 553, 627, 781, 1130, 1170, 1362,  
2833, 2952, 3107, 5589, 5593, 5664, usw.
63. S. ebenda 1249, 1380, 1656, 1689, 1703, 1704, 1705, 1706,  
1712, 2894, 2900, 2908, 2912, 4562, 5706.
64. Wie Nizsalovszky, E. in seiner Gedächtnisrede über Ignác  
Frank die Worte von Arthur Baumgarten über Immanuel Kant  
zitiert : "Gehört zu den Klenodien unseres geistiges Er-  
bes". S. Gedächtnis von Ignác Frank Material der Sitzung  
der Rechtsgeschichtlichen Sektion des Ungarischen Juris-  
tenvereins vom 16. Mai 1969.

48. *Handbuch des ungarischen Rechts*, herausgegeben von der Ungarischen Akademie der Wissenschaften, Budapest, 1927, 2 Bände. 1. Band: 1-180. 2. Band: 181-360.
49. *Handbuch des ungarischen Rechts*, herausgegeben von der Ungarischen Akademie der Wissenschaften, Budapest, 1927, 2 Bände. 1. Band: 1-180. 2. Band: 181-360.
50. *Handbuch des ungarischen Rechts*, herausgegeben von der Ungarischen Akademie der Wissenschaften, Budapest, 1927, 2 Bände. 1. Band: 1-180. 2. Band: 181-360.
51. *Handbuch des ungarischen Rechts*, herausgegeben von der Ungarischen Akademie der Wissenschaften, Budapest, 1927, 2 Bände. 1. Band: 1-180. 2. Band: 181-360.
52. *Handbuch des ungarischen Rechts*, herausgegeben von der Ungarischen Akademie der Wissenschaften, Budapest, 1927, 2 Bände. 1. Band: 1-180. 2. Band: 181-360.
53. *Handbuch des ungarischen Rechts*, herausgegeben von der Ungarischen Akademie der Wissenschaften, Budapest, 1927, 2 Bände. 1. Band: 1-180. 2. Band: 181-360.
54. *Handbuch des ungarischen Rechts*, herausgegeben von der Ungarischen Akademie der Wissenschaften, Budapest, 1927, 2 Bände. 1. Band: 1-180. 2. Band: 181-360.
55. *Handbuch des ungarischen Rechts*, herausgegeben von der Ungarischen Akademie der Wissenschaften, Budapest, 1927, 2 Bände. 1. Band: 1-180. 2. Band: 181-360.
56. *Handbuch des ungarischen Rechts*, herausgegeben von der Ungarischen Akademie der Wissenschaften, Budapest, 1927, 2 Bände. 1. Band: 1-180. 2. Band: 181-360.
57. *Handbuch des ungarischen Rechts*, herausgegeben von der Ungarischen Akademie der Wissenschaften, Budapest, 1927, 2 Bände. 1. Band: 1-180. 2. Band: 181-360.